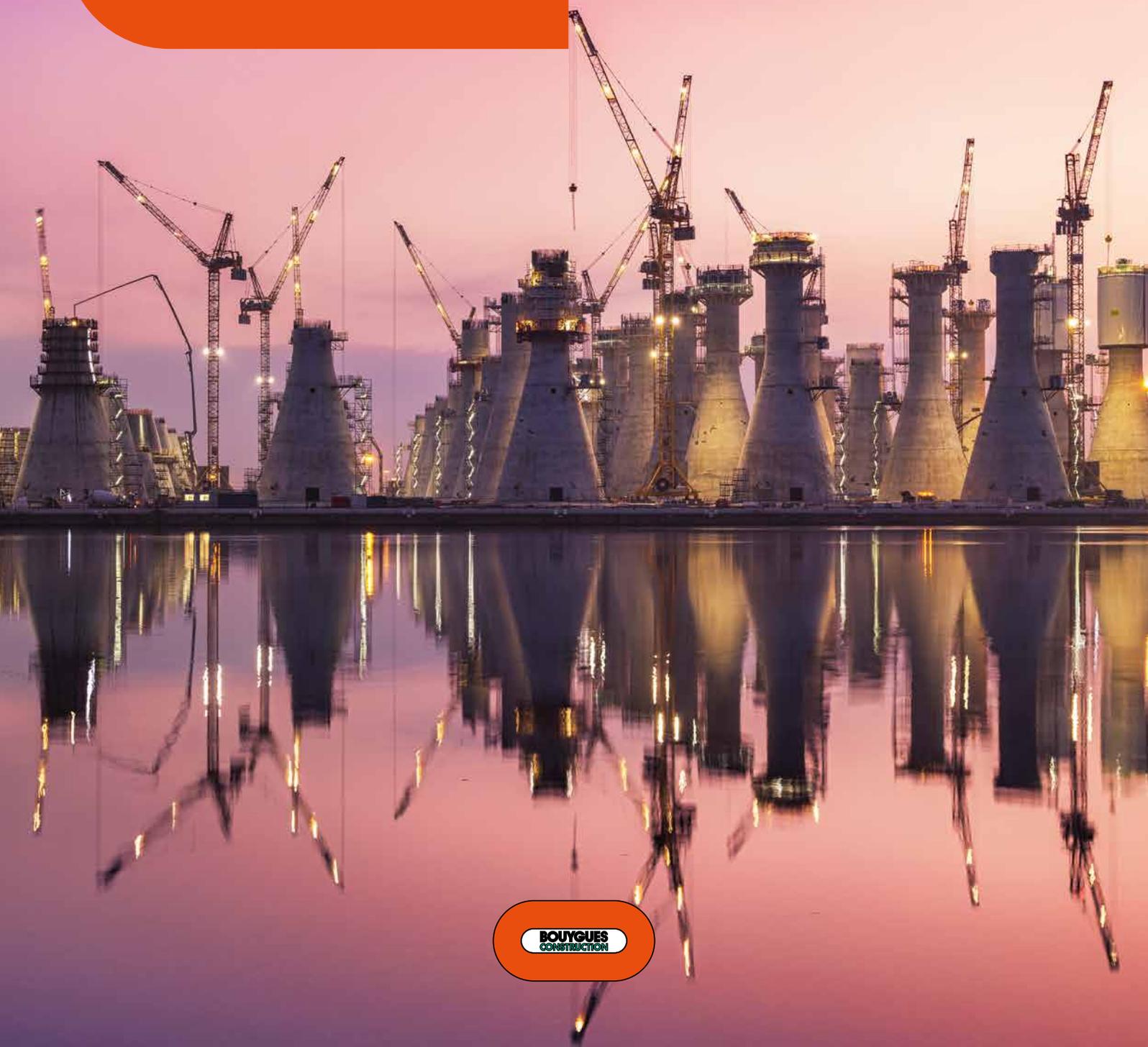


# RAPPORT FINANCIER 2021





## SOMMAIRE

# 06

## Rapport de gestion

# 34

## Notes aux états financiers

Faits significatifs au 31 décembre 2021 -	34
Principes et méthodes comptables du Groupe -	34
Actif non courant -	43
Actif courant -	52
Capitaux propres -	54
Provisions non courantes et courantes -	55
Actifs et passifs d'impôt différé -	56
Dettes financières non courantes et courantes -	58
Principaux éléments de variation de l'excédent financier net -	60
Obligations locatives non courantes et courantes -	61
Autres éléments de passifs courants -	62
Chiffre d'affaires -	63
Résultat opérationnel et EBITDA après loyer -	65
Produit de l'excédent financier net et autres produits et charges financiers -	66
Impôts sur le résultat -	67
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies et résultat dilué par action -	68
Éléments des actifs non courants détenus en vue de la vente et des activités abandonnées -	69
Instruments financiers -	71
Engagements hors bilan au 31 décembre 2021 -	73
Effectif moyen et engagements envers le personnel -	74
Informations sur les parties liées -	77
Informations complémentaires sur le tableau de flux de trésorerie -	78
Honoraires des commissaires aux comptes -	79
Liste des principales entités consolidées au 31 décembre 2021 -	80
Impacts liés à l'application de la norme IRFS 5 « actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » et de l'interprétation IFRS IC relative à l'IAS 19 « avantages du personnel » -	84

# 28

## Comptes consolidés

# 90

## Rapport des commissaires aux comptes

# 93

## Comptes individuels

# FAITS MARQUANTS



▲ Le Campus Engie, La Garenne-Colombes (France)

Big Carl, la plus grande grue au monde, soulevant un anneau en acier de 347 tonnes et de 17 mètres de haut, sur le bâtiment du réacteur de l'unité 1 d'Hinkley Point C (Royaume-Uni) ►

▼ Écoquartier Issy Cœur de Ville, Issy-les-Moulineaux (France)



## ACQUISITIONS - PROJETS

- Signature par le groupe Bouygues d'une promesse d'achat en vue d'acquérir Equans



## CONTRATS MAJEURS SIGNÉS

- Campus Engie à La Garenne-Colombes (France)
- Université d'Essex (Royaume-Uni)
- Nouvel hôpital Saint Paul à Vancouver (Canada)
- Data center CloudHQ à Francfort (Allemagne)
- Projet immobilier « Résidence Ebury Bridge » à Londres (Royaume-Uni)
- Ensemble immobilier du Petit Saconnex à Genève (Suisse)



## OUVRAGES EN COURS

- Lot C1 du projet de ligne à grande vitesse High Speed 2 (Royaume-Uni)
- Grand Paris, ligne 15, lots T2A et T3A (France)
- Métro de Melbourne et tunnel WestConnex à Sydney (Australie)
- Infrastructures routières Trunk Road T2 et Central Kowloon Route (Hong Kong)
- EPR d'Hinkley Point C (Royaume-Uni)
- Déploiement de la fibre optique en Bretagne avec Megalis/Axione (France)
- Écoquartier Issy Cœur de Ville à Issy-les-Moulineaux (France)
- Pôle BPC de l'université Paris-Saclay (France)



## OUVRAGES LIVRÉS

- Cinq projets à Achgabat (Turkménistan)
- Extension en mer (Monaco)
- Extension en mer du port de Calais (France)
- La Poste du Louvre à Paris (France)



## GOVERNANCE

En août 2021, Pascal Minault a succédé à Philippe Bonnave au poste de président-directeur général.

## CHIFFRES CLÉS



▲ Calais Port 2015, Calais (France). Un projet hors normes : création d'un bassin de 177 hectares, aménagement de 65 hectares de terre-pleins dont 45 hectares gagnés en mer, destinés à doubler la capacité d'accueil du port et à améliorer l'intermodalité

# 53 000

**Collaborateurs**

# 274 M€

**Résultat net part du Groupe**

# 20,8 Md€

**Carnet de commandes**

# 12,770 Md€

**Chiffre d'affaires**

# 2,7 %

**Marge opérationnelle courante**

# RAPPORT DE GESTION

## I - INTRODUCTION

**Avec près de 53 000 collaborateurs responsables et engagés dans près de 60 pays, Bouygues Construction conçoit, réalise et exploite des projets dans les secteurs du bâtiment, des travaux publics, des énergies et des services. Acteur de référence en matière de construction durable, Bouygues Construction réalise de nombreux écoquartiers, des bâtiments bas carbone (construction bois), des ouvrages aux meilleurs standards écologiques mondiaux ou des réhabilitations de sites visant à atteindre l'énergie positive<sup>1</sup>. Il développe des modèles économiques circulaires, de la phase de conception des projets jusqu'au recyclage de leurs déchets. Bouygues Construction est de plus en plus présent sur des ouvrages de grande ampleur à forte valeur ajoutée et sur des projets à plus grande échelle allant du quartier à la ville connectée.**

### 1. STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT ET OPPORTUNITÉS

La stratégie de Bouygues Construction s'articule autour de quatre axes :

- **être un acteur global dans les pays où il est implanté de manière pérenne** (Australie, Canada, France, Grande-Bretagne, Hong Kong, Suisse, etc.) en s'appuyant sur des offres innovantes et **développer des projets d'exception** avec des partenaires locaux ;
- **en Bâtiment, se positionner comme un acteur leader de la rénovation et de la réhabilitation** tout en **renforçant ses activités de développement immobilier** à travers son réseau Linkcity ;
- **en Travaux Publics, rester un acteur de premier plan sur le marché des grandes infrastructures** : ponts, tunnels, centrales nucléaires, éolien off-shore, concessions et partenariats public-privé (PPP) en France et à l'international, et développer ses activités de réparation d'ouvrages dont les besoins sont croissants ;
- **développer les activités Énergies et Services** pour devenir un acteur majeur des services multi-techniques. La promesse d'achat, signée par le groupe Bouygues le 6 novembre 2021 avec Engie pour l'acquisition d'Equans, s'inscrit dans ce projet.

1. Se dit d'un bâtiment qui, dans son fonctionnement, produit plus d'énergie qu'il n'en consomme.

Dans ces différentes activités, Bouygues Construction investit pour une productivité accrue et pour améliorer sa performance dans l'acte de construire. Il intensifie également son action dans le domaine de l'innovation, des énergies renouvelables et déploie sa démarche Carbone.

#### **Bouygues Construction :**

- **donne la priorité absolue à la santé et la sécurité** de ses collaborateurs et de ses partenaires, et ce, dans l'ensemble des projets menés ;
- **fait de l'innovation partagée sa première valeur ajoutée** et propose des offres globales répondant aux besoins de ses clients, en capitalisant sur ses connaissances des marchés dans les secteurs clés (réhabilitation, santé, hôtellerie, etc.) ;
- **veille à la satisfaction de ses clients dans la durée**, notamment par la maîtrise de l'exécution, la qualité des réalisations et l'accompagnement après-vente ;
- **numérise ses modes constructifs** au service d'une meilleure productivité ; et
- **fait du numérique un axe stratégique de développement** à travers la conception de nouvelles offres et l'utilisation de solutions numériques dans ses métiers.

### 2. STRATÉGIE CLIMAT ET BIODIVERSITÉ

#### **Les ambitions de Bouygues Construction visent à :**

- **faire de la transition bas carbone un axe fort de développement** et générer des opportunités de développement de ses activités. Il propose à ses clients des offres différenciantes, à forte valeur ajoutée, pour minimiser l'impact carbone sur l'ensemble de la chaîne de valeur ;
- **être pionnier dans l'intégration de solutions** autour de la production, le stockage et la distribution d'énergie décarbonée (solaire, nucléaire, hydrogène, etc.), la performance énergétique des bâtiments, des quartiers et des villes (bâtiment à énergie positive, quartier « zéro carbone », etc.) et l'accompagnement au développement de la mobilité bas carbone (mobilité électrique, infrastructures ferroviaires, etc.) ; et
- **réduire les émissions directes et indirectes** liées à ses activités.

#### **Les objectifs de Bouygues Construction sont de :**

- **réduire d'au moins 30 % en intensité ses émissions directes et indirectes** d'ici à 2030 (scopes 1, 2 et 3a) **par rapport à 2019** (dont - 40 % sur les scopes 1 et 2 et - 30 % sur le scope 3a) ; et

- **proposer à ses clients des solutions** qui leur permettent de prendre en compte les enjeux de la transition écologique.

### Son plan d'action pour créer une culture bas carbone consiste à :

- **réduire l'intensité carbone de ses opérations** en travaillant sur la conception, les modes constructifs (construction bois, etc.), les achats, notamment sur les lots prioritaires comme le béton, l'acier, les façades et les menuiseries extérieures, ou sur les consommations d'énergie des sites et chantiers ;
- **développer et valoriser ses savoir-faire, ses compétences et ses références** sur les solutions au service d'un monde bas carbone ;
- **faire de la démarche carbone un réflexe pour tous**, en formant 100 % des collaborateurs (Etam<sup>2</sup>/Cadres) aux enjeux du carbone, en les incitant à réduire les émissions liées à leurs déplacements et en engageant un dialogue avec les clients et les partenaires sur les projets ; et
- **s'engager pour la biodiversité**, dans ses projets d'infrastructures et bâtementaires, en développant des solutions innovantes pour préserver les espèces et écosystèmes présents sur les sites mais également en réintroduisant la nature en ville.

### 3. FORCES ET ATOUTS

Innovant, responsable et engagé, Bouygues Construction dispose de solides atouts dans l'ensemble de ses métiers :

- **un savoir-faire** qui s'appuie sur le talent de ses collaborateurs. Présents dans 60 pays, ils partagent les mêmes valeurs au service des clients ;
- **un positionnement sur toute la chaîne de valeur, de la construction à l'ère numérique ;**
- **une forte présence internationale** : présent sur les cinq continents, Bouygues Construction et ses filiales concilient expertises et innovations. Ils interviennent de façon pérenne dans certains pays, mais aussi plus ponctuellement dans certains autres sur des projets à forte expertise technique. Ces deux approches complémentaires lui donnent la flexibilité nécessaire

## II. RAPPORT D'ACTIVITÉ 2021

### UNE PRISE DE COMMANDES SOUTENUE PAR LES PROJETS DE FONDS DE COMMERCE

En 2021, la prise de commandes atteint 11,1 milliards d'euros, en repli de 13 % par rapport à 2020, qui s'explique par de moindres prises de commandes sur les grandes affaires. Le volume des affaires de montant inférieur à 100 millions d'euros progresse de 0,4 milliard d'euros.

En **France**, la prise de commandes s'élève à 4,9 milliards d'euros, en progression de 3 % par rapport à 2020. Elle inclut notamment l'éco-campus Engie à la Garenne-Colombes ainsi que la phase 2 du projet Megalis de déploiement de la fibre optique en Bretagne.

pour mobiliser rapidement ses ressources sur les marchés à fort potentiel. Bouygues Construction réalise plus de la moitié de son chiffre d'affaires à l'international ;

- **des offres différenciantes et à forte valeur ajoutée** en se basant sur une longue expérience en gestion de projets complexes, une connaissance spécifique dans la construction durable et une innovation constante sous toutes ses formes ;
- **une capacité d'adaptation aux évolutions des marchés** : le niveau du carnet de commandes offre une bonne visibilité à moyen terme et permet d'adapter les coûts, tout en concentrant les investissements commerciaux sur les marchés les plus dynamiques ; et
- un niveau de **trésorerie élevé**.

### 4. POSITIONNEMENT CONCURRENTIEL

L'organisation des groupes concurrents rend les comparaisons difficiles au niveau du périmètre de Bouygues Construction.

- **Monde** : selon le classement 2020 de l'étude ENR<sup>3</sup>, le pôle Activités de construction du groupe Bouygues, représenté par ses trois métiers Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et Colas, se maintient à la dixième position du classement mondial des constructeurs. Il se place **cinquième si l'on considère uniquement le chiffre d'affaires à l'international**, conservant sa place par rapport à l'enquête publiée en 2020.
- **Europe** : selon le classement 2020 du magazine *Le Moniteur* publié en décembre 2021, le pôle Activités de construction du groupe Bouygues (Bouygues Construction, Bouygues Immobilier, Colas) est le **troisième constructeur européen** devant Hochtief (Allemagne) et Eiffage (France), et derrière Vinci et l'espagnol ACS.
- **France** : selon ce même classement<sup>4</sup>, pour ses activités Bâtiment et Travaux publics, Bouygues Construction est **l'une des trois majors** derrière Vinci Construction et devant Eiffage (pôle Construction, hors Promotion immobilière et Infrastructures).

À l'**international**, la prise de commandes s'établit à 6,2 milliards d'euros, en retrait de 22 % par rapport à 2020, année marquée par le gain de plusieurs contrats importants (dont le contrat de la ligne ferroviaire à grande vitesse *High Speed 2* au Royaume-Uni pour 1,1 milliard d'euros).

### UN CARNET DE COMMANDES QUI SE MAINTIENT À UN NIVEAU ÉLEVÉ

Fin 2021, le carnet de commandes se maintient au haut niveau de 20,8 milliards d'euros (- 6 % par rapport à fin décembre 2020, et - 6 % à périmètre et change constants), dont 61 % à exécuter à l'international.

2. Employés, Techniciens et Agents de Maîtrise.

3. Classements ENR Top 250 Global Contractors et International Contractors, août 2021

4. Classement 2020 du magazine *Le Moniteur* publié en décembre 2021

L'Europe est la zone la plus importante à l'international, avant l'Asie – Pacifique. Fin 2021, l'activité acquise s'établit à 9,7 milliards d'euros pour 2022.

### UN CHIFFRE D'AFFAIRES TIRÉ PAR L'INTERNATIONAL

En 2021, le chiffre d'affaires s'établit à 12,8 milliards d'euros, en augmentation de 6 % par rapport à 2020 (+ 5 % à périmètre et taux de change constants). Pour rappel, il avait été significativement affecté au premier semestre 2020 par la pandémie mondiale de Covid-19, impliquant l'arrêt total ou partiel des chantiers pendant plusieurs semaines, notamment en France. L'activité était revenue à un niveau normal dès le second semestre.

Le chiffre d'affaires se répartit entre les métiers Bâtiment et Travaux publics (70 %) et Énergies et Services (30 %).

En France, le chiffre d'affaires, en hausse de 11 % par rapport à 2020, s'établit à 5,4 milliards d'euros. Il représente 42 % du chiffre d'affaires total.

À l'international, le chiffre d'affaires s'établit à 7,4 milliards d'euros, en légère hausse de 2 % par rapport à 2020.

### DES PERFORMANCES OPÉRATIONNELLES EN AMÉLIORATION

À 342 millions d'euros, le résultat opérationnel courant est en forte hausse de 171 millions d'euros par rapport à 2020. La marge opérationnelle courante s'élève à 2,7 %, à un niveau très proche de celle de 2019 où elle s'établissait à 2,8 %.

- Le redressement de la marge des Énergies et Services est significatif, passant de 2,1 % en 2019 à 2,8 % en 2021, bénéficiant des premiers effets du plan de transformation opérationnel en place depuis fin 2018.
- Dans les activités Bâtiment et Travaux publics, la marge opérationnelle courante s'élève à 2,6 %, en hausse de 1 point par rapport à 2020, mais en retrait de 0,5 point par rapport à 2019.

Le résultat net part du Groupe s'établit à 274 millions d'euros, contre 152 millions d'euros en 2020.

La marge nette progresse à 2,1 %.

### UN EXCÉDENT FINANCIER RECORD

L'excédent financier net à fin 2021 s'établit au niveau historique de 3,5 milliards d'euros, soit une progression de 0,4 milliard d'euros environ par rapport à 2020, qui affichait déjà un niveau élevé en dépit de la pandémie.

## 1. ÉVOLUTION DES MARCHÉS ET DE L'ACTIVITÉ DE BOUYGUES CONSTRUCTION

### ACTIVITÉ BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Le chiffre d'affaires Bâtiment et Travaux publics atteint 8,9 milliards d'euros, en hausse de 5 % par rapport à 2020. Le chiffre d'affaires à l'international est stable par rapport à 2020 et sa part s'élève à 55 %.

### France

#### Chiffre d'affaires 2021 : 4 milliards d'euros (+ 11 %)

En France, depuis la crise sanitaire, les activités de bâtiment bénéficient de plusieurs dispositifs d'aide et plans de relance du gouvernement, ciblés vers l'investissement durable essentiellement dans les secteurs du logement et de la rénovation énergétique. En Île-de-France en particulier, les projets de rénovation urbaine et d'écoquartiers présentent des opportunités intéressantes (bâtiments à énergie positive, quartier « zéro carbone »). Cependant, le secteur demeure très compétitif. De plus, pour le non-résidentiel, les activités tertiaire et industrielle souffrent du report de certains projets.

En France, le marché des travaux publics a rapidement récupéré avec une activité revenue à la normale dès la fin de l'été 2020 et des carnets de commandes tirés par les chantiers du Grand Paris. Si les grands projets d'investissements sont maintenus en Île-de-France, le niveau des investissements en région reste incertain.

Dans le secteur du Bâtiment, la progression de l'activité de 9 % est pour partie liée au redémarrage de l'activité après son repli en 2020 dû à la crise sanitaire. La sélectivité commerciale reste toutefois maintenue.

En Bâtiment et en Île-de-France, l'année a été marquée par la prise de commandes de l'éco-campus qui accueillera le siège social d'Engie à la Garenne-Colombes, du pôle d'activités *Gentilly SCOR* et de l'ensemble immobilier *Îlot A2* du Village olympique à Saint-Denis. Plusieurs opérations se poursuivent, telles que la construction et l'aménagement du Triangle Eole Evangile avec le projet *Îlot Fertile*, la réalisation en partenariat public-privé du projet Biologie – Pharmacie - Chimie (BPC) à Saclay et la construction du centre de maintenance de la ligne 18 à Aulnay-sous-Bois, dans le cadre du Grand Paris Express. En région, le chantier de la salle de spectacle *Co'Met* à Orléans se poursuit.

Dans le secteur des Travaux publics, l'activité se maintient en région parisienne, notamment portée par les activités du Grand Paris telles que la réalisation de la ligne 15 (lots T2A et T3A) et du RER E EOLE, de la gare Paris-Saint-Lazare à La Défense.

En région, les grands projets d'infrastructures (grands travaux maritimes comme l'extension du port de Port-la-Nouvelle et le parc éolien en mer de Fécamp) se poursuivent.

### Europe

#### Chiffre d'affaires 2021 : 2,3 milliards d'euros (+ 19 %)

En Europe de l'Ouest, les plans de relance profitent au marché de la construction : l'activité dans les travaux publics se renforce au Royaume-Uni et en Suisse, portée par le secteur des transports (routes et rail) et grâce à de grands projets d'infrastructures lancés par le gouvernement, en construction mais aussi en rénovation.

L'Europe centrale et de l'Est présente des marchés matures et un potentiel économique élevé dans les activités de construction. La zone fait en effet toujours face à des besoins grandissants en logements et en infrastructures.

Au **Royaume-Uni**, Bouygues Construction participe à plusieurs programmes de rénovation urbaine tels que *Canning Town* et *Luton Street* à Londres, et *Riverside* à Canterbury. L'entreprise travaille par ailleurs sur des projets à forte valeur ajoutée dans les domaines de l'éducation et de la recherche, tels que la construction d'un campus « Innovation » à l'université de Cardiff ou encore la réalisation d'une nouvelle résidence étudiante à l'université d'Essex. L'entreprise poursuit par ailleurs la construction de la centrale nucléaire Hinkley Point C avec le levage en mai 2021 du deuxième des trois anneaux constituant le liner du réacteur de l'unité 1 à l'aide de la plus grande grue du monde. La centrale fournira à terme 7 % de la consommation d'électricité du Royaume-Uni et permettra d'approvisionner plus de cinq millions de foyers. Bouygues Construction poursuit la construction du tronçon C1 du projet de ligne à grande vitesse *High Speed 2*, qui reliera le centre de Londres avec les villes de Birmingham et Manchester.

En **Suisse**, Bouygues Construction valorise sa maîtrise des projets complexes en développement immobilier, de plus en plus à l'échelle du quartier. Losinger Marazzi s'est vu attribuer le projet mixte du Petit-Saconnex en 2021.

En **Europe centrale**, l'activité Bâtiment est assurée par des implantations locales en Pologne et République tchèque, et une stratégie de développement immobilier.

À **Monaco**, Bouygues Construction continue la construction du projet *Grand IDA*, ensemble immobilier mixte, et de *Villa Lucia*, à travers sa filiale monégasque Richelmi.

En **Croatie**, Bouygues Construction poursuit le chantier de doublement à 2x2 voies d'une section de l'autoroute d'Istrie, avec la conception-construction du deuxième tube du tunnel d'Učka.

## Asie – Pacifique

**Chiffre d'affaires 2021 : 1,8 milliard d'euros (- 12 %)**

Le continent asiatique connaît une croissance dynamique : la forte demande pour le logement privé en période de reprise économique, le niveau bas des intérêts des prêts immobiliers, mais aussi l'urbanisation dans les pays émergents, contribuent au dynamisme du secteur. Hong Kong, Singapour et les Philippines restent des pays à fort potentiel avec une demande élevée.

En **Asie – Pacifique**, Bouygues Construction a développé son expertise à travers ses filiales de bâtiment et de travaux publics, lui permettant de disposer d'implantations locales pérennes, notamment en Australie, à Hong Kong, Singapour, et en Thaïlande.

En **Australie**, le marché du bâtiment connaît un ralentissement dans le secteur résidentiel, tandis que le secteur de la santé reste soutenu par les investissements publics. Par ailleurs, les investissements du gouvernement devraient rester élevés sur le marché de la construction d'infrastructures, en particulier dans le secteur de la route et des télécommunications. Bouygues Construction poursuit la réalisation du tunnel de WestConnex à Sydney, ainsi que du métro de

Melbourne. Bouygues Construction est durablement implanté dans les activités de bâtiment grâce à sa filiale AW Edwards, notamment dans les *data centers* (centres de données) et les hôpitaux, mais aussi sur le projet d'envergure de la station de métro Crows Nest à Sydney.

À **Hong Kong**, plusieurs grands ouvrages souterrains sont en cours de construction, dont la route *Central Kowloon Road* et le tunnel routier sous-marin *Trunk Road T2*. Ce dernier projet s'exécute dans le cadre du plan lancé par le gouvernement de nouvel axe routier « Route 6 » ayant pour but de désengorger le centre de la péninsule de Kowloon.

À **Singapour** et en **Thaïlande**, Bouygues Construction est reconnu dans les activités de bâtiment, notamment dans les tours de grande hauteur, à l'exemple du projet immobilier *Project Glory* à Singapour et de la *Summit Tower* à Bangkok.

Aux **Philippines**, Bouygues Travaux Publics et VSL continuent la construction d'un pont, dans le cadre du nouveau réseau ferroviaire urbain North-South Commuter Railway (NSCR).

## Afrique – Maghreb – Moyen-Orient

**Chiffre d'affaires 2021 : 384 millions d'euros (- 12 %)**

En Afrique, où des développements économiques importants liés en particulier à l'urbanisation rapide sont attendus, l'environnement géopolitique reste toutefois fragile. La région Moyen-Orient – Afrique affiche une croissance rapide. Les pays du Golfe ont souffert de la chute des prix du pétrole ces dernières années mais les investissements importants dans d'autres secteurs s'ouvrent à une économie « post-pétrole » : les infrastructures de transport mais aussi le divertissement notamment seront les moteurs de la croissance dans cette région à fort potentiel. Bouygues Construction développe une approche sélective des opérations sur cette zone géographique.

En **Égypte**, après avoir participé à la réalisation des lignes de métro 1 et 2 du Caire, Bouygues Construction poursuit la construction de la nouvelle phase de la ligne 3.

Bouygues Construction dispose également d'une implantation pérenne dans les activités de bâtiment au **Maroc** où il excelle dans des ouvrages de grand standing et s'appuie sur son réseau Linkcity pour développer des projets en montage immobilier, comme le programme BO52 à Casablanca. L'entreprise travaille par ailleurs dans le domaine de l'éducation avec la construction de l'université de Benguerir.

En **République démocratique du Congo**, en **Côte d'Ivoire** et au **Mali**, il met à profit son expertise en terrassement de mines à ciel ouvert pour l'exploitation des mines d'or, respectivement celles de Kibali, de Tongon et de Goukoto. Il intervient aussi ponctuellement dans d'autres pays africains sur des projets d'infrastructures routières. Il est également présent au **Bénin** et en **Côte d'Ivoire** avec la poursuite de deux projets pour la construction des hôpitaux d'Abomey Calavi et de Yopougon.

## Amériques – Caraïbes

**Chiffre d'affaires 2021 : 331 millions d'euros (- 15 %)**

Le continent américain présente des opportunités, en particulier au Canada et aux États-Unis, où les pouvoirs publics affichent leur volonté de relancer les infrastructures. Bouygues Construction poursuit la réalisation du tunnel hydraulique de Pawtucket aux États-Unis tandis que la fin d'année a également été marquée par l'attribution du contrat pour la construction du centre logistique Palmer Lake Logistics à Miami.

La demande en complexes touristiques dans les Caraïbes constitue également un potentiel intéressant pour Bouygues Construction, même si le secteur est fortement impacté par la pandémie de Covid-19.

## ACTIVITÉ ÉNERGIES ET SERVICES

Le pôle Énergies et Services, composé des filiales Bouygues Énergies & Services, Bouygues Énergies & Services InTec et Kraftanlagen, se positionne sur les infrastructures de réseaux numériques, le génie électrique et thermique, le *facility management* et les services à l'industrie.

De manière générale, en France comme à l'international, les besoins industriels grandissants (qui font appel à la robotisation avec la GTB<sup>5</sup>, *smart building*, *smart city*, conseil énergétique, etc.), les enjeux environnementaux, l'accroissement démographique et la raréfaction des matières premières rendent clé la performance énergétique des bâtiments. En outre, les besoins en télécommunications nécessitent le développement des infrastructures de réseaux.

Ces grandes tendances de marché, ainsi que les objectifs ambitieux des gouvernements d'augmenter leur production d'énergie issue de sources renouvelables, offrent des perspectives de croissance dans les pays à économie mature (Allemagne, Canada, France, Royaume-Uni, Suisse), mais aussi dans les pays émergents, notamment en Asie.

La contribution du pôle Énergies et Services au chiffre d'affaires consolidé de Bouygues Construction s'élève à 3,9 milliards d'euros, en hausse de 319 millions d'euros par rapport à 2020.

## France

**Chiffre d'affaires 2021 : 1,4 milliard d'euros (+ 13 %)**

Le plan de relance du gouvernement français ainsi que la loi de transition énergétique, qui prévoit que 32 % de l'énergie produite en 2030 sera issue d'énergies renouvelables, offrent des perspectives favorables dans le domaine des énergies vertes, de la performance énergétique des bâtiments et de la numérisation des activités. Bouygues Énergies & Services développe ses activités dans le cadre des politiques d'aménagement numérique du territoire par les collectivités. Ces chantiers sont conduits en partenariat avec Axione.

De nombreux contrats d'ampleur sont en cours de réalisation en Bretagne, dans l'Oise ou encore dans le Pas-de-Calais. En décembre 2021, Bouygues Construction a signé une nouvelle phase du projet de déploiement FFTH (*Fiber-To-The-Home*, Fibre jusqu'à l'abonné) avec Megalis pour accélérer le maillage en Bretagne.

Bouygues Énergies & Services participe à de nombreux projets de construction ou rénovation dans le bâtiment, pour lesquels il intervient dans le domaine du génie électrique, thermique et mécanique, à l'exemple de l'installation des systèmes de CVC (chauffage, ventilation, climatisation), à Paris, sur le « Magasin 3 » de la Samaritaine (1<sup>er</sup> arrondissement), livré en 2021, et, plus récemment, sur le site de la future agence spatiale européenne – ESA (15<sup>e</sup>). Il est aussi reconnu pour son expertise dans la conception et la réalisation de fermes solaires avec de belles références telles que celles de Piolenc (Vaucluse) et de Saint-Maurice-la-Clouère (Vienne).

## International

**Chiffre d'affaires 2021 : 2,5 milliards d'euros (+ 7 %)**

Les filiales Bouygues Énergies & Services InTec et Kraftanlagen disposent d'une expertise reconnue en ingénierie énergétique et industrielle et proposent également des solutions de centrales électriques. Elles ont su s'implanter de manière durable en Europe, notamment en **Suisse** et **Italie** pour Bouygues Énergies & Services InTec Schweiz et Bouygues Énergies & Services InTec Italia, et en **Allemagne** et en **Roumanie** pour Kraftanlagen.

Dans le domaine des grands projets d'infrastructure de réseaux électriques, Bouygues Énergies & Services développe des solutions photovoltaïques clés en main, comme au **Japon** où il poursuit la construction d'une ferme solaire dans la préfecture de Tochigi.

Bouygues Énergies & Services développe ses activités de *facility management* notamment au **Royaume-Uni** à l'exemple de l'hôpital de Southmead à Bristol. En 2021, Bouygues a été choisi par l'opérateur Virtus pour concevoir et réaliser son nouveau *data center* London 8. Ce nouveau contrat est le septième attribué par Virtus au groupe pour des travaux de construction et de Mechanical & Electrical sur ses *data centers*, pour près de 800 millions d'euros de prise de commandes depuis 2012.

Au **Canada**, l'entreprise assure le *facility management* de l'hôpital de Surrey et du quartier général de la Gendarmerie Royale. Cette activité assure à Bouygues Énergies & Services une source de revenus de long terme. Elle intervient aussi sur le marché du génie électrique grâce à sa filiale Plan Group qui a réalisé le premier « hôpital intelligent » du pays, l'hôpital Mackenzie de Vaughan, dans la région du Grand Toronto. Bouygues Énergies & Services s'est également vu confier en 2021 les travaux de l'hôpital Saint Paul à Vancouver pour 190 millions d'euros.

5. Gestion technique du bâtiment

### III. ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

#### 1. L'INNOVATION PARTAGÉE AU SERVICE DES CLIENTS

L'innovation partagée est le meilleur atout de Bouygues Construction pour s'adapter continuellement au service de ses clients. L'innovation se retrouve à toutes les étapes de la chaîne de valeur :

- **En phase de conception**, Bouygues Construction met particulièrement en avant ses savoir-faire dans l'usage de la maquette numérique (*Building Information Modeling*), dans laquelle toutes les informations permettant de concevoir et de construire un ouvrage sont gérées.

En effet, une digitalisation plus importante est attendue dans les années à venir. Le développement de processus de captations et de traitement des données (plateformes digitales) va permettre le développement de jumeaux numériques qui constitueront une aide au pilotage de l'activité des chantiers. Objectif : réduire les écarts entre la prévision et la réalisation. En 2022, Bouygues Construction finalisera une étude consistant à formaliser la feuille de route stratégique et à fixer les priorités de développement des cas d'usage pour le jumeau numérique.

Ces jumeaux numériques peuvent aussi apporter des solutions sur l'amont de la chaîne de valeur. En collaboration avec notre partenaire Dassault Système, en calquant les méthodes de conception et de production de l'industrie aéronautique, spatiale, ou automobile, en s'inspirant des travaux universitaires (Stanford, TU Delft, Centrale Lille), Bouygues Construction initie de nouvelles solutions pour concevoir des bâtiments : le projet MDO permet de passer d'une conception séquentielle et limitée à quelques configurations à une conception paramétrique multidisciplinaire permettant une forte optimisation. Par ailleurs, le projet ALICE (Plan Group) permettra de générer automatiquement les fluides dans Revit.

Enfin, la réalité virtuelle (RV) et la réalité augmentée (RA), connues depuis plusieurs années comme des technologies susceptibles de transformer profondément nos modes de vie et de travail, nécessitent encore de valider la valeur des nombreux cas d'usage (formation à la sécurité, amélioration de l'ergonomie, visites virtuelles et interactives). Dans ce cadre, la R&D de Bouygues Construction a inauguré en 2021 un nouveau démonstrateur installé à Challenger (Salle DesignLab) qui va pouvoir rendre visibles et déployables les technologies testées et éprouvées par les équipes R&D auprès des équipes opérationnelles.

Par ailleurs, Bouygues Construction a développé un *serious game* permettant à toutes les parties prenantes de se projeter dans les usages du quartier de demain.

Lancé chez Bouygues Construction il y a quelques années au travers d'outils ludiques tels que des *serious games*, « CityPlay » évolue pour devenir une démarche de co-construction de Bouygues Construction en matière d'urbanisme.

Objectif : imaginer et développer, avec habitants, riverains, parties prenantes, une ville plus résiliente, plus inclusive et plus intelligente. Au travers de la démarche « CityPlay », Bouygues Construction propose un ensemble de solutions ludiques, digitales et incarnées pour transformer les villes et faire des citoyens créateurs, des usagers acteurs et des habitants impliqués.

Cela passe par exemple par :

- des ateliers de prospective, pour contribuer aux réflexions d'une collectivité ;
- des *serious games*, pour co-construire un projet avec ses usagers finaux ;
- la préfiguration de lieux hybrides et uniques, pour créer la future communauté d'usagers ;
- l'intrapreneuriat : l'incubateur de projets citoyens, pour faire émerger des initiatives très locales.

En s'appuyant sur un réseau de partenaires (institutions, entreprises, universités, associations), ces solutions permettent d'accompagner les villes dans leurs projets de transformation.

Le *serious game* a quant à lui déjà porté ses fruits sur 45 projets dont La Maillerie (préfiguration urbaine) à Lille, Les Fabriques (création de nouvelles activités au sein d'un « makerspace ») à Marseille, Share à Tours (*serious game*), et les projets *Smart City* de Bouygues Energies & Services.

Bouygues Construction propose aussi aux collectivités des solutions intégrées de valorisation des friches industrielles, associant construction durable, efficacité énergétique, mixité fonctionnelle, mobilité douce, biodiversité et nouvelles technologies adaptées aux besoins des résidents. Le groupe Bouygues présente plusieurs références en France et à l'international.

Depuis 2016, le Groupe participe à la création de deux démonstrateurs de ville durable en France dans le cadre de l'Institut pour la ville durable (IVD). Ces deux pilotes, Eureka Confluence (Rhône-Alpes) et Descartes 21 Marne-la-Vallée (Île-de-France), permettront de tester des innovations de rupture dans tous les domaines de la ville, selon un mode dérogatoire.

Avec son offre « OSH », Bouygues Construction propose à ses clients un concept de bâtiment de bureaux réversible à terme en logement. Cette offre est expérimentée dans le cadre du projet Euréka Confluence à Lyon. Au-delà de cette offre, Bouygues Construction accompagne ses clients dans la transformation d'immeubles de bureaux en logements.

Enfin, depuis 5 ans, Bouygues Construction a progressivement renforcé ses liens avec des partenaires académiques.

Pour la cinquième année consécutive, Bouygues Construction est associé à l'école Centrale Lille pour mener des travaux de recherche autour de la Construction 4.0 (amélioration de la productivité via la digitalisation et l'industrialisation).

Des liens académiques ont, par ailleurs, été renforcés avec le CIFE (Center for Integrated Facility Engineering), le centre de recherche de l'Université de Stanford aux Etats-Unis, piloté par le Pr. Martin FISCHER, mais aussi avec l'ESTP Paris, et Cambridge University (Cambridge Service Alliance) pour mener des recherches autour des jumeaux numériques.

Ces collaborations permettent d'avoir une approche de recherche élargie, notamment sur les sujets de veille.

- **En phase de construction**, Bouygues Construction valorise les méthodes d'éco-construction, l'emploi de matériaux innovants, ou biosourcés et donne les clés pour concevoir et construire des bâtiments répondant aux principes de l'économie circulaire.

Depuis plusieurs années, Bouygues Construction a développé de multiples expertises sur l'optimisation des formules de béton, notamment à base d'additions minérales (métakaolin, laitier...), pour les rendre moins émissives en carbone. Il a aussi développé l'usage de matériaux non conventionnels comme les bétons fibrés armés, les bétons ultra-légers, et ultra-résistants, et les bétons à armatures en composite.

En 2021, la R&D de Bouygues Construction a expérimenté sur divers chantiers de bâtiments et de TP l'usage de ciments à activation alcaline afin d'en définir les conditions d'emploi et ses limites actuelles d'utilisation (élargissement de l'A10 à Orléans, conservatoire de Pantin, Novaxia). De tels ciments permettent aujourd'hui de réduire de 70 % l'empreinte carbone par rapport à un CEM I.

Ce travail réalisé a permis de sélectionner ce liant sans clinker sur différents projets, comme les Archives Départementales du Loiret, mais aussi l'ouvrage olympique de l'ARENA et la gare d'Issy-les-Moulineaux du Grand Paris Express.

En 2021, notre partenariat avec Hoffmann Green Cement Technologies (HGCT) et Chryso, sur la recherche de béton à base de géopolymères s'est poursuivi et vise à tester des formules de béton sur la technologie H-EVA. L'objectif est de diminuer les émissions de CO<sub>2</sub> de 60 % à 70 % par rapport à un CEM I, sans recourir à l'usage de laitiers.

Dans le cadre de sa veille active, Bouygues Construction prévoit d'investiguer d'autres thèmes de recherche en lien avec les enjeux climatiques et d'en évaluer les impacts : solutions de captation de carbone (puits de carbone) avec le projet CLOVERS, solutions valorisant la biodiversité, la résilience, et préservation des ressources.

L'industrie 4.0 se caractérise par une augmentation des inter-connexions entre les outils, les machines, les personnes et les systèmes (capteurs IoT,

le BigData, l'Intelligence Artificielle) au sein des sites de production, mais aussi avec son écosystème (clients, partenaires, autres sites de production).

En 2021, Bouygues Construction a lancé le Construction Lab, en partenariat pour accélérer deux projets majeurs : l'Opérateur connecté et la Grue augmentée.

L'objectif du projet « Opérateur connecté » est de concevoir une interface simple et robuste pour permettre à nos opérateurs de chantier (les compagnons, les chefs d'équipe) d'être intégrés dans la chaîne digitale de nos organisations.

Le projet « Grue augmentée » vise à apporter des innovations de rupture au poste de travail des grutiers. Le programme se décompose en trois axes : le développement d'un outil (MAGI) permettant d'intégrer dans un même système les informations essentielles au pilotage, une Preuve de Concept (POC) pour le pilotage des grues depuis le sol et le développement de procédures automatiques permettant de piloter l'orientation des grues. En 2021, nous avons pu tester les premiers outils d'assistance de conduite (reconnaissance d'obstacles, optimisation des trajectoires). L'expérimentation engagée sur le chantier de Quai 22 (Lille) doit se poursuivre au premier semestre 2022 pour valider les impacts business.

- **En phase d'exploitation**, Bouygues Construction répond aux attentes de ses clients en matière d'usage, de performance énergétique et de gestion optimale des infrastructures ou des services à la ville.

Le concept de « ville intelligente » continue à se développer. L'utilisation des technologies de l'information et de la communication va prendre une part grandissante dans la compétitivité des villes. Mais les villes devront être aussi « durables » et veiller à ne pas laisser de côté une partie de leur population. L'Union Européenne soutient ces activités, son programme Horizon Europe (95 milliards de subventions) va consacrer des budgets importants pour répondre aux problématiques de l'urbanisation croissante.

Nos recherches évoluent vers des solutions améliorant la performance de la ville : accessibilité des services aux citoyens, optimisation des infrastructures, et meilleure maîtrise de l'impact environnemental. En 2021, les travaux ont porté sur la résilience de la ville, en particulier sur les îlots de chaleur urbains dans les projets de quartier : évaluation du risque et méthodes de réduction de ces îlots.

La R&D renforce ses compétences pour collecter et analyser la donnée en *open source* (poursuite de la collecte des données de stationnement-projet Optimove, expérimentation chez Losinger Marazzi avec Microsoft, fiabilisation des données collectées sur ABC), et poursuit ses études sociologiques en les étendant aux usages de la ville et sur les mobilités.

À l'échelle de la ville et du bâtiment nous allons vers le concept de « Smart Building » : les bâtiments qui communiquent et s'intègrent dans une « Smart City ». La mission principale du pôle Bâtiment Connecté est de contribuer au développement d'un savoir-faire interne nous permettant d'être compétitifs sur l'intégration des nouvelles technologies de l'information et de

la communication dans un bâtiment (le Building Operating Système ou le BOS).

La start-up « Smalt » créée et incubée par Bouygues Construction (anciennement nommée Wizom) propose des solutions pour réduire l'empreinte carbone d'un bâtiment lors de son utilisation. Les outils numériques de Smalt apportent aux usagers une meilleure maîtrise des consommations individuelles.

Bouygues Energies & Services en Angleterre a finalisé le remplacement en LED de 90 % de son éclairage public, ce qui a permis au département du Redcar & Cleveland (Yorkshire – Nord de l'Angleterre) de baisser sa consommation d'énergie. L'énergie économisée équivalait à environ 1 200 tonnes de CO<sub>2</sub> par an.

## 2. UN LEADERSHIP DANS LA CONSTRUCTION DURABLE

Au cœur de sa stratégie d'entreprise responsable et engagée, Bouygues Construction met l'accent sur différentes thématiques environnementales.

Dans un contexte d'épuisement des ressources Bouygues Construction développe des solutions alternatives comme le béton de marinage en réutilisant les terres excavées pour de nouvelles constructions.

Bouygues Construction conçoit et construit des bâtiments auto-alimentés en énergies 100 % renouvelables et des réseaux électriques intelligents (Smart Grids). L'entreprise accompagne les industriels dans la production d'énergies renouvelables. Elle propose à ses clients des infrastructures innovantes, telles que les écoquartiers.

Bouygues Construction, développe depuis 2012, à travers le monde, des projets sur mesure de production d'énergies renouvelables (photovoltaïques, thermiques, éoliennes, etc.). En mars 2021, la plus grande ferme solaire du Royaume-Uni a été mise sous tension (75 MW) à Llanwern au pays de Galles. Avec celle à Strensham, ces deux fermes fourniront suffisamment d'énergie pour couvrir chaque année les besoins en électricité de 31 500 foyers au Royaume-Uni. Par ailleurs, elle continue son développement au Japon avec la signature d'un nouveau contrat pour construire la ferme solaire de Koriyama.

En 2021, Bouygues Construction s'est associée à ATMB (Autoroutes et Tunnel du Mont Blanc) et Akuo Energy pour constituer le consortium Alp'Hyne Mont-Blanc. Ce consortium a pour ambition de concevoir et exploiter un réseau de distribution d'hydrogène renouvelable produit par électrolyse de l'eau à partir d'électricité verte locale produite en Haute-Savoie et dans l'Ain.

Bouygues Travaux Publics, en partenariat avec Saipem, est en charge de la conception, de la construction et de l'installation en mer des fondations gravitaires. D'une puissance totale d'environ 500 MW, le parc éolien en mer de Fécamp devrait produire l'équivalent de la consommation domestique en électricité d'environ 770 000 personnes, soit plus de 60 % des habitants de Seine-Maritime.

Plusieurs opérations menées chez Bouygues Construction intègrent la réutilisation de matières premières secondaires directement sur site. Sur le projet de Pantin Kanal (immeuble de bureaux de 20 500 m<sup>2</sup>) situé à la limite de la ZAC du Port de Pantin (Seine-Saint-Denis), la filiale Bouygues Bâtiment Ile-de-France Construction Privée a mené une démarche d'économie circulaire et de réduction de l'empreinte carbone à travers de nombreuses actions dont la récupération et le réemploi des dalles de faux-plancher, l'utilisation de poteaux métalliques réutilisables tout au long du cycle, l'utilisation de peinture à base d'algues considérés comme déchets non dangereux ou la pratique du compostage sur la base vie. Par ailleurs, lors de la reconstruction de la piscine Blomet, Bouygues Bâtiment Ile-de-France Ouvrages Publics a réutilisé les 900 m<sup>2</sup> de panneaux en polycarbonate qui composaient la verrière, pour la création de serres de jardins partagés.

Bouygues Construction expérimente des modes constructifs alternatifs et a renforcé son expertise pour développer l'usage du bois (matériau à plus faible empreinte carbone) dans ses constructions. Près de cent ouvrages (neufs et réhabilités) ont été construits en bois depuis 2005 en France, au Royaume-Uni et en Suisse.

Par exemple, le collège Revaison de Saint-Priest (69) réalisé par Bouygues Bâtiment Sud-Est pour le compte de la Métropole de Lyon et en partenariat avec Ossabois, spécialiste de la construction bois, est constitué à 90 % de bois dont 50 % en modulaire bois. Ce mode constructif modulaire en bois a permis une réalisation plus rapide du projet, plus qualitative et plus respectueuse de l'environnement.

Bouygues Construction participe également à l'élaboration de nouveaux référentiels de ce label : BiodiverCity Life et BiodiverCity Ready. Alors que le label actuel évalue la prise en compte des enjeux de biodiversité sur les projets lors des phases de conception et de construction, ces nouveaux référentiels permettront d'élargir ce spectre aux bâtiments déjà construits ou encore, d'élargir la prise en compte de la biodiversité à l'échelle d'un quartier. En 2021, 33 % des projets menés par Bouygues Construction incluent des mesures en matière de biodiversité. La performance de cet indicateur s'explique par une meilleure compréhension générale du sujet biodiversité et une forte implication des équipes opérationnelles dans la mise en œuvre d'initiatives en faveur de la biodiversité. Par exemple : la préservation des espèces (faune et flore), le maintien des continuités écologiques et l'installation de ruches et de potagers, etc. Bouygues Bâtiment International a développé un guide avec 17 fiches pratiques pour les opérationnels afin de les accompagner dans la mise en œuvre concrète des mesures en faveur de la biodiversité. Au sein de Bouygues Bâtiment France Europe, un processus systématique d'identification des enjeux biodiversité est en place, incluant le recours à l'expertise d'associations environnementales locales si nécessaire.

## IV. ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES

### Contrôle interne et informations sur les risques (article L. 225-100-1, I-3° à 6° du code de commerce)

#### 1. CONTRÔLE INTERNE

##### DISPOSITIF DE CONTRÔLE INTERNE

Le groupe Bouygues dispose d'un référentiel de gestion des risques et de contrôle interne élaboré à partir du cadre de référence de l'AMF. Il aborde, d'une part, les principes généraux de contrôle interne et de gestion des risques et, d'autre part, les principes de contrôle interne comptables et financiers. Il vise principalement à formaliser les grands principes du contrôle interne du Groupe, mieux identifier les bonnes pratiques communes aux différents métiers et traiter de façon homogène les sujets transversaux importants. Chaque métier a complété le référentiel Groupe par des principes spécifiques liés à ses activités propres.

Afin de vérifier le degré d'application des principes sont déployées annuellement des campagnes d'auto-évaluation du contrôle interne. Le choix des principes à évaluer se porte en priorité sur les risques et enjeux identifiés. Chez Bouygues Construction, elles se déroulent habituellement au printemps-été et les synthèses sont présentées en fin d'année. Sont évalués chaque année près du tiers des principes. L'exploitation des données permet d'établir un constat sur l'efficacité du contrôle interne au sein de Bouygues Construction, ainsi que de définir et de mettre en œuvre des plans d'action destinés à inscrire le dispositif dans une dynamique d'amélioration continue et de maîtrise des risques. Chaque entité définit ses propres plans d'action. Au niveau de Bouygues Construction, les responsables des filières fonctionnelles pilotent les plans d'action transverses.

Retour à la normal pour l'année 2021 après une année 2020 mouvementée (attaque cyber et la Covid-19).

Cette campagne a concerné 643 intervenants dans 198 Unités Opérationnelles et holdings représentant 86 % du chiffre d'affaires de Bouygues Construction. En moyenne, chaque structure a évalué 87 principes du référentiel de gestion des risques et de contrôle interne.

##### 3 thèmes retenus par Bouygues SA :

- PG.06 – Investissements de Croissance Externe
- PG.08 – Assurances
- PG.12 – Achats

##### 15 thèmes choisis par Bouygues Construction :

- PG.01 – Gouvernance
- PG.03 – Organigrammes et Délégations de Pouvoirs
- PG.031 – BYCN – Mandataires Sociaux
- PG.032 – BYCN – Activité Commerciale
- PG.033 – BYCN – Montages Complexes
- PG.034 – BYCN – Développement Immobilier,
- PG.0341 – BYCN – Maîtrise des enjeux des grands projets
- PG.04 – Ressources Humaines
- PG.05 – Systèmes d'Information (partie sécurité)

- CF.05 – Organisation et Sécurité des SI
- CF.051-BYCN – Édifice – Habilitations – Séparation des tâches
- CF.121 – BYCN – Comptabilité
- CF.122 – BYCN – Principe de Prudence
- CF.123 – BYCN – Reporting et Indicateurs
- CF.20 – Avantages Accordés au Personnel

La campagne 2021 a permis de poursuivre la déclinaison du dispositif de contrôle interne dans des structures au plus près du terrain tout en identifiant des champs de progrès dans l'exigence des notations de l'auto-évaluation. La qualité de l'échange entre les intervenants, ainsi que la mise en commun des résultats sont autant d'atouts qui permettent de faire du contrôle interne un outil de formation, d'animation et de management.

##### CARTOGRAPHIE DES RISQUES

La cartographie des risques est intégrée au cycle de management de Bouygues Construction. Elle est présentée au Comité d'audit et au Conseil d'administration.

Ce processus managérial permet, au sein de Bouygues Construction, de partager une vision commune des grands risques afin d'en accroître la maîtrise dans une dynamique de réduction de l'exposition de l'entreprise. Les synergies entre la gestion des risques, le contrôle interne et l'audit interne sont également porteuses de valeur ajoutée pour les processus de contrôle de l'organisation. Le plan annuel de l'audit interne intègre ainsi plusieurs missions orientées vers les grands risques de la cartographie.

La campagne d'actualisation de cette cartographie est conduite à l'été-automne. Le travail réalisé auprès des entités est complété par celui auprès des filières fonctionnelles afin d'établir la cartographie des risques du groupe Bouygues Construction.

Les principales fiches de risques, qui identifient les plans d'action, sont mises à jour à cette occasion.

##### MOYENS ET RESSOURCES MIS EN ŒUVRE

Les modalités retenues par Bouygues Construction pour le déploiement du contrôle interne correspondent à son organisation décentralisée, et au choix de s'appuyer sur des filières fonctionnelles fortes et structurées. L'environnement de contrôle est adapté en conséquence :

##### Rôle de la holding Bouygues Construction

Le pilotage du dispositif est assuré par une ressource dédiée au sein de la direction générale adjointe Affaires Juridiques, Assurances, Audit, Contrôle Interne et Conformité Juridique. La holding assure l'animation de la démarche et coordonne les campagnes d'auto-évaluation. Elle fournit aux entités un appui

méthodologique. Elle établit la synthèse métier et assure le suivi des plans d'action transverses. Elle élabore la cartographie des risques.

### Rôle des entités

Dans les entités, le dispositif du contrôle interne est du ressort du secrétariat général. Des animateurs du contrôle interne sont responsables du déroulement des campagnes d'auto-évaluation. Dans les unités opérationnelles, le relais du déploiement est assuré généralement par les secrétaires généraux.

### Rôle des filières fonctionnelles

En complément du travail des entités, l'implication des filières fonctionnelles assure le maillage du dispositif. Les responsables des filières fonctionnelles et pôles d'expertise valident un certain nombre de principes, établissent une synthèse et suivent des plans d'action transverses.

### Actions d'animation réalisées au cours de l'année

De nombreuses actions de formation et d'information rythment la campagne : réunions d'échange et de retour d'expérience, ateliers de contrôle interne, comités des directions fonctionnelles, information des comités de direction. Le comité de coordination des animateurs du contrôle interne des entités permet d'assurer un échange d'information transverse entre les entités de Bouygues Construction.

### DISPOSITIFS DE CONTRÔLE INTERNE EN MATIÈRE COMPTABLE ET FINANCIÈRE

Les entités disposent de moyens spécifiques, aussi bien pour la comptabilité que pour le contrôle financier. Selon les situations, les équipes comptables peuvent être centralisées ou décentralisées. Les contrôleurs financiers, présents à tous les niveaux de l'organisation, sont proches des responsables opérationnels.

La filière contrôle financier et la filière comptable sont placées sous l'autorité du secrétariat général. Des centres de ressources partagées sont en place dans les principales implantations de Bouygues Construction. Ces centres de ressources partagées mutualisent les moyens comptables des filiales présentes sur un même périmètre géographique et permettent de renforcer l'application stricte des principes et règles communs.

## 2. RISQUES LIÉS AUX OPÉRATIONS ET À L'ACTIVITÉ DE BOUYGUES CONSTRUCTION

### RISQUES OPÉRATIONNELS LIÉS AUX GRANDS PROJETS

La complexité et la taille des projets peuvent exposer Bouygues Construction à des risques en matière d'études et de conception d'une part et à des risques en matière de réalisation d'autre part.

Ces risques peuvent trouver leur origine en particulier dans :

- des erreurs de conception, de chiffrage ou de méthodes ;

- la défaillance technique de la société ou de ses partenaires (cotraitants, sous-traitants, prestataires et/ou fournisseurs) ;
- des difficultés de coordination et d'interfaces, en particulier en cas de co-activité ou de travaux en site occupé ; et/ou
- le manque de maîtrise d'engagements contractuels forts.

La survenance de ce type de risque peut se traduire, en particulier, par des surcoûts supportés par l'entreprise au titre des retards causés au chantier (coûts de mobilisation supplémentaires, pénalités de retard...), du déploiement de moyens techniques et humains additionnels, de la réalisation de prestations de conception et/ou de travaux non prévus, de la substitution d'un partenaire défaillant, de réclamations et de contentieux, et une image ou une réputation dégradée.

Bouygues Construction a mis en place une organisation qui comporte des procédures de sélection, d'engagement, de validation et de contrôle stricts, menées aux niveaux les plus pertinents de l'entreprise, de façon de plus en plus centralisée en fonction de la taille des projets.

Ainsi la procédure de validation de l'engagement commercial impose-t-elle, pour tous les grands projets, d'établir dès le lancement de l'affaire, une note de synthèse (*Risk Executive Summary* ou *Project Executive Summary*) qui identifie et évalue de manière chiffrée les risques majeurs. Des audits internes sont en outre régulièrement conduits sur les projets de grande ampleur afin de s'assurer de la maîtrise des risques en cours de réalisation.

Enfin, les entités de Bouygues Construction s'appuient sur des moyens humains hautement qualifiés dans les domaines technique (mise en place de pôles de compétences techniques) et fonctionnels (organisation par filière pôle d'expertise).

### RISQUES LIÉS À UNE FORTE EXPOSITION INTERNATIONALE

Bouygues Construction exerce plus de 60 % de son activité à l'international, dans plus de 60 pays, ce qui l'expose à des risques résultant de situations d'instabilité politique ou sociale affectant certains États ou régions (ex. Myanmar en 2021), leur économie ou leur devise, de tensions diplomatiques entre certains États, et/ou de tensions économiques et commerciales. L'instabilité mondiale s'est accentuée à la suite de crise de la Covid-19 et la montée du protectionnisme (*local content*) dans le même temps.

De manière générale, la survenance de ce type de risque peut notamment conduire Bouygues Construction à :

- supporter des surcoûts pour poursuivre ses activités et/ou sa présence dans la zone concernée du fait, par exemple, de réglementations plus strictes, de la mise en place de taxes, d'embargos et/ou de gel des avoirs ;
- supporter des surcoûts pour se retirer d'une zone ou d'un pays ;
- se priver de certains marchés.

Les risques liés à l'exposition internationale de Bouygues Construction sont contenus du fait :

- du redéploiement progressif de nos activités vers l'Europe (France, Allemagne, Suisse...), l'Amérique du Nord (États-Unis, Canada...), l'Australie et l'Asie (Hong Kong, Singapour, Philippines, Thaïlande...);
- des moyens mis en œuvre pour prévenir leur occurrence et limiter leur incidence, parmi lesquels :
  - une procédure de sélection rigoureuse, par le Comité exécutif, de tout pays dans lequel les entités de Bouygues Construction ne sont pas encore implantées ou ne sont pas intervenues récemment ;
  - dans certaines régions, un mode d'intervention nomade avec des opérations ponctuelles pour réaliser des grands projets spécifiques ;
  - l'introduction de dispositifs contractuels protecteurs et la mise en place de mesures préventives sur les plans juridique, financier et assurantiel ;
  - le paiement dans des devises stables ;
  - un pilotage des prévisions, rendu possible par une profondeur du carnet de commandes suffisante, permettant d'anticiper les évolutions défavorables et de réallouer en conséquence les moyens de production sur les marchés ou les activités moins affectés.

### RISQUES LIÉS À UNE DÉFAILLANCE DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT ("SUPPLY CHAIN")

Depuis le début 2021, nous assistons à une forte hausse du prix des matériaux sans visibilité d'évolution à moyen terme. Le fret et les flux logistiques internationaux sont très perturbés à la suite de la pandémie de la Covid-19 ; à cela s'ajoutent une augmentation des délais de fabrication et de livraison, un manque de container et une hausse des prix.

La raréfaction de certaines matières premières crée des difficultés d'approvisionnement et peut entraîner des coûts complémentaires pour l'entreprise.

Pour Bouygues Construction, le risque lié à l'approvisionnement est atténué du fait que :

- la direction achats centralisée avec des spécialistes et des implantations stratégiques dans le monde pour être au plus près du sourcing.
- le renforcement de l'implication de « Trading & Logistics (structure transverse dédiée) » pour les zones sous tension en particulier le Royaume-Uni également touché par les conséquences du BREXIT.

La filière achat de Bouygues Construction a mis en œuvre des plans d'action pour diminuer la défaillance de la "supply chain" avec :

- une spécialisation de la filière (fourniture et sous-traitance),
- une augmentation de son périmètre via la direction centrale,
- une Digitalisation (Constellation, Ivalua, Marketplaces, RPA),
- une communication (notes d'information, conjoncturelles et spécifiques sur les risques matériaux).

### MUTATION/UBÉRISATION

La capacité de Bouygues Construction à innover et à s'adapter aux évolutions du marché, des techniques et des technologies est essentielle.

L'absence d'adaptation et d'innovation est de nature à affecter l'amélioration de la productivité et la réduction des coûts de production. Elle peut également conduire à une perte d'opportunité et à la sortie de certains marchés.

Ce risque apparaît toutefois limité dans le contexte de Bouygues Construction, qui a mis en place une organisation dédiée à l'innovation, en charge notamment :

- d'accompagner les activités R&D de ses filiales et de centraliser les enjeux transverses ;
- d'assurer une veille en matière d'innovation ;
- de rechercher et de nouer des partenariats avec les start-ups pertinentes du marché ;
- de favoriser les initiatives internes.

### RISQUES JURIDIQUES, RÉGLEMENTAIRES ET ÉTHIQUES

#### Atteintes à l'éthique ou à la conformité

Bouygues Construction est exposée à des risques d'atteinte à l'éthique et à la conformité pouvant résulter du non-respect des référentiels du Groupe, eu égard notamment :

- aux relations qu'elle entretient avec des autorités publiques en tant que donneuse d'ordres, ou des autorisations qu'elle doit obtenir de leur part pour les besoins des projets ;
- aux sollicitations dont ses collaborateurs peuvent faire l'objet (apporteurs d'affaires, fournisseurs ou partenaires locaux) pouvant déboucher sur des pratiques anti-concurrentielles, des conflits d'intérêts, des infractions aux règles d'embargo ;
- au nombre d'intervenants à une opération, en phase commerciale ou d'exécution ;
- à l'importance de ses implantations internationales.

La violation de normes en matière d'éthique et de conformité peut conduire à d'importantes sanctions financières, la privation de l'accès à certains marchés, certains financements et/ou couvertures d'assurance, une image dégradée, une désorganisation interne et l'imposition de programmes de surveillance (monitoring) spécifiques et contraignants. Suite à la refonte intégrale de la cartographie des risques de corruption durant l'année 2021, l'exposition à ces risques fait l'objet d'un suivi et de plans d'action dédiés conformément aux recommandations émises par l'autorité de contrôle.

La politique éthique et conformité de Bouygues Construction est soutenue par engagement fort de la Direction générale avec le soutien de son Comité exécutif, instance dirigeante du groupe dont le Responsable Éthique et Conformité fait partie. Celui-ci dispose en central de moyens dédiés à ces missions avec le Compliance and Privacy Desk au sein de la Direction Juridique et Conformité, relayés par les référents conformités au sein des Directions Juridiques de chaque entité et des Local Legal Desk. Cette politique s'appuie sur le Code d'Éthique et les 5 Programmes de Conformité du groupe Bouygues. Bouygues Construction

dispose d'un Guide Pratique à destination des collaborateurs qui contient notamment la politique cadeaux et invitation, les dispositions concernant les mécénats et sponsoring mais aussi la règle du Groupe de ne plus recourir à l'intermédiation commerciale. Des outils digitaux viennent compléter la mise en œuvre de cette politique : outil de déclaration des cadeaux / invitations, bases de données de vérification de conformité, outil de formation développé en interne.

Ces dispositifs font l'objet de formation et sensibilisation des collaborateurs et les indicateurs de la politique sont présentés annuellement au cours des Revues de Conformité des Entités et de Bouygues Construction, ainsi que du Comité éthique.

## RISQUES EXTRA-FINANCIERS

### Perte de compétence et d'attractivité

Les activités de Bouygues Construction s'appuient sur les compétences, le savoir-faire, l'engagement et l'expertise de ses collaborateurs, en particulier dans le cadre de l'exécution des projets de construction.

Le risque consisterait donc à ne pas être en mesure d'attirer et de fidéliser les meilleurs profils en termes de savoir-faire et/ou de potentiel, de former et faire monter en compétence efficacement l'ensemble des collaborateurs, ou d'allouer les ressources de manière pertinente.

La réalisation de ce risque contribuerait à :

- une baisse du niveau global d'expertise des métiers concernés susceptible de fragiliser leur positionnement sur le marché ;
- une désorganisation découlant de la difficulté à planifier la disponibilité des ressources nécessaires ;
- une dégradation de la qualité et des délais de conception et/ou de réalisation des projets et, par voie de conséquence, des surcoûts ;
- une dégradation de l'image et de la réputation de Bouygues Construction.

Des actions préventives et correctives sont déployées. Elles portent sur l'identification des compétences et des talents, la formation et l'accompagnement du management, l'attractivité du métier et de l'entreprise avec le déploiement d'une nouvelle promesse employeur.

### Risques liés au changement climatique et aux attentes de décarbonation (RSE)

La réponse aux attentes croissantes en matière de la responsabilité sociale, d'exemplarité environnementale, de risque climatique et de décarbonation des activités de Bouygues Construction constitue un enjeu important.

L'absence de traitement de ces enjeux peut conduire à des pertes d'opportunités et un déficit réputationnel.

Pour répondre à cet enjeu et limiter les risques y afférents, Bouygues Construction a mis en place une organisation spécifique et poursuit sa démarche dénommée « Responsable & Engagé » comportant 12 thématiques d'engagement : Prévention santé, sécurité ; Éthique ; Droits humains fondamentaux ; Exemplarité des opérations ; Énergie / Carbone ;

Diversité et qualité de vie au travail ; Économie circulaire ; Biodiversité ; Approvisionnement en ressources responsables ; Employabilité et Ancre Local ; Ouverture à la société et Solidarité.

Bouygues Construction a mis en place pour ses chantiers une labellisation interne d'excellence dénommée « TopSite », qui couvre 5 thématiques : Santé – Sécurité, Environnement, Sociale, Sociétale, Qualité – Implication Client. Tous les chantiers de plus de 6 mois et 3 millions d'euros doivent impérativement tenter la labellisation.

2021 a vu le déploiement de la stratégie Climat au sein de l'entreprise avec un suivi des objectifs fixés à l'horizon 2030 sur la réduction de CO<sub>2</sub>.

Des plans de sensibilisation, communication et de formation sont lancés aux fins de mobiliser efficacement l'ensemble des acteurs de l'Entreprise.

## ASSURANCES – COUVERTURES DES RISQUES

Bouygues Construction s'emploie en permanence à optimiser et à pérenniser les contrats d'assurance souscrits pour son compte et celui de ses filiales, non seulement pour se protéger contre d'éventuels sinistres, exceptionnels par leur ampleur ou leur nombre, mais aussi pour que cette protection soit et reste à un niveau de coût qui préserve la compétitivité de la société.

Cette politique d'assurance sur le long terme nécessite un partenariat avec des assureurs de qualité, ayant une excellente solidité financière. Pour le maintenir et pour éviter que certaines informations puissent être utilisées au préjudice des intérêts de Bouygues Construction, notamment dans le cadre de contentieux, Bouygues Construction veille à garder une grande confidentialité sur le montant des primes et sur les conditions de garantie, tout spécialement sur les contrats d'assurance de responsabilité.

Outre les contrats d'assurance légalement obligatoires, Bouygues Construction souscrit des assurances de responsabilité y compris pour le risque Cyber, garantissant les dommages aux tiers dont pourraient être responsables les sociétés du groupe Bouygues Construction. Les activités et les tailles de ces sociétés étant très diverses, les montants des garanties sont adaptés aux risques encourus ; ils sont généralement supérieurs à 5 millions d'euros par sinistre.

Par ailleurs, les locaux permanents (tels que siège social, agence, dépôt-atelier) font l'objet d'une protection d'assurance par le biais de contrats d'assurance multirisques. Cette protection est apportée à hauteur d'une valeur contractuelle de reconstruction, définie en accord avec les assureurs et prenant en compte l'hypothèse de survenance d'un sinistre maximum probable.

Les travaux en cours font généralement l'objet d'une protection par des contrats Tous Risques Chantier, garantissant les dommages matériels pouvant les affecter. Le montant de la garantie est, le plus souvent, égal à la valeur du marché.

Toutefois, ce montant est parfois limité par la capacité totale disponible sur le marché mondial de l'assurance en fonction de certains critères tels que la zone

géographique concernée, la nature des travaux (ex. : tunnel), le risque couvert (ex. : cyclones, tremblements de terre), la nature des garanties (ex. : responsabilité décennale pour les très grands ouvrages).

Pour l'ensemble de ces contrats, les franchises sont adaptées afin d'optimiser le coût global pour Bouygues Construction en fonction d'une part de la probabilité de survenance des sinistres, d'autre part des diminutions de prime qu'il est possible d'obtenir de la part des assureurs en augmentant les franchises.

Enfin, Bouygues Construction et ses filiales poursuivent et développent des mesures de prévention et de protection pour réduire encore la survenance d'accident et de sinistres, et pour en limiter l'ampleur.

### 3. RISQUE DE CRÉDIT ET/OU DE CONTREPARTIE

#### RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE COMMERCIAL

La trésorerie d'exploitation positive de nos projets et de nos unités opérationnelles est un principe fondamental de sécurité financière de nos activités. Des courbes prévisionnelles de trésorerie et de risques financiers sont établies sur les grandes affaires dès la phase commerciale et font l'objet de mises à jour régulières.

La qualité et la surface financière des clients, des associés, des partenaires, des fournisseurs et sous-traitants sensibles font l'objet d'analyses. Suivant le cadre contractuel et commercial dans lequel s'inscrit le projet, il peut notamment être fait appel à :

- des avances de démarrage versées par les clients, des retenues de garantie sur les situations sous-traitants,
- la délivrance de garanties bancaires (de paiement par les clients, de bonne fin par les sous-traitants, etc) de la cession de créances sans recours,
- l'assurance risque exportateur (couverture des risques pays & politiques),
- l'assurance crédit.

Le groupe n'est pas exposé à un risque de dépendance vis-à-vis d'un client spécifique.

Dans les associations momentanées d'entreprises, les répartitions temporaires de trésorerie entre associés s'effectuent contre garantie bancaire de restitution.

#### RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE BANCAIRE

Tout placement effectué auprès d'un tiers est préalablement avalisé par la Direction Trésorerie & Financement, tant sur le choix de la contrepartie bancaire (analyse du rating de l'établissement financier) que sur la nature de l'instrument à souscrire.

Les supports de placement sont principalement :

- des certificats de dépôt et des dépôts à terme dont la maturité n'excède pas 3 mois auprès de contreparties de premier rang,

- des comptes à terme et des comptes rémunérés ouverts auprès de banques de premier rang et offrant une liquidité quotidienne,
- des OPCVM monétaires purs présentant une liquidité quotidienne et une rémunération positive.

Ils font l'objet d'un recensement et d'une surveillance mensuels.

Aucune perte n'a été constatée sur 2021 sur les instruments de placement souscrits.

Au 31 décembre 2021, aucune banque ne concentrait plus de 5 % des liquidités disponibles. Les placements sont effectués à plus de 90 % auprès de contreparties présentant une notation minimum investment grade (Standard & Poors BBB+ minimum).

#### RISQUE DE LIQUIDITÉ

À fin décembre 2021, la trésorerie nette s'élève à 4 116 M€ et les lignes de crédit à court terme confirmées et non utilisées à cette date sont de 150 M€.

### 4. RISQUE DE TAUX

#### EXPOSITION AU RISQUE DE TAUX

Le risque de taux d'intérêt porte sur les dettes financières à taux variable figurant au bilan et est couvert par des placements également à taux variable. Bouygues Construction négocie avec ses clients des avances de démarrage pour les chantiers. Bouygues Construction dispose en conséquence d'une trésorerie nette importante qui est placée à court terme avec une sensibilité à la variation des taux d'intérêt.

#### RÈGLES DE COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX

Les instruments qui peuvent être utilisés sont limités aux produits suivants : swaps de taux d'intérêt, caps et tunnels dans le cadre de la couverture du risque de taux. Ils ont pour caractéristiques : de n'être utilisés qu'à des fins de couverture, de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang, de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retournement éventuel. L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties, et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de taux font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

Le principe est de couvrir, au niveau du groupe Bouygues Construction, tout ou partie des actifs ou des passifs financiers dans la mesure où ces derniers présentent un caractère prévisible et récurrent. Étant donné le niveau d'endettement brut de Bouygues Construction et les investissements à réaliser par Bouygues Construction, la mise en place des instruments financiers susvisés est limitée à un usage de couverture des risques pris par la société.

## 5. RISQUE DE CHANGE

### EXPOSITION AU RISQUE DE CHANGE

Bouygues Construction est faiblement exposé au risque de change sur les opérations commerciales courantes. Dans la mesure du possible, les contrats facturés en devises donnent lieu à des dépenses dans la même devise.

C'est le cas notamment pour la plupart des chantiers exécutés à l'étranger, dont la part des dépenses de sous-traitance et de fournitures en monnaie locale est prépondérante sur la part de dépenses en euros. Par ailleurs, une vigilance particulière est portée aux risques relatifs aux avoirs de Bouygues Construction en monnaies non convertibles, et plus généralement aux risques « pays ».

### RÈGLES DE COUVERTURE DU RISQUE DE CHANGE

Les instruments qui peuvent être utilisés sont limités aux produits suivants : achats et ventes à terme de devises, swaps de devises, options de change dans le cadre de la couverture du risque de change. Ils ont pour caractéristiques : de n'être utilisés qu'à des fins de couverture, de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang, de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retournement éventuel. L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties, et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change font l'objet d'états

de reporting spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

Le principe appliqué au sein du groupe Bouygues Construction est de couvrir systématiquement les risques de change résiduels découlant des opérations commerciales par rapport à la devise fonctionnelle du chantier ou de l'entité concernée. Lorsque les flux futurs sont certains, le risque de change est couvert par des achats ou des ventes à terme, ou par des swaps de devises. Pour certains contrats importants, une couverture optionnelle peut être mise en place préalablement à l'obtention définitive de l'affaire. Par ailleurs, les titres de participations des sociétés étrangères sont, d'une façon générale, couverts par une dette d'un montant analogue dans la même devise au sein de la société qui les détient.

## 6. RISQUE SUR ACTIONS ET AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS

Bouygues Construction n'est pas exposé au risque sur actions.

Des instruments financiers peuvent ponctuellement être souscrits pour couvrir un risque sur matières premières sous réserve que les marchés financiers proposent un instrument adéquat. Ces instruments ne sont souscrits qu'à des fins de couverture auprès de banques de premier rang.

## V. DÉCLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE IMPACT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL DE L'ACTIVITÉ - ENGAGEMENTS SOCIÉTAUX - ACCORDS COLLECTIFS - CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément aux articles L. 22-10-36 et L. 225-102-1 du code de commerce modifiés par l'ordonnance n° 2020-1142 du 16 septembre 2020, les informations relatives à :

- la manière dont la société prend en compte les conséquences sociales et environnementales de son activité, en ce compris les conséquences sur le changement climatique de son activité et de l'usage des biens et services qu'elle produit,
- ses engagements sociétaux en faveur du développement durable, de l'économie circulaire, de la lutte contre le gaspillage alimentaire, de la lutte contre la précarité alimentaire, du respect du bien-être animal et d'une alimentation responsable, équitable et durable, de la lutte contre les discriminations en faveur de la promotion des diversités et en faveur des personnes handicapées,
- les accords collectifs conclus dans l'entreprise et leurs impacts sur la performance économique de l'entreprise ainsi que les conditions de travail des salariés,

figurent dans le document d'enregistrement universel 2021 de la société Bouygues, disponible sur [www.bouygues.com](http://www.bouygues.com) à compter du 24 mars 2022.

## VI. PLAN DE VIGILANCE

Conformément à l'article L. 225-102-4 du code de commerce modifié par l'ordonnance n° 2017-1162 du 12 juillet 2017, les informations relatives :

- aux droits humains et libertés fondamentales,
- à la santé et à la sécurité des personnes ainsi qu'à l'environnement.

figurent dans le document d'enregistrement universel 2021 de la société Bouygues, disponible sur [www.bouygues.com](http://www.bouygues.com) à compter du 24 mars 2022.

## VII. ÉVÈNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Aucun évènement important n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice.

## VIII. PERSPECTIVES DES ACTIVITÉS DE CONSTRUCTION

Les perspectives ci-après s'entendent hors nouvelle évolution défavorable de la situation sanitaire.

Bouygues Construction dispose de nombreux atouts :

- il bénéficie d'une activité acquise au 31 décembre 2021 pour l'exercice 2022 de 9,7 milliards d'euros (un niveau identique à celui de fin décembre 2020 pour l'exercice 2021) ; et d'un carnet à moyen terme (2 à 5 ans) de 9 milliards d'euros au 31 décembre 2021 ;
- il est un acteur global dans les pays où il est implanté de manière pérenne (Australie, Canada, Royaume-Uni, Suisse, Hong Kong, etc.) tout en développant au cas par cas des projets d'exception avec des partenaires locaux ;
- il dispose d'une structure financière saine, forte d'un excédent financier élevé de 3,5 milliards d'euros fin 2021 ;
- il se positionne, dans le Bâtiment, comme un acteur leader de la rénovation et de la réhabilitation ainsi que du développement immobilier ; en Travaux Publics, il est un acteur de premier plan sur le marché des grandes infrastructures ;
- il s'appuie sur des offres innovantes et investit notamment dans la digitalisation et les nouveaux modes constructifs ;
- il développe ses activités Energies et Services pour devenir un acteur majeur des services multi-techniques.

## IX. EXAMEN DES COMPTES CONSOLIDÉS ET DES COMPTES INDIVIDUELS

### 1. COMPTES CONSOLIDÉS

Le périmètre de consolidation est composé de 422 sociétés dont 55 % à l'international, nombre identique à celui de fin 2020.

Il se décompose en :

- 267 sociétés contrôlées, consolidées en intégration globale ;
- 120 sociétés qualifiées d'activité conjointe, consolidées en intégration proportionnelle, et
- 35 sociétés qualifiées de co-entreprise ou sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

Les variations de périmètre survenues sur l'exercice 2021 n'ont pas d'impacts matériels sur les comptes consolidés, à l'exception de l'acquisition par le pôle Energies et Services de la société SEA Productique le 6 avril 2021 pour 8,6 Meur. Le goodwill provisoire comptabilisé au 31 décembre 2021 est de 10,4 Meur.

Les principaux faits significatifs sont :

#### Covid-19

##### Impacts financiers

La pandémie de Covid-19 avait entraîné une réduction du chiffre d'affaires, sur le premier semestre 2020, d'environ (1 250) millions d'euros. Le résultat opérationnel courant avait été affecté par la perte de marge opérationnelle courante en lien avec cette baisse de chiffre d'affaires à hauteur de (290) millions d'euros.

Compte tenu de la reprise des activités, il n'est plus possible, depuis le second semestre 2020, d'isoler dans la variation de la performance la part qui serait imputable à la Covid-19.

#### Projet d'acquisition d'Equans par le groupe Bouygues

Le 6 septembre 2021, Bouygues a déposé une offre non engageante auprès d'Engie en vue de racheter Equans. Ce projet de rachat d'Equans s'inscrit dans la démarche stratégique de Bouygues visant à faire émerger au sein du Groupe un acteur fort des services multi-techniques. Comme il l'a annoncé le 26 août dernier lors de la publication de ses résultats semestriels, Bouygues n'aura pas recours à une augmentation de capital pour financer cette acquisition. Cinq offres dont celle de Bouygues ont été retenues par Engie en septembre pour la deuxième étape du processus de vente.

Le 2 novembre 2021, Bouygues a déposé une nouvelle offre de rachat, engageante, auprès d'Engie en vue de racheter Equans.

Le 5 novembre 2021, les groupes Bouygues et Engie ont conclu une promesse d'achat aux termes de laquelle Bouygues s'engage à acquérir la totalité du groupe Equans, sur la base d'une valeur d'entreprise de 7,1 milliards d'euros y compris dette IFRS 16. La transaction a d'ores et déjà reçu l'avis favorable des instances représentatives du personnel concernées au sein du groupe Bouygues (Bouygues SA, Bouygues Construction et Bouygues Energies & Services et le Comité d'Entreprise Européen de Bouygues). Les procédures d'information et de consultation des instances représentatives du personnel d'Engie et Equans sont en cours conformément à la législation en vigueur. La réalisation de l'opération est soumise à la finalisation de la constitution du périmètre Equans et aux conditions suspensives habituelles en la matière. La réalisation définitive de l'opération est attendue au second semestre 2022.

Le rapprochement envisagé entre Equans et le pôle Energies & Services du groupe Bouygues (Bouygues Energies & Services et Kraftanlagen Energies & Services), constitue une opportunité unique de créer un nouveau leader mondial français de la transition énergétique, numérique et industrielle. Equans deviendrait le premier Métier du groupe Bouygues en termes de chiffre d'affaires (environ 16 Mds €) et de nombre de collaborateurs (environ 96 000).

Dans le cadre de ce rapprochement, il est prévu que Bouygues Construction apporte à Equans le pôle Energies et Services au cours du second semestre 2022. Dans ce contexte, Bouygues Construction considère que la cession du contrôle des activités du pôle Energies et Services a un caractère hautement probable et que les conditions pour l'application de la norme IFRS 5 relative aux activités destinées à être cédées sont remplies.

#### Incidence sur la présentation des comptes :

Les états financiers 2021 sont présentés comparativement avec les états au 31 décembre 2020 dont le bilan, l'état des produits et charges comptabilisées et la variation des capitaux propres ont été retraités pour tenir compte des conclusions de l'IFRS IC relatives à la norme IAS 19 et dont le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie ont été retraités pour tenir compte de l'application de la norme IFRS 5.

Le pôle Energies & Services est ainsi présenté de la manière suivante dans les états financiers :

- Les actifs et passifs sont présentés pour leur montant total dans les rubriques spécifiques du bilan ; les créances et les dettes du pôle envers les autres entités du Groupe continuent d'être éliminées en consolidation. Le bilan comparatif n'est pas retraité.
- Le résultat net d'impôt est présenté dans une rubrique spécifique du compte de résultat, qui inclut le résultat net d'impôt de ces activités jusqu'à la date de leur cession, ainsi que le résultat net d'impôt de leur cession le cas échéant ; le compte de résultat de l'année précédente présenté à titre comparatif est retraité de façon identique.
- Les flux de trésorerie sont également présentés dans une rubrique spécifique du tableau des flux de trésorerie, qui inclut les flux générés par ces activités jusqu'à leur date de cession, ainsi que la trésorerie hors impôts générée par leur cession le cas échéant ; le tableau des flux de trésorerie de l'année précédente présenté à titre comparatif est retraité de façon identique.

#### **ACTIF**

Les immobilisations corporelles (552 M€) et incorporelles (11 M€) ont diminué de 112 M€ par rapport à fin 2020. Cette variation s'explique notamment par :

- les investissements de période de 193 M€ dont 116 M€ à l'étranger (notamment 25 M€ liés au tunnelier Trunk Road T2 (HK) et 16 M€ relatifs à l'usine de traitement), et 77 M€ investis en France ;
- les dotations aux amortissements de la période (- 178 M€) ;

- les cessions des immobilisations corporelles et incorporelles (donnant lieu à une augmentation de la trésorerie de 45 M€) ;
- le reclassement des immobilisations du pôle E&S en actifs liés aux activités détenues en vue de la vente pour (83) M€.

Le poste « goodwill » s'établit à 283 M€. Il intègre 10 M€ d'effet de variation des cours des devises étrangères contre euro (les goodwill étant comptabilisés et suivis dans la devise fonctionnelle de la société acquise).

Les co-entreprises et entités associées, 26 M€ (94 M€ à fin 2020), correspondent aux participations consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Le poste intègre un reclassement au titre d'IFRS 5 de (84) M€ et est principalement composé au 31 décembre 2021 de la participation de 33 % dans le Consortium Stade de France pour 6,5 M€.

Les autres actifs financiers non courants, 217 M€, sont constitués de 32 M€ de participations non consolidées, et de 185 M€ de prêts, de créances rattachées à des participations et de dépôts et cautionnements. Leur montant s'élevait à 225 M€ fin 2020.

Le poste « impôts différés actifs » est de 57 M€ ; il est composé principalement de gains latents d'impôts liés aux provisions pour avantages au personnel et aux provisions fiscalement non déductibles temporairement.

L'actif courant hors trésorerie s'élève à 3 047 M€ à fin décembre 2021.

La trésorerie nette des concours bancaires courants, 4 116 M€, diminue de (103) M€ par rapport à fin 2020 (4 219 M€) en intégrant un reclassement au titre d'IFRS 5 de (295) M€.

#### **PASSIF**

Les capitaux propres totaux (y compris les « participations ne donnant pas le contrôle », qui correspondent aux intérêts minoritaires) augmentent de 136 M€ par rapport à fin 2020 et s'établissent à 971 M€.

Cette variation s'explique notamment par :

- 282 M€ de résultat net part du Groupe de la période ;
- (152) M€ de distribution de dividendes aux actionnaires du Groupe ;
- et + 6 M€ d'évolution de la réserve de conversion.

Les dettes financières non courantes s'élèvent à 881 M€, soit une diminution de 184 M€ par rapport à fin 2020, principalement liée à des remboursements d'emprunts de couverture des titres dans le cadre des opérations de réorganisations internes survenues en 2021.

Les provisions, poste important dans les activités de BTP, sont présentées en normes internationales selon leur exigibilité : provisions non courantes, 629 M€ et provisions courantes, 682 M€.

Les impôts courants, 75 M€, correspondent aux impôts sur les sociétés à échéance court terme, dus par les filiales françaises et étrangères.

Les dettes fournisseurs représentent 2 133 M€ fin 2021 par rapport à 2 921 M€ fin 2020 et intègrent un reclassement IFRS 5 de (572) M€.

Le poste « Passif sur contrats clients » s'élève à 2 004 M€ à fin décembre 2021 (contre 2 633 M€ à fin décembre 2020). Il répond aux préconisations de présentation de la norme IFRS 15 et correspond au cumul des avances et acomptes reçus et des produits constatés d'avance.

Les autres passifs courants s'élèvent à 1 445 M€. Ce poste regroupe principalement les dettes fiscales et sociales.

## COMPTE DE RÉSULTAT

Le chiffre d'affaires s'élève à 8 900 M€, en augmentation de 5 % par rapport à 2020 où il était fortement impacté par les effets de la pandémie Covid-19.

45 % du chiffre d'affaires est réalisé en France et 26 % dans le reste de l'Europe.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 234 M€ (137 M€ en 2020). Après déduction de 101 M€ de charges d'impôt, le résultat net part du Groupe ressort à 282 M€.

## 2. COMPTES INDIVIDUELS

### COMMENTAIRES

L'augmentation de 444 M€ de l'actif immobilisé net (2 290 M€ fin décembre 2021 contre 1 846 M€ fin 2020) s'explique principalement :

- l'acquisition de la société Bouygues UK auprès de Bouygues Bâtiment International pour 206 M€, des prises de participation dans les sociétés Wizom, Aria et Com'in pour 3 M€,
- la variation des financements de couverture de titres chez :
  - Bouygues Energies & Services : besoin de 421 M€ pour les titres BYES Intec,
  - Remboursements de Bouygues Energies & Services (137 M€ sur diverses lignes de titres), Bouygues Bâtiment International (79 M€ en relation avec Bouygues UK).

La diminution de 117 M€ de l'actif circulant (308 M€ fin décembre 2021 contre 425 M€ fin 2020) résulte principalement de la diminution des comptes courants avec les sociétés du Groupe et des écarts de conversion.

Les capitaux propres s'élèvent à 777 M€ fin décembre 2021, en augmentation de 89 M€ compte tenu d'une distribution de dividendes pour 152 M€ et d'un résultat de l'exercice de 241 M€.

Les dettes financières représentent 1 245 M€ fin décembre 2021 (1 234 M€ fin 2020). Ce poste correspond à la trésorerie empruntée auprès des sociétés de compensation de trésorerie du groupe Bouygues et affectée au financement d'actifs à long terme, dans la mesure où Bouygues Construction bénéficie de lignes de crédit à long terme confirmées, disponibles et non utilisées.

Le passif circulant s'élève à 223 M€ fin décembre 2021 par rapport à 257 M€ fin 2020, soit une diminution de 34 M€ principalement due aux écarts de conversion passif.

La trésorerie ressort à (1 591) M€ fin décembre 2021 (notion d'endettement financier net). Elle était de (1 318) M€ fin 2020, soit une variation de (273) M€.

### Situation d'endettement de la société

À fin décembre 2021, la trésorerie nette s'élève à 4 116 M€ et les lignes de crédit à court terme confirmées et non utilisées à cette date sont de 150 M€.

### Montant des prêts à moins de trois ans consentis par la société à titre accessoire à son activité principale (article L. 511-6, 3bis al.1 et art R. 511-2-1-1 et R. 511-2-1-2 du code monétaire et financier)

La Société n'a consenti aucun prêt à moins de trois ans à titre accessoire à son activité principale, au cours de l'exercice écoulé.

### FILIALES ET PARTICIPATIONS

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-6 et L. 247-1 du code de commerce, la présentation de l'activité et des résultats du groupe Bouygues Construction figurant dans le présent rapport inclut celle des filiales de la Société et des sociétés contrôlées par elle.

Le tableau des filiales et participations est annexé au bilan de la Société et figure en page suivante.

### Succursales – établissements secondaires

Conformément à l'article L. 232-1 du code de commerce, nous vous informons que la Société possède 3 établissements secondaires ouverts dans le cadre de l'organisation fonctionnelle et comptable de la Société. Il s'agit des CRP Comptabilité à Rouen et Saint-Herblain et du CRP Paie à Lyon.

### INFORMATION SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS ET DES CLIENTS

Conformément aux dispositions des articles L. 441-14 et D. 441-4 du code de commerce, nous vous indiquons ci-après, les informations sur les délais de paiement :

- des fournisseurs, portant sur factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu ;
- des clients, relatives aux factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu.

## Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Filiales et participations (en millions d'euros)	Capital <sup>(4)</sup>	Réserves et report à nouveau avant affectations des résultats <sup>(4)</sup>	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice	Observations
				Brute	Nette						

A. Renseignements détaillés<sup>(1)(2)</sup>

<b>Filiales (+ de 50% du capital détenu par la société)</b>	-	-	-	1 549	1 530	919	31	-	-	-	-
DTP	10	1	100,00 %	24	24	-	-	1	(1)	4	-
Bouygues Bâtiment International	25	86	100,00 %	85	85	45	-	394	8	100	-
Bouygues Bâtiment Île-de-France	13	39	99,70 %	103	103	0	1	1 477	50	32	-
Bouygues Travaux Publics	291	(137)	98,88 %	343	343	84	2	1 769	15	-	-
BYES	62	382	100,00 %	510	510	561	7	946	139	-	-
Bouygues Bâtiment Nord-Est	25	24	100,00 %	35	35	-	-	348	10	11	-
Bouygues Bâtiment Centre Sud-Ouest	7	15	93,04 %	11	11	0	-	256	3	4	-
Bouygues Bâtiment Sud-Est	3	38	100,00 %	6	6	-	-	276	10	6	-
Fichallenge	2	(6)	100,00 %	2	-	-	-	-	(0)	-	-
Challenger	0	-	99,99 %	15	15	-	-	19	4	-	-
Bouygues Bâtiment Grand Ouest	2	51	100,00 %	4	4	-	-	473	9	12	-
Bouygues Bâtiment Central Europe	0	20	100,00 %	25	25	31	-	-	(2)	-	-
VSL (Suisse)	2	3	100,00 %	32	32	82	-	39	(3)	-	-
Losinger Holding (Suisse)	15	12	99,96 %	22	22	-	-	-	36	46	1 CHF = 0,967961
Dragages Hong Kong (Hong Kong)	50	534	100,00 %	6	6	57	-	124	39	47	1 HKD = 0,113208
Acieroid (Espagne)	1	1	93,81 %	18	1	0	-	18	(0)	-	-
Kraftanlagen (Allemagne)	5	9	100,00 %	99	99	-	21	235	6	-	-
Bouygues UK	125	(0)	100,00 %	206	206	59	-	1	(103)	-	-
<b>Participations (10 à 50% du capital) - à détailler</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

## B. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations non reprises au A.

<b>Total</b>	-	-	-	36	11	14	-	-	-	-	-
Filiales françaises (ensemble)	-	-	-	5	4	11	-	-	-	4	-
Filiales étrangères (ensemble) <sup>(3)</sup>	-	-	-	0	0	-	-	-	-	0	-
Participations dans des sociétés françaises	-	-	-	30	7	2	-	-	-	1	-
Participations dans des sociétés étrangères	-	-	-	0	0	0	-	-	-	0	-
<b>Total global</b>	-	-	-	1 585	1 541	933	-	-	-	-	-

(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.

(3) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

(4) Montant dans la monnaie locale avec indication de la devise et du taux de conversion en observation

(en milliers d'euros)	Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jours (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jours (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
<b>A/ Factures concernées, par tranches de retard de paiement</b>												
Nombre de factures	398					1	431					16
Montant total TTC	31 734	3	0	0	0	3	30 399	564	343	210	199	1 316
% du total achats TTC	18,96 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %						
% du CA TTC							12,19 %	0,23 %	0,14 %	0,08 %	0,08 %	0,53 %
<b>B/ Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées</b>												
Nombre de factures			3						0			
Montant total TTC			5						0			
<b>C/ Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou L. 443-1 du code de commerce)</b>												
Délais utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : sauf cas particuliers, le délai contractuel généralement utilisé est 45 jours fin de mois						Délais contractuels : sauf cas particuliers, le délai contractuel généralement utilisé est à 30 jours le 15 du mois suivant					

Pour mémoire :

- le poste « fournisseurs et comptes rattachés » (52 M€) comprend également les charges à payer et les effets à payer non présentés.
- le poste « clients et comptes rattachés » (34 M€) comprend également les factures à établir.

## X. INFORMATIONS RESSOURCES HUMAINES

À fin décembre 2021, les effectifs consolidés de Bouygues Construction étaient de **52 913** collaborateurs (y compris BYES Intec et Kraftanlagen) se répartissant de la façon suivante :

<b>• Effectifs en France</b>	<b>21 996</b>
- Compagnons	5 298
- ETAM	6 559
- Cadres	10 139
<i>Y compris collaborateurs cadres en détachement à l'international</i>	
<b>Effectifs à l'international</b>	<b>30 917</b>
- Expatriés*	474
- Effectifs locaux à l'international	30 443

\*expatriés de droit français uniquement

Le taux de fréquence des accidents avec arrêts au 31 décembre 2021 s'élève à 4,3.

Le taux de gravité atteint 0,31.

## XI. AFFECTATION DU RÉSULTAT 2021

Nous vous proposons d'affecter et de répartir le bénéfice de l'exercice de la façon suivante :

Réserve légale (dotée à son maximum)	NÉANT
Bénéfice de l'exercice 2021	240 924 492,15 €
Report à Nouveau antérieur	380 627 872,49 €
Soit un bénéfice distribuable	621 552 364,64 €
Distribution d'un dividende de (soit 160,70 € par action)	274 191 161,00 €
Le solde au report à nouveau	347 361 203,64 €

Il est rappelé, conformément aux dispositions légales, que les dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	2018	2019	2020
Nombre d'actions	1 706 230	1 706 230	1 706 230
Dividende par action	128,45 €	190,48 €	89,00 €
<b>Dividende total</b>	<b>219 165 243,50 €</b>	<b>325 002 690,40 €</b>	<b>151 854 470,00 €</b>

## XII. PRISES DE PARTICIPATIONS ET PRISES DE CONTRÔLE

### 1. PRISES DE PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES DANS DES SOCIÉTÉS AYANT LEUR SIÈGE EN FRANCE

Conformément aux articles L. 233-6 et L. 247-1 du code de commerce, nous vous informons qu'au cours de l'exercice écoulé, la Société n'a pris aucune participation directe (en capital ou en droits de vote) représentant plus de 5 %, 10 %, 20 %, 33,33 % ou 50 % du capital de sociétés ayant leur siège sur le territoire de la République française.

### 2. PRISES DE CONTRÔLE DANS DES SOCIÉTÉS AYANT LEUR SIÈGE EN FRANCE

Conformément aux articles L. 233-6 et L. 247-1 du code de commerce, nous vous informons qu'au cours de l'exercice écoulé, la Société n'a pris aucun contrôle direct ou indirect dans des sociétés ayant leur siège sur le territoire de la République française.

## XIII. INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL SOCIAL

### 1. OPÉRATIONS MODIFIANT LE CAPITAL SOCIAL

Aucune opération n'a eu pour effet de modifier le montant du capital social au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

### 2. IDENTITÉ DES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES DÉTENANT PLUS DU VINGTIÈME DU CAPITAL SOCIAL OU DES DROITS DE VOTE

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du code de commerce et compte tenu des informations reçues, en application de l'article L. 233-12 dudit code, nous vous informons qu'au 31 décembre 2021, le capital social de Bouygues Construction est détenu à hauteur de 99,96 % par la société Bouygues, Société Anonyme, dont le siège social est sis à Paris (75008) - 32, Avenue Hoche, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 572 015 246.

### 3. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX SOCIÉTÉS CONTRÔLÉES ET AUX ACTIONS D'AUTOCONTRÔLE

Conformément à l'article L. 233-13 du code de commerce, au 31 décembre 2021, la Société ne détient pas d'actions d'autocontrôle.

### 4. ALIÉNATIONS D'ACTIONS EFFECTUÉES EN VUE DE RÉGULARISER LES PARTICIPATIONS CROISÉES

Dans la mesure où la Société ne détient aucune participation réciproque avec une autre société, les régularisations par voie d'aliénation imposées par les dispositions de l'article L. 233-39 du code de commerce ne trouvent pas à s'appliquer.

Ainsi aucune aliénation d'actions n'a été réalisée en vue de régulariser des participations réciproques au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

### 5. ACTIONS ACHETÉES ET VENDUES AU TITRE DE L'INTÉRESSEMENT DES SALARIÉS AUX FRUITS DE L'EXPANSION DE L'ENTREPRISE (ARTICLES L. 225-208, L. 225-209-2 ET L. 225-211 DU CODE DE COMMERCE)

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, aucune action n'a été achetée ou vendue au titre de l'intéressement des salariés aux fruits de l'expansion de l'entreprise.

## XIV. DÉPENSES ET CHARGES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux articles 223 *quater* et 223 *quinquies* du code général des impôts, aucune dépense ni charge non déductible fiscalement, telles que visées au 4 de l'article 39, du code général des impôts, n'a été engagée au cours de l'exercice, de même qu'aucune réintégration de frais généraux visés au 5 de l'article 39 dudit code n'a été opérée.

## XV. PARTICIPATION DES SALARIÉS AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du code de commerce, il est indiqué que, à la date de clôture de l'exercice, soit le 31 décembre 2021, la part du capital de la Société détenue par les salariés de la Société, ainsi que par les salariés des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du code de commerce, est nulle.

Il est en revanche précisé que, conformément à l'article L. 225-184 du code de commerce, un rapport spécial sur les attributions ou les levées d'options de souscription ou d'achat d'actions dont ont bénéficié, durant l'exercice, les mandataires sociaux de la Société ainsi que les dix principaux bénéficiaires parmi les salariés de la Société, est présenté à l'Assemblée générale.

## XVI. OBSERVATIONS DU COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

Le Comité social et économique n'a émis aucune observation en application des dispositions de l'article L. 2323-7-2 du code du travail.

## XVII. AUTORISATIONS DE CAUTIONS, AVALS ET AUTRES GARANTIES

Conformément aux dispositions des articles L. 225-35 et R. 225-28 du code de commerce, le Conseil d'administration a autorisé, lors de sa réunion du 8 novembre 2021, le Président-directeur général à consentir des cautions, avals et autres garanties dans la limite d'un montant de 300 millions d'euros.

Ces autorisations ont été données pour une période d'un an.

## XVIII. RÉOLUTIONS

Dans les résolutions qui vous sont soumises, nous vous proposons de vous prononcer sur les points suivants figurant à l'ordre du jour ci-après :

- Lecture du rapport de gestion et du rapport sur le gouvernement d'entreprise du Conseil d'administration et des rapports des commissaires aux comptes,
- Approbation des comptes annuels portant sur l'exercice 2021 et des opérations de l'exercice 2021,
- Approbation des comptes consolidés portant sur l'exercice 2021 et des opérations de l'exercice 2021,
- Affectation des résultats de l'exercice 2021 et fixation du dividende,
- Approbation des conventions réglementées visées à l'article L. 225-38 et suivants du Code de commerce,
- Ratification de la cooptation d'un administrateur (Pascal Minault),
- Renouvellement du mandat d'un commissaire aux comptes titulaire : MAZARS,
- Constatation de la fin du mandat d'un commissaire aux comptes suppléant : Loïc Wallaert,
- Pouvoirs pour dépôt et formalités.

Nous vous demandons de bien vouloir vous prononcer sur les résolutions qui sont soumises à votre vote.

## XIX. AUTRES INFORMATIONS

### ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

Au 31 décembre 2021, la Société est dirigée par un Président-directeur général et deux Directeurs généraux délégués.

Nous vous informons que :

- les mandats de commissaire aux comptes titulaire d'ERNST & YOUNG AUDIT et de commissaire aux comptes suppléant d'AUDITEX arriveront à échéance à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026 ;
- les mandats de commissaire aux comptes titulaire de MAZARS et de commissaire aux comptes suppléant de Loïc WALLAERT arriveront à échéance à l'issue de la présente assemblée générale.



# COMPTES CONSOLIDÉS

## BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF (en millions d'euros)	31/12/2021 net	31/12/2020 net retraité <sup>a</sup>
Immobilisations corporelles	552	659
Droits d'utilisation des actifs loués	108	226
Immobilisations incorporelles	11	16
Goodwill	283	1 148
Coentreprises et entités associées	26	94
Autres actifs financiers non courants	217	225
Impôts différés actifs	57	72
<b>Actif non courant</b>	<b>1 254</b>	<b>2 440</b>
Stocks	205	268
Avances et acomptes versés sur commandes	91	137
Clients et comptes rattachés	1 138	1 941
Actifs sur contrats clients	635	1 000
Actifs d'impôt courants	49	64
Autres créances courantes	915	1 109
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 474	4 582
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	-	-
Autres actifs financiers courants	14	14
<b>Actif courant</b>	<b>7 521</b>	<b>9 115</b>
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	2 937	-
<b>Total actif</b>	<b>11 712</b>	<b>11 555</b>

(a) Le bilan au 31 décembre 2020 a été retraité des effets de l'application des conclusions de l'IFRS IC relatives à la méthodologie du calcul de la période d'acquisition des droits prise en compte dans l'évaluation de la provision pour indemnités fin de carrière.

## BILAN CONSOLIDÉ

CAPITAUX PROPRES ET PASSIF (en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020 retraité <sup>a</sup>
Capital social	128	128
Primes et réserves	545	545
Réserve de conversion	10	4
Actions propres détenues	-	-
Résultat net part du Groupe	282	152
<b>Capitaux propres (part du Groupe)</b>	<b>965</b>	<b>829</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	6	6
<b>Capitaux propres</b>	<b>971</b>	<b>835</b>
Dettes financières non courantes	881	1 065
Obligations locatives non courantes	106	197
Provisions non courantes	629	816
Impôts différés passifs	24	23
<b>Passif non courant</b>	<b>1 640</b>	<b>2 101</b>
Dettes financières courantes	5	11
Obligations locatives courantes	37	72
Passifs d'impôt courants	75	83
Fournisseurs et comptes rattachés	2 133	2 921
Passifs sur contrats clients	2 004	2 633
Provisions courantes	682	769
Autres passifs courants	1 445	1 760
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	358	363
Instruments financiers – Couverture des dettes financières	-	-
Autres passifs financiers courants	9	7
<b>Passif courant</b>	<b>6 748</b>	<b>8 619</b>
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente	2 353	-
<b>Total capitaux propres et passif</b>	<b>11 712</b>	<b>11 555</b>
<b>Endettement financier net (-) / excédent financier net (+)</b>	<b>3 230</b>	<b>3 143</b>

(a) Le bilan au 31 décembre 2020 a été retraité des effets de l'application des conclusions de l'IFRS IC relatives à la méthodologie du calcul de la période d'acquisition des droits prise en compte dans l'évaluation de la provision pour indemnités fin de carrière.

## COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020 retraité <sup>a</sup>
<b>Chiffre d'affaires<sup>b</sup></b>	<b>8 900</b>	<b>8 497</b>
Autres produits de l'activité	19	18
Achats consommés	(5 431)	(5 065)
Charges de personnel	(2 028)	(1 976)
Charges externes	(1 358)	(1 155)
Impôts et taxes	(98)	(109)
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(178)	(197)
Dotations nettes aux amortissements des droits d'utilisation des actifs loués	(46)	(66)
Dotations aux provisions et autres dépréciations nettes de reprises utilisées	(145)	(246)
Variation des stocks de production et de promotion immobilière	(2)	-
Autres produits d'exploitation <sup>c</sup>	596	500
Autres charges d'exploitation	5	(64)
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>234</b>	<b>137</b>
Autres produits opérationnels	-	-
Autres charges opérationnelles	-	(8)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>234</b>	<b>129</b>
Produits financiers	24	28
Charges financières	(16)	(15)
<b>Coût de l'endettement financier net (-) / Produit de l'excédent financier net (+)</b>	<b>8</b>	<b>13</b>
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(5)	(6)
Autres produits financiers	34	26
Autres charges financières	(5)	(12)
Impôt	(101)	(95)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	8	(9)
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>173</b>	<b>46</b>
Résultat net des activités abandonnées	111	108
<b>Résultat net</b>	<b>284</b>	<b>154</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>282</b>	<b>152</b>
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	2	2
<b>Résultat net part du Groupe des activités poursuivies par action (en euros)</b>	<b>100,48</b>	<b>25,87</b>
<b>Résultat net part du Groupe des activités poursuivies dilué par action (en euros)</b>	<b>100,48</b>	<b>25,87</b>

(a) Le compte de résultat consolidé de l'exercice 2020 a été retraité de l'application de la norme IFRS 5. Les impacts de ces retraitements sont détaillés dans la note 25.

(b) dont chiffre d'affaires réalisé à l'international **4 902** 4 893

(c) dont reprises de provisions et dépréciations non utilisées et autres **181** 156

## ÉTAT CONSOLIDÉ DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS

(en millions d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020 retraité <sup>a</sup>
<b>Résultat net</b>	<b>284</b>	<b>154</b>
<b>Éléments non recyclables en résultat net</b>		
Écarts actuariels au titre des avantages postérieurs à l'emploi	2	(16)
Réévaluation des placements en instruments de capitaux propres	(1)	(3)
Impôts sur éléments non recyclables en résultat net	7	2
Quote-part des produits et charges non recyclables des coentreprises et entités associées	-	(1)
Éléments non recyclables relatifs aux activités abandonnées, nets d'impôts	2	39
<b>Éléments recyclables en résultat net</b>		
Écarts de conversion	11	(13)
Réévaluation des actifs de couverture	(4)	6
Impôts sur éléments recyclables en résultat net	-	(1)
Quote-part des produits et charges recyclables des coentreprises et entités associées	-	4
Éléments recyclables relatifs aux activités abandonnées, nets d'impôts	(6)	4
<b>Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>11</b>	<b>21</b>
<b>Produits et charges nets comptabilisés</b>	<b>295</b>	<b>175</b>
Produits et charges nets comptabilisés part du Groupe	293	173
Produits et charges nets comptabilisés des participations ne donnant pas le contrôle	2	2

(a) L'état consolidé des produits et charges comptabilisés de l'exercice 2020 a été retraité de l'application de la norme IFRS 5 ainsi que des effets de l'application des conclusions de l'IFRS IC relatives à la méthodologie du calcul de la période d'acquisition des droits prise en compte dans l'évaluation de la provision pour indemnités fin de carrière.

Les impacts de ces retraitements sont détaillés dans la note 25.

## VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Capital Prime d'émission	Réserves liées au capital et Report à nouveau	Réserves et Résultat consolidés	Actions propres détenues	Opérations affectées directement en capitaux propres	Total Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
<b>Situation au 31 décembre 2019 retraitée<sup>a</sup></b>	<b>143</b>	<b>346</b>	<b>594</b>		<b>(102)</b>	<b>981</b>	<b>6</b>	<b>987</b>
<b>Mouvements Exercice 2020 retraités</b>								
Résultat net	-	-	152	-	-	152	2	154
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	21	21	-	21
<b>Résultat net et produits et charges comptabilisés<sup>c</sup></b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>152</b>	<b>-</b>	<b>21</b>	<b>173</b>	<b>2</b>	<b>175</b>
Opérations nettes sur capital et réserves	-	(16)	16	-	-	-	-	-
Acquisitions et cessions d'actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions et cessions sans changement de contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-
Distribution	-	-	(325)	-	-	(325)	(2)	(327)
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations (changements de périmètre, autres opérations avec les actionnaires et divers)	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Situation au 31 décembre 2020 retraitée<sup>a</sup></b>	<b>143</b>	<b>330</b>	<b>437</b>		<b>(81)</b>	<b>829</b>	<b>6</b>	<b>835</b>
<b>Mouvements Exercice 2021</b>								
Résultat net	-	-	282	-	-	282	2	284
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	11 <sup>b</sup>	11	<sup>b</sup>	11
<b>Résultat net et produits et charges comptabilisés<sup>c</sup></b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>282</b>	<b>-</b>	<b>11</b>	<b>293</b>	<b>2</b>	<b>295</b>
Opérations nettes sur capital et réserves	-	63	(63)	-	-	-	-	-
Acquisitions et cessions d'actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions et cessions sans changement de contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-
Distribution	-	-	(152)	-	-	(152)	(2)	(154)
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations (changements de périmètre, autres opérations avec les actionnaires et divers)	-	-	(5)	-	-	(5)	-	(5)
<b>Situation au 31 décembre 2021</b>	<b>143</b>	<b>393</b>	<b>499</b>	<b>-</b>	<b>(70)</b>	<b>965</b>	<b>6</b>	<b>971</b>

(a) Les capitaux propres au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2020 ont été retraités des effets de l'application des conclusions de l'IFRS IC relatives à la méthodologie du calcul de la période d'acquisition des droits prise en compte dans l'évaluation de la provision pour indemnités fin de carrière.

(b) dont variation de la réserve de conversion

	Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Sociétés contrôlées	6		6
Coentreprises et entités associées			
	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>6</b>

(c) Voir état consolidé des produits et charges comptabilisés.

## ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020 retraité <sup>a</sup>
<b>I – Flux de trésorerie des activités poursuivies</b>		
<b>A – FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ</b>		
Résultat net des activités poursuivies	173	46
Retraitements :		
Quote-part de résultat revenant aux coentreprises et entités associées nette des dividendes reçus	(3)	11
Dividendes des sociétés non consolidées	(4)	(3)
Dotations (reprises) aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles et aux provisions non courantes	127	196
Dotations aux amortissements, dépréciations et autres ajustements des droits d'utilisation des actifs loués	47	66
Plus et moins-values de cessions d'actifs	(29)	(31)
Impôt y compris dettes sur positions fiscales incertaines	101	95
Impôts décaissés	(120)	(137)
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	(6)	(5)
<b>CAF après coût de l'endettement financier net / Produit de l'excédent financier net, charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés</b>	<b>286</b>	<b>238</b>
Reclassement du coût de l'endettement financier net / Produit de l'excédent financier net et des charges d'intérêts sur obligations locatives	(3)	(7)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité y compris dépréciations et provisions courantes <sup>a</sup>	271	157
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>554</b>	<b>388</b>
<b>B – FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	(193)	(160)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	45	51
Dettes nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles	-	(8)
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés	(3)	-
Prix de cession des titres non consolidés et autres titres immobilisés	1	-
Dettes nettes sur titres non consolidés et autres titres immobilisés	-	-
Prix d'acquisition des activités consolidées	(14)	-
Prix de cession des activités consolidées	-	-
Dettes nettes sur activités consolidées	-	-
Autres variations de périmètre : trésorerie des sociétés acquises ou cédées	1	-
Autres flux liés aux opérations d'investissements : var. prêts, dividendes reçus sociétés non consolidées	6	(12)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>(157)</b>	<b>(129)</b>
<b>C – FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>		
Augmentations (réductions) de capital versées par les actionnaires et par les participations ne donnant pas le contrôle, et autres opérations entre actionnaires	(1)	(16)
Dividendes versés aux actionnaires de la société-mère	(152)	(325)
Dividendes versés par les activités consolidées aux participations ne donnant pas le contrôle	(2)	(2)
Variation des dettes financières courantes et non courantes	(543)	19
Remboursement des obligations locatives	(48)	(71)
Coût de l'endettement financier net / Produit de l'excédent financier net et charges d'intérêts sur obligations locatives	3	7
Autres flux liés aux opérations de financement	(1)	7
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>(744)</b>	<b>(381)</b>
<b>D – INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES</b>	<b>92</b>	<b>(91)</b>
<b>Variations de la trésorerie nette (A+B+C+D)</b>	<b>(255)</b>	<b>(213)</b>
<b>Trésorerie nette à l'ouverture</b>	<b>4 219</b>	<b>4 204</b>
Flux nets	(255)	(213)
Flux non monétaires	-	-
Activité détenue en vue de la vente	152	228
<b>Trésorerie nette à la clôture</b>	<b>4 116</b>	<b>4 219</b>
<b>II – Flux de trésorerie des activités abandonnées</b>		
<b>Trésorerie nette à l'ouverture</b>	<b>716</b>	<b>488</b>
Flux nets	447	228
<b>Trésorerie nette à la clôture</b>	<b>1 163</b>	<b>716</b>

(a) Le tableau consolidé des flux de trésorerie de l'exercice 2020 a été retraité de l'application de la norme IFRS 5. Les impacts de ces retraitements sont détaillés dans la note 25.

Définition de la variation du BFR lié à l'activité : actif courant – passif courant, hors impôts sur les sociétés, hors créances et dettes sur immobilisations, hors dettes financières courantes, hors obligations locatives courantes et hors instruments financiers sur couverture de dettes.

# NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

## NOTE 1. FAITS SIGNIFICATIFS AU 31 DÉCEMBRE 2021

### 1.1. FAITS SIGNIFICATIFS ET VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE AU 31 DÉCEMBRE 2021

Le 6 septembre 2021, Bouygues a déposé une offre non engageante auprès d'Engie en vue de racheter Equans. Ce projet de rachat d'Equans s'inscrit dans la démarche stratégique de Bouygues visant à faire émerger au sein du Groupe un acteur fort des services multi-techniques. Comme il l'a annoncé le 26 août dernier lors de la publication de ses résultats semestriels, Bouygues n'aura pas recours à une augmentation de capital pour financer cette acquisition. Cinq offres dont celle de Bouygues ont été retenues par Engie en septembre pour la deuxième étape du processus de vente.

Le 2 novembre 2021, Bouygues a déposé une nouvelle offre de rachat, engageante, auprès d'Engie en vue de racheter Equans.

Le 5 novembre 2021, les groupes Bouygues et Engie ont conclu une promesse d'achat aux termes de laquelle Bouygues s'engage à acquérir la totalité du groupe Equans, sur la base d'une valeur d'entreprise de 7,1 milliards d'euros y compris dette IFRS 16.

La transaction a d'ores et déjà reçu l'avis favorable des instances représentatives du personnel concernées au sein du groupe Bouygues (Bouygues SA, Bouygues Construction et Bouygues Energies & Services et le Comité d'Entreprise Européen de Bouygues). Les procédures d'information et de consultation des instances représentatives du personnel d'Engie et Equans sont en cours conformément à la législation en vigueur. La réalisation de l'opération est soumise à la finalisation de la constitution du périmètre Equans et aux conditions suspensives habituelles en la matière.

La réalisation définitive de l'opération est attendue au second semestre 2022.

Le rapprochement envisagé entre Equans et le pôle Energies & Services du groupe Bouygues (Bouygues Energies & Services et Kraftanlagen Energies & services) constitue une opportunité unique de créer un nouveau leader mondial français de la transition énergétique, numérique et industrielle. Equans deviendrait le premier Métier du groupe Bouygues en termes de chiffre d'affaires (environ 16 milliards d'euros) et de nombre de collaborateurs (environ 96 000).

Dans le cadre de ce rapprochement, il est prévu que Bouygues Construction apporte à Equans le pôle Energies et Services au cours du second semestre 2022. Dans ce contexte, Bouygues Construction considère que la cession du contrôle des activités du pôle Energies et Services a un caractère hautement probable et que les conditions pour l'application de la norme IFRS 5 relative aux activités destinées à être cédées sont remplies.

Le pôle Energies et Services a ainsi été classé en Actifs ou activités détenus en vue de la vente et activités abandonnées au 31 décembre 2021 en application de la norme IFRS 5 (cf. Notes 17 et 25).

### 1.2. FAITS SIGNIFICATIFS ET VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE POSTÉRIEURS AU 31 DÉCEMBRE 2020

Aucun fait significatif n'est intervenu postérieurement au 31 décembre 2021.

## NOTE 2. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES DU GROUPE

### 2.1. PRINCIPES DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les comptes consolidés du groupe Bouygues Construction au 31 décembre 2021 ont été préparés conformément aux normes internationales établies par l'IASB incluant : les IFRS, les IAS (*International Accounting Standards*),

complétées des interprétations formulées par l'ancien *International Financial Reporting Interpretations Committee* (« IFRIC »), à présent appelé IFRS *Interpretation Committee*, ou émises par l'organisme qui l'a précédé le *Standing Interpretation Committee* (« SIC »), approuvées par l'Union européenne et applicables à cette date. Au 31 décembre 2021,

le Groupe n'applique aucune norme ou interprétation par anticipation, non approuvée par l'Union européenne.

Les comptes présentent en millions d'euros (sauf mention contraire) : le bilan, le compte de résultat, l'état des produits et charges comptabilisés, le tableau de variation des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie et l'annexe.

Ils sont présentés comparativement avec les états au 31 décembre 2020 dont le bilan, l'état des produits et charges comptabilisées et la variation des capitaux propres ont été retraités pour tenir compte des conclusions de l'IFRS IC relatives à la norme IAS 19 décrites ci-après et dont l'état des produits et charges comptabilisées, le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie ont été retraités pour tenir compte de l'application de la norme IFRS 5.

Les comptes consolidés du groupe Bouygues Construction intègrent les comptes de Bouygues Construction S.A. et de ses filiales, ainsi que les participations dans les entités associées, les coentreprises et les activités conjointes. Ils sont présentés en millions d'euros et intègrent les recommandations de présentation du CNC (devenu l'ANC) n° 2013-03 du 7 novembre 2013 et n° 2016-01 du 2 décembre 2016 en matière d'états financiers.

Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 17 février 2022 et seront soumis pour approbation à la prochaine Assemblée générale ordinaire du 26 avril 2022.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2021 sont établis selon les normes et principes du référentiel IFRS, sur la base du coût historique, à l'exception de certains actifs / passifs évalués à leur juste valeur lorsque cela est requis par les normes IFRS.

### **Les méthodes d'évaluations spécifiques aux comptes consolidés sont les suivantes :**

#### **JUGEMENTS ET RECOURS À DES ESTIMATIONS :**

Lors de la préparation des comptes consolidés, conformément aux normes et interprétations, le Groupe procède à des estimations et des hypothèses. Elles ont pu concerner les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des comptes consolidés et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations et appréciations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée, ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Celles-ci concernent pour l'essentiel l'appréciation des tests de dépréciation des goodwill et des participations, de l'évaluation des actifs et des passifs identifiables dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix lors de l'acquisition, des avantages du personnel (indemnités de fin de carrière, pensions, etc.), de la juste valeur des instruments financiers non cotés, de la recouvrabilité des impôts différés actifs en particulier en cas d'historique de pertes fiscales sur plusieurs exercices, des provisions (litiges et contentieux, etc.), des contrats de location

(durées raisonnablement certaines d'exercice et taux d'endettement marginaux, décrites respectivement en notes 2.4.1.1 et 2.4.2.1 de l'annexe), des marges à fin d'affaires des opérations de construction (note 2.4.3.2 de l'annexe) et du caractère hautement probable de la perte de contrôle des actifs et des activités classés dans la catégorie « détenus en vue de la vente », dans un délai de 12 mois après la date de clôture conformément à la norme IFRS 5.

Enfin, en l'absence de norme ou d'interprétation applicable à une transaction spécifique, à un autre événement ou une condition, le Groupe a fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes, donnant une image fidèle et comparable d'une période à l'autre afin que les comptes consolidés :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe ;
- traduisent la réalité économique des transactions ;
- soient neutres, prudents et complets dans tous leurs aspects significatifs.

Dès lors, une information circonstanciée figure dans les notes annexes aux comptes consolidés.

#### **ACTIFS OU ACTIVITÉS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES**

Un actif immobilisé ou un groupe d'actifs et de passifs directement liés est considéré comme détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Ces actifs ou groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus bas de la valeur comptable et du prix de cession estimé, nets des coûts relatifs à la cession.

Une activité abandonnée représente une activité significative pour le Groupe, ayant été une unité génératrice de trésorerie (UGT) et faisant l'objet soit d'une cession, soit d'un classement en actif détenu en vue d'une vente. Les activités abandonnées sont présentées de la façon suivante dans les états financiers :

- Les actifs et passifs des activités destinées à être cédées sont présentés pour leur montant total dans les rubriques spécifiques du bilan ; les créances et les dettes de ces activités envers les autres entités du Groupe continuent d'être éliminées en consolidation. Le bilan comparatif n'est pas retraité.
- Le résultat net d'impôt des activités abandonnées est présenté dans une rubrique spécifique du compte de résultat, qui inclut le résultat net d'impôt de ces activités jusqu'à la date de leur cession, ainsi que le résultat net d'impôt de leur cession le cas échéant ; le compte de résultat de l'année précédente présenté à titre comparatif est retraité de façon identique.
- Les flux de trésorerie des activités abandonnées sont également présentés dans une rubrique spécifique du tableau des flux de trésorerie, qui inclut les flux générés par ces activités jusqu'à leur date de cession, ainsi que la trésorerie hors impôts générée par leur cession le cas échéant ; le tableau des flux de trésorerie de l'année précédente présenté à titre comparatif est retraité de façon identique.

## 2.2. NOUVELLES NORMES ET INTERPRÉTATIONS IFRS

Au 31 décembre 2021, le Groupe a appliqué les normes, interprétations, principes et méthodes comptables existants dans les comptes consolidés de l'exercice 2020 à l'exception des évolutions obligatoires édictées par les normes IFRS mentionnées ci-après, applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

- Principaux amendements en vigueur au sein de l'Union européenne, d'application obligatoire en 2021 :

- **Amendements à IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16**

Le 27 août 2020, l'IASB a publié des amendements à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 (phase 2) dans le cadre de la réforme des taux d'intérêt de référence. Le texte, adopté par l'Union européenne le 13 janvier 2021, est applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2021 de manière rétrospective.

L'impact de ces amendements n'est pas significatif pour le Groupe.

- **Conclusions de l'IFRS IC relatives à IAS 38**

En avril 2021, l'IASB a approuvé les conclusions du comité d'interprétation des IFRS (IFRS IC) de décembre 2020 relatives à la comptabilisation des coûts de configuration et customisation liés à la mise en place d'un logiciel en SAAS. Ces coûts, selon leur nature, sont généralement à comptabiliser en charges, soit reconnues immédiatement soit étalées sur la durée du contrat. L'analyse de ces coûts est en cours et sera finalisée en 2022. À ce stade de l'analyse, l'impact sur le Groupe apparaît non significatif.

- **Conclusions de l'IFRS IC relatives à IAS 19**

En mai 2021, l'IASB a approuvé les conclusions du comité d'interprétation des IFRS (IFRS IC) de décembre 2020 relatives à la méthodologie du calcul de la période d'acquisition des droits prise en compte dans l'évaluation de la provision pour indemnités fin de carrière. Alors que l'approche la plus couramment pratiquée actuellement en France, et chez Bouygues Construction, était de linéariser l'acquisition des droits entre la date d'entrée dans le régime et la date de retraite, l'IFRS IC considère que la linéarisation doit se faire seulement sur la période précédant l'âge de retraite et permettant d'obtenir les droits plafonnés. L'application de cette décision se traduit par :

- Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, une augmentation des capitaux propres publiés de 15 millions d'euros. Les provisions pour indemnités de fin de carrière ont été réduites de 18 millions d'euros et les impôts différés actifs ont diminué de 4 millions d'euros. À l'actif, les coentreprises et entités associées ont augmenté de 1 million d'euros.
- Au 31 décembre 2020, une augmentation des capitaux propres publiés de 16 millions d'euros, soit une variation sur l'exercice 2020 positive de 1 million sur les réserves d'écarts actuariels nets d'impôts différés. Aucun impact n'a été constaté sur le compte de résultat consolidé de l'exercice 2020. Les provisions pour indemnités de fin de carrière ont été réduites de 19 millions d'euros, les impôts

différés actifs ont diminué de 4 millions d'euros et les coentreprises et entités associées ont augmenté de 1 million d'euros.

## 2.3. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

### 2.3.1. MODES D'INTÉGRATION ET PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les sociétés sur lesquelles Bouygues Construction exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Pour les activités contrôlées conjointement et qui confèrent à chacun des coparticipants des droits directs dans les actifs et des obligations au titre des passifs, les charges et les produits, les actifs et passifs sont comptabilisés selon les intérêts détenus dans l'activité conjointe.

Les sociétés sur lesquelles Bouygues Construction exerce une influence notable ainsi que les coentreprises qui confèrent des droits sur l'actif net sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

- Évolution du périmètre de consolidation

Exercice	31/12/2021	31/12/2020
Sociétés contrôlées	267	261
Activités conjointes	120	127
Coentreprises et entités associées	35	34
<b>Total</b>	<b>422</b>	<b>422</b>

### 2.3.2. CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Les états financiers des filiales consolidées dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice pour le bilan et au taux de change moyen annuel pour le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie. Les différences de conversion qui en découlent sont inscrites dans la rubrique « Réserve de conversion » figurant dans les capitaux propres.

Les différences de change relatives à une dette libellée en monnaie étrangère, comptabilisée comme couverture de l'investissement net dans une entité étrangère, sont imputées dans les capitaux propres.

### 2.3.3. CONVERSION DES OPÉRATIONS EN DEVICES

Les transactions en devises sont converties en euros en appliquant le taux moyen de change du jour de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères à la date de clôture sont convertis au cours de clôture. Les écarts de conversion sont comptabilisés en résultat net. Les actifs et passifs non monétaires libellés dans une devise étrangère, comptabilisés au coût historique, sont convertis au cours de change à la date de la transaction.

### 2.3.4. IMPOSITIONS DIFFÉRÉES

Les impositions différées sont constatées, sur la totalité des différences entre les valeurs comptables et fiscales des éléments d'actif et de passif (approche bilan) ;

elles résultent :

- des différences temporelles apparaissant lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale ; elles sont, soit :
  - des sources d'impositions futures (impôts différés passifs : IDP) : il s'agit essentiellement de produits dont l'imposition est différée ;
  - des sources de déductions futures (impôts différés actifs : IDA) : sont concernées principalement les provisions fiscalement non déductibles temporairement. Les IDA sont revus à chaque clôture et comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible et sur lequel les différences temporelles pourront s'imputer ;
- des reports fiscaux déficitaires (impôts différés actifs) ayant une forte probabilité de récupération sur les exercices futurs.

Les impôts différés sont évalués aux taux d'impôt nationaux dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date d'arrêté des comptes, selon les pays. Ainsi, au 31 décembre 2021, les différences temporelles et les reports fiscaux déficitaires des entités françaises ont été comptabilisés au taux adopté, soit 25,83% pour 2022 et au-delà.

Les impôts différés ne font pas l'objet d'actualisation et sont présentés en actif ou en passif non courant.

### 2.3.5. CONTRATS DE CONCESSIONS ET PPP (PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ)

Le Groupe détient des participations dans des sociétés titulaires de contrats de concessions/PPP (Partenariat Public Privé), qui sont traitées conformément aux modalités définies par l'interprétation IFRIC 12.

## 2.4. PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

### 2.4.1. ACTIF

#### 2.4.1.1. Actif non courant

##### IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Elles sont valorisées initialement au coût de revient de l'acquisition.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composantes significatives ayant des durées d'utilité ou des modes d'amortissement différents, ces dernières sont comptabilisées séparément (approche par composant).

Le coût d'une immobilisation corporelle est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, et de tous les frais directement attribuables engagés pour mettre l'actif en état de marche en vue de l'utilisation prévue ; toutes les remises et rabais commerciaux sont déduits dans le calcul du prix d'achat.

Les dépenses ultérieures sont comptabilisées en charges sauf lorsqu'elles améliorent la performance de l'immobilisation définie à l'origine, augmentent sa durée de vie, ou réduisent les coûts opérationnels antérieurement établis.

Après sa comptabilisation initiale en tant qu'actif, une immobilisation corporelle est comptabilisée à son coût diminué du cumul d'amortissements et du cumul des éventuelles pertes de valeur. Le Groupe applique le traitement de référence en comptabilisant les immobilisations selon la méthode du coût historique amorti.

L'amortissement est calculé sur la durée d'utilité de l'actif. La durée d'utilité est la période pendant laquelle l'entreprise s'attend à utiliser l'actif.

La base amortissable correspond au coût d'achat diminué le cas échéant de la valeur résiduelle finale estimée nette des frais de sortie. La valeur résiduelle d'une immobilisation corporelle est le montant que l'entreprise recevrait actuellement pour l'actif si celui-ci était déjà dans les conditions d'âge et d'usure prévues à la fin de sa durée de vie utile (hors effet inflation).

Les principales durées d'utilité retenues sont :

- constructions : 10 à 40 ans ;
- installations techniques, matériels et outillages : de 3 à 15 ans ;
- autres immobilisations corporelles : de 3 à 10 ans selon la nature du bien (matériel de transport, matériel et mobilier de bureau...).

Ces durées d'amortissement sont revues annuellement et sont modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes ; ces changements d'estimation comptable sont comptabilisés de façon prospective.

Les profits et pertes sur cession sont calculés par différence entre le produit de cession et la valeur nette comptable ainsi déterminée. Ils sont inclus en « Autres produits et charges d'exploitation », sauf lorsqu'ils répondent aux critères de classification en « Autres produits et charges opérationnels ».

##### DROITS D'UTILISATION DES ACTIFS LOUÉS

La norme IFRS 16 définit le droit d'utilisation relatif à un contrat de location comme étant un actif qui représente le droit du preneur d'utiliser le bien sous-jacent pour la durée du contrat.

Ce droit d'utilisation est reconnu par le Groupe à la date de prise d'effet du contrat de location (dès la mise à disposition de l'actif). Il est évalué à son coût et comprend :

- le montant initial de l'obligation locative (note 3.2.2 de l'annexe) ;
- les paiements d'avance faits au bailleur nets le cas échéant, des avantages reçus du bailleur ;
- les coûts directs initiaux significatifs encourus par le preneur pour la conclusion du contrat, correspondant aux coûts qui n'auraient pas été encourus si le contrat n'avait pas été conclu ;
- une estimation des coûts de démantèlement ou de remise en état du bien loué selon les termes du contrat.

L'amortissement est comptabilisé en charge au compte de résultat selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location. Le droit d'utilisation fait l'objet d'une dépréciation s'il existe un indice révélant une possible perte.

La durée du contrat correspond à la période non résiliable du contrat pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser l'actif sous-jacent, après prise en compte des options de renouvellement ou de résiliation que le preneur est raisonnablement certain d'exercer.

Les droits d'utilisation chez Bouygues Construction sont principalement relatifs à des contrats de baux immobiliers, dont les durées sont généralement de neuf ans en France.

### IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La norme IAS 38 définit l'immobilisation incorporelle comme un actif non monétaire identifiable, sans substance physique et contrôlé par l'entité. Il peut être :

- séparable (loué, vendu, échangé de manière indépendante, transféré),
- issu d'un droit contractuel ou légal, que ce droit soit séparable ou non.

Lorsque l'immobilisation incorporelle a une durée de vie définie, elle est amortissable. Les immobilisations à durée de vie indéfinie ne sont pas amortissables mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

Les frais de développement sont inscrits à l'actif lorsqu'ils satisfont aux critères d'activation (génération d'avantages économiques futurs et coût évalué de façon fiable).

Les frais d'établissement et les frais de recherche figurent en charges dans l'exercice de leur engagement.

### REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont traités dans le cadre des normes IFRS 3 et IAS 27 révisées, qui apprécient notamment la notion de « prise de contrôle » dans l'application faite aux opérations d'acquisition ou de cession de titres ; selon le cas, les impacts sont pris en compte de résultat consolidé, ou en capitaux propres.

Dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, la juste valeur de la contrepartie transférée est affectée aux actifs et passifs identifiables acquis. Ces derniers sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition et présentés au bilan selon la méthode de la réestimation totale, conformément à IFRS 3R. Cette méthode consiste à réestimer les actifs et passifs acquis, pour leur juste valeur totale (et non à hauteur de la seule quote-part d'intérêt acquise).

Lors de chaque regroupement d'entreprises, la norme IFRS 3R offre le choix entre une évaluation des participations ne donnant pas le contrôle :

- à la juste valeur (c'est-à-dire avec un goodwill alloué à ces derniers, méthode dite du « goodwill complet ») ;
- à leur quote-part dans la juste valeur des seuls actifs et passifs identifiables de la société acquise (c'est-à-dire sans goodwill affecté aux participations ne donnant pas le contrôle, méthode dite du « goodwill partiel »).

Les goodwill déterminés antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2004 restent appréciés selon la méthode de la réestimation partielle ; cette méthode consiste à limiter la réestimation des éléments identifiables à la seule quote-part de titres acquis. Les droits des participations ne donnant pas le contrôle sont pris en compte sur la base de la valeur comptable des éléments, telle qu'elle ressort du bilan de l'entreprise acquise ; les normes révisées laissent le choix à l'appréciation d'un goodwill complet ou partiel (acquisitions nouvelles).

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Le goodwill (ou écart d'acquisition) représente tout excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables et des passifs éventuels évaluables de façon fiable à la date d'acquisition.

Le goodwill représente un paiement effectué par l'acquéreur en anticipation d'avantages économiques futurs provenant d'actifs qui ne peuvent être identifiés de manière individuelle et comptabilisés séparément.

Il est comptabilisé dans le poste « goodwill » s'il est positif et repris en résultat dès l'exercice d'acquisition s'il est négatif.

Le délai d'affectation est limité à la période requise pour identifier et évaluer les actifs et passifs de l'acquéreur, les participations ne donnant pas le contrôle, le prix payé et la juste valeur de la quote-part antérieurement acquise, sans toutefois pouvoir excéder 12 mois.

Postérieurement à la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur conformément à IAS 36 dans le cadre d'un test de dépréciation annuel (*impairment test*). En cas de diminution de valeur, la dépréciation est inscrite au compte de résultat, en résultat opérationnel.

À ce titre, le goodwill est affecté à l'Unité Génératrice de Trésorerie correspondante bénéficiant du regroupement d'entreprises ou au regroupement d'UGT au niveau duquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions.

La valeur de l'UGT est déterminée par la méthode d'actualisation des flux futurs de trésorerie (*Discounted Cash Flow* : D.C.F.) selon les principes suivants :

- le taux d'actualisation est déterminé en prenant pour base le coût moyen pondéré du capital ;
- les flux de trésorerie sont issus du plan d'affaires à moyen terme élaboré par la direction de l'UGT concernée ;
- la valeur terminale est calculée par sommation à l'infini des flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif après charge de loyers et d'un taux de croissance perpétuelle. Ce taux de croissance est en accord avec les perspectives de développement des marchés sur lesquels opère l'UGT concernée, ainsi qu'avec sa position concurrentielle sur ces marchés.

La valeur recouvrable des actifs de l'unité génératrice de trésorerie ainsi déterminée est ensuite comparée à leur valeur au bilan consolidé après prise en compte des droits d'utilisation et déduction faite des obligations locatives.

Bouygues Construction a identifié 2 Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) : une UGT comprenant les activités de BTP en France et à l'International et une UGT comprenant les activités d'Energies et Services en France et à l'International.

Le plan d'affaires utilisé a été établi dans le cadre du cycle de management du Groupe.

Il repose notamment sur les hypothèses de stabilité du périmètre des activités BTP et Energies et Services et de continuité de l'exploitation sur les trois années du plan d'affaires.

Le Groupe a fixé aux activités de BTP et Energies et Services un objectif de rentabilité, décliné par année.

Cet objectif est intégré dans les hypothèses du plan d'affaires. Le plan d'affaires tient compte de l'expérience passée ainsi que des sources d'informations extérieures.

Pour l'UGT BTP :

- taux d'actualisation retenu : 6,80 % / 6,40 % selon l'hypothèse ;
- taux de croissance retenu : 2 %.

Pour l'UGT Energies et Services :

- taux d'actualisation retenu : 6,20 % / 5,90 % selon l'hypothèse ;
- taux de croissance retenu : 2 %.

### ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Les actifs financiers sont comptabilisés en fonction de leurs modalités de gestion et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. En fonction de ces critères, les actifs financiers sont comptabilisés :

- au coût amorti ;
- en juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global ;
- en juste valeur par résultat.

#### • Titres de participation et autres titres

Les instruments de capitaux propres autres que les titres consolidés sont comptabilisés en juste valeur. La contrepartie des variations de cette juste valeur dépend du choix irrévocable fait lors de la comptabilisation initiale de ces instruments et peut être soit le compte de résultat (en « Autres produits et charges financiers ») soit les capitaux propres non recyclables (en « Éléments non recyclables en résultat net »). Le choix de comptabilisation est effectué titre par titre.

#### • Prêts et créances

Les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti. Conformément à IFRS 9, une dépréciation est constatée dès la comptabilisation initiale, reflétant le risque de défaut attendu dans les 12 mois suivants. Cette dépréciation est comptabilisée en compte de résultat.

### 2.4.1.2. Actif courant

#### STOCKS

Les stocks sont évalués à leur coût de revient, ou au prix du marché s'il est inférieur.

Lorsque la valeur de réalisation des stocks est inférieure à leur prix de revient, des dépréciations sont comptabilisées.

#### CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

Les créances clients sont évaluées à leur valeur nominale, sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement ; ces créances sont le plus souvent, à court terme, sans taux d'intérêt déclaré, et sont évaluées au montant de la facture d'origine, sauf si l'application d'un taux d'intérêt implicite a un effet significatif.

Dans le cadre des contrats comptabilisés selon la méthode de l'avancement, les clients et comptes rattachés incluent les facturations ou situations émises au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou des prestations (situations acceptées par le maître d'ouvrage).

### ACTIFS SUR CONTRATS CLIENTS

Les actifs sur contrats clients représentent un droit conditionnel pour le Groupe à recevoir une rémunération au titre de biens ou services déjà transférés aux clients, et dont l'exigibilité est soumise à d'autres conditions que le passage du temps. Les actifs sur contrats clients (note 4.4 de l'annexe) comprennent ainsi les actifs qui représentent le chiffre d'affaires comptabilisé à l'avancement et dont la facturation est subordonnée à la fourniture d'autres biens et services et/ou à la réalisation de jalons ou d'étapes définies au contrat.

### TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à la juste valeur dans la catégorie des « actifs disponibles à la vente ».

Disponibilités et dépôts à court terme, concours bancaires courants : en raison de leur caractère court terme, leurs valeurs comptables retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

## 2.4.2. PASSIF

### 2.4.2.1. Passif non courant

#### DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES

À l'exception des instruments dérivés constituant des passifs qui sont évalués à la juste valeur (intégrant une composante de risque de contrepartie qui est non significative), les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

La fraction à moins d'un an des dettes financières est présentée en passif courant.

#### OBLIGATIONS LOCATIVES NON COURANTES

Conformément à la norme IFRS 16, à la prise d'effet d'un contrat de location, le preneur comptabilise une obligation locative au passif du bilan pour un montant égal à la valeur actualisée des loyers sur la durée du contrat.

Les montants pris en compte au titre des loyers dans l'évaluation de l'obligation sont :

- les loyers fixes (y compris les loyers considérés comme fixe en substance, c'est-à-dire ceux qui, même s'ils contiennent une variabilité dans la forme, sont en substance inévitables) ;
- les loyers variables basés sur un taux ou un index en utilisant le taux ou index à la date de prise d'effet du contrat ;
- les paiements à effectuer par le preneur pour les garanties de valeur résiduelle ;
- le prix d'exercice d'une option d'achat si l'exercice de l'option est raisonnablement certain ;
- les pénalités de résiliation ou de non-renouvellement du contrat.

Au cours de la durée du contrat, la valeur comptable de l'obligation locative est :

- augmentée des intérêts des obligations, qui sont comptabilisés en charges au compte de résultat et calculés selon le taux d'actualisation utilisé lors de l'évaluation initiale ; et
- diminuée du montant des paiements de loyer effectués.

Le taux d'actualisation utilisé pour calculer l'obligation locative est déterminé pour chaque bien en fonction du taux marginal d'endettement à la date de signature du contrat. Ce taux est obtenu par l'addition d'un taux de marché tenant compte de la devise et de la durée du contrat et d'un spread sectoriel tenant compte de la nature du contrat.

Le Groupe a décidé d'utiliser les mesures de simplification prévues par la norme et de ne pas retraiter les contrats de location dont la valeur à neuf de l'actif sous-jacent est inférieure à cinq mille euros et ceux dont la durée raisonnablement certaine est inférieure à douze mois. Ces contrats de location sont comptabilisés en résultat au rythme des paiements. Le Groupe a également décidé de comptabiliser chaque composante du contrat séparément, en distinguant les composantes locatives des composantes non locatives (prestations de services).

L'option d'application d'IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles n'a pas été retenue par le Groupe.

La fraction à moins d'un an des obligations locatives est présentée en passif courant.

#### PROVISIONS NON COURANTES

Une provision est comptabilisée lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation actuelle du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'événements passés et dont le règlement devrait se traduire pour le Groupe par une sortie probable de ressources représentatives d'avantages économiques pouvant être estimée de façon fiable.

Elles comprennent pour l'essentiel :

- **Avantages au personnel**
- **Provisions pour indemnités de fin de carrière (IFC) :**

Le Groupe provisionne les indemnités de fin de carrière, à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite, non couvertes par des polices d'assurances.

Le calcul de la provision est établi selon la « méthode rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière ».

L'évaluation sur la base conventionnelle tient compte des éléments suivants :

- classement du personnel en groupes homogènes en fonction du statut, de l'âge et de l'ancienneté,
- salaire mensuel majoré du coefficient de charges sociales patronales en vigueur,
- taux de revalorisation du salaire de fin de carrière,
- taux d'actualisation de l'engagement de fin de carrière, projeté à la date de départ en retraite,
- taux de rotation (*turn-over*) déterminé en fonction de la tranche d'âge et par catégorie socioprofessionnelle,
- espérance de vie : table de mortalité INSEE 2012-2014.

Conformément à IAS 19 révisée, l'ensemble des écarts actuariels concernant les plans relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies sont comptabilisés en provisions non courantes par contrepartie des capitaux propres (méthode SORIE).

- **Provision pour médailles du travail :**

Le Groupe provisionne le coût des médailles d'ancienneté (10, 20, 30 et 40 ans) selon la « méthode rétrospective en droits projetés » à la date d'obtention des médailles.

- **Provisions pour pensions : régimes à prestations définies :**

Le Groupe applique les principes définis par IAS 19 révisée pour calculer et comptabiliser ses obligations liées aux régimes à prestations définies (note 20).

Les hypothèses actuarielles utilisées pour évaluer la valeur actuelle de l'obligation et le coût des services rendus au cours de l'exercice, au titre des prestations définies, reflètent la meilleure estimation des variables qui détermineront le coût final des avantages évalués ; elles sont cohérentes entre elles. Le taux d'actualisation et de rendement des actifs est déterminé par rapport au taux de marché attendu, en considérant le calendrier estimé des versements de prestations. Le taux d'actualisation de l'engagement est déterminé par référence au taux de marché, à la date de clôture, fondé sur les obligations d'entreprises de première catégorie.

- **Provisions destinées à couvrir les litiges, contentieux et aléas prévisibles des activités du Groupe**
- **Garanties données aux clients (provisions SAV) :**

Elles sont destinées à couvrir les risques mis à la charge de la société durant la période de garantie (essentiellement garantie décennale en France). Les provisions constituées dans le cadre des garanties biennales et décennales relatives aux marchés de travaux de construction, pour la quote-part de risques, non couverte par les assurances, restant à la charge des entreprises ; ces provisions sont constituées au fur et à mesure de la prise en compte des produits, selon des données statistiques déterminées par référence à l'expérience acquise en ce domaine sur une longue durée.

- **Coûts de remise en état des sites :**

Les coûts de remise en état des sites relatifs à des dégradations progressives font l'objet de provisions au passif.

#### 2.4.2.2. Passif courant

##### FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

En raison de leur caractère court terme, les valeurs historiques retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

##### PROVISIONS COURANTES

Les provisions courantes, liées au cycle normal d'exploitation, comprennent pour l'essentiel :

- les provisions pour risque chantier, travaux et fin de chantier ;
- les provisions pour pertes à terminaison sur contrats clients. Elles concernent les chantiers en cours de réalisation et prennent en compte, notamment, les réclamations acceptées par le client. Elles sont évaluées chantier par chantier, sans compensation.

## PASSIFS SUR CONTRATS CLIENTS

Les passifs sur contrats clients représentent l'obligation pour le Groupe de transférer des biens ou des services pour lesquels un paiement a déjà été reçu de la part du client, ou lorsque le droit inconditionnel au paiement est déjà acquis. Ils incluent les avances et acomptes reçus sur commandes et les écarts liés à l'avancement d'un contrat (note 11.1 de l'annexe).

### 2.4.3. COMPTE DE RÉSULTAT

#### 2.4.3.1. Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé représente le montant cumulé des travaux, produits et prestations de services pour lesquels le client a bénéficié du transfert de contrôle de l'actif produit. Il inclut, après élimination des opérations internes, le chiffre d'affaires des sociétés contrôlées et des activités conjointes.

Les produits de l'activité du groupe sont reconnus dès lors que :

- un contrat client et ses différentes obligations de performances sont identifiés,
- un prix de transaction est déterminé et affecté aux différentes obligations de performance,
- les obligations de performances distinctes du contrat sont satisfaites,
- les avantages économiques résultant de la transaction bénéficieront au groupe de manière probable,
- le montant du chiffre d'affaires peut être mesuré de manière fiable,
- à la date de la transaction, il est probable que le montant de la vente sera recouvré.

La majorité des contrats ne comprennent qu'une seule obligation de performance.

#### 2.4.3.2. Comptabilisation des contrats de construction

Le chiffre d'affaires relatif aux activités de construction correspond à l'estimation la plus récente du prix de vente total et prend en compte, notamment, les réclamations acceptées par le client ou hautement probables.

Il est comptabilisé à la fin de chaque période selon la méthode dite à l'avancement, celui-ci étant calculé sur la base de la réalisation des travaux (*output method*) ou des coûts des travaux exécutés (*input method*).

Dès lors qu'une perte sur contrat est connue et estimable de manière fiable, elle fait l'objet d'une provision pour perte à terminaison inscrite au passif du bilan en « Provisions courantes ». La perte est reconnue en totalité quel que soit le degré d'avancement.

#### 2.4.3.3. Résultats sur opérations faites en commun

Ils correspondent à la quote-part de résultats, provenant des sociétés en participation et *joint-ventures* non consolidées. À ce titre, ces résultats font partie intégrante du résultat opérationnel et sont présentés en « Autres produits et charges d'exploitation ».

#### 2.4.3.4. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel correspond à l'ensemble des charges et produits ne résultant pas des activités financières, des sociétés mises en équivalence, des

activités arrêtées ou détenues en vue de la vente, et de l'impôt.

Les éventuelles dépréciations de goodwill sont comprises dans le résultat opérationnel.

#### 2.4.3.5. Autres produits et charges opérationnels

Il s'agit de produits ou de charges en nombre très limité, inhabituels et peu fréquents – de montant particulièrement significatif – que le Groupe présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante.

#### 2.4.3.6. Produit de l'excédent financier net

Le produit de l'excédent financier net est constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs de l'excédent financier net pendant la période (voir note 9.1 variation de l'excédent financier net), y compris les résultats de couverture de taux et de change y afférents.

#### 2.4.3.7. Autres produits et charges financiers

Il s'agit des produits et charges de nature financière qui ne sont pas de nature opérationnelle et ne font pas partie du produit de l'excédent financier net.

### 2.4.4. INSTRUMENTS FINANCIERS

Certaines structures du Groupe sont amenées à utiliser des instruments financiers dans le but de limiter l'incidence des variations de change et de taux d'intérêt sur leur compte de résultat. L'utilisation de ces instruments s'inscrit dans le cadre ci-après.

Les instruments utilisés sont limités aux produits suivants :

- achats et ventes à termes de devises, swaps de devises, options de change dans le cadre de la couverture du risque de change ;
- swaps de taux d'intérêt, achat de caps et de tunnels dans le cadre de la couverture du risque de taux ;
- swaps et options sur matières premières dans le cadre de la couverture du risque sur matières premières.

Ils ont pour caractéristiques :

- de n'être utilisés qu'à des fins de couverture,
- de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang,
- de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retournement éventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties, et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change, et au risque de taux, font l'objet d'états de reportings réguliers et spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

- **Nature des risques auxquels le Groupe est exposé et principe de gestion de ces risques financiers**

#### RISQUE DE CHANGE

Globalement, le Groupe est faiblement exposé au risque de change sur les opérations commerciales courantes. Dans la mesure du possible, les contrats facturés en devises donnent lieu à des dépenses dans la même devise. C'est le cas notamment pour la plupart des chantiers exécutés à l'étranger, dont la part de dépenses de sous-traitance et de fournitures en monnaie locale est prépondérante sur la part de dépenses en euros.

Par ailleurs, une vigilance particulière est portée aux risques relatifs aux avoirs du Groupe en monnaies non convertibles, et plus généralement aux risques « pays ».

Le principe appliqué au sein du Groupe est de couvrir systématiquement les risques de change résiduels découlant des opérations commerciales par rapport à la devise fonctionnelle du chantier ou de l'entité concernée. Lorsque les flux sont certains, le risque de change est couvert par des achats ou des ventes à terme, ou par des swaps de devises. Pour certains contrats importants, une couverture optionnelle peut être mise en place préalablement à l'obtention définitive de l'affaire.

Par ailleurs, les titres de participation des sociétés étrangères sont, d'une façon générale, couverts par une dette d'un montant analogue dans la même devise au sein de la société qui les détient.

### RISQUE DE TAUX

Le risque de taux porte sur les dettes financières à taux variable figurant au bilan et est couvert par des placements également à taux variable.

Le compte de résultat du Groupe peut être affecté par une baisse importante des taux d'intérêts européens. Afin de sécuriser la rémunération de la trésorerie excédentaire du Groupe, des opérations de swaps de taux d'intérêts peuvent être réalisées.

#### • Principes et règles de comptabilisation des opérations de couverture utilisées par le Groupe

En règle générale, les instruments financiers utilisés par le Groupe font l'objet d'une comptabilité de couverture. Ainsi, ils donnent lieu à la mise en place d'une documentation de relation de couverture conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

La comptabilisation de couverture est appliquée lorsque les instruments financiers dérivés compensent, en totalité ou en partie, la variation de juste valeur ou de flux de trésorerie d'un élément couvert. Lorsque le caractère de couverture n'est pas démontré, toute la variation de valeur est portée en résultat.

Tous les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur. Cette juste valeur est la valeur de marché lorsque les instruments sont cotés, ou est déterminée grâce à des modèles de calcul et d'évaluation utilisant les données de marché (courbe de taux, cours de change, etc.).

Comme requis par la norme IFRS 9, il est tenu compte pour évaluer la juste valeur des instruments financiers dérivés du risque de crédit pour les instruments dérivés actifs et du risque de crédit propre pour les instruments dérivés passifs. Ces composantes n'ont pas d'effet significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

### COUVERTURE DES FLUX DE TRÉSORERIE (CASH-FLOW HEDGE)

La couverture de flux de trésorerie correspond à la couverture des variations de flux futurs de trésorerie de l'élément couvert ou d'une opération future.

Lorsque les instruments financiers dérivés couvrent l'exposition aux variations des flux de trésorerie d'un engagement ferme ou d'une transaction prévue, la

variation de valeur sur la partie de l'instrument de couverture que l'on détermine être une couverture efficace est comptabilisée directement en capitaux propres.

La partie de couverture qui est estimée inefficace est comptabilisée immédiatement en résultat.

### COUVERTURE DE JUSTE VALEUR (FAIR VALUE HEDGE)

La couverture de juste valeur a pour objet de limiter les variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif présent dans le bilan.

Lorsqu'un instrument financier dérivé couvre l'exposition aux variations de la juste valeur d'une créance ou d'une dette, la variation de valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée immédiatement en résultat. Le profit ou la perte sur l'élément couvert attribuable au risque couvert ajuste la valeur comptable de l'élément couvert et est comptabilisé directement en résultat.

La juste valeur des éléments couverts correspond à leur valeur comptable convertie en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture.

### COUVERTURE D'UN INVESTISSEMENT NET DANS UNE ENTITÉ ÉTRANGÈRE

La couverture d'un investissement net dans une entité étrangère correspond à la couverture du risque de change sur la part d'actif net détenue par la société consolidante dans cette entité.

Lorsqu'une dette en devise étrangère couvre un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de conversion entre la devise et l'euro sont directement comptabilisés dans les capitaux propres. Quand l'instrument de couverture est un instrument dérivé, la variation de valeur sur l'instrument de couverture qui est considérée constituer une couverture efficace est comptabilisée directement en capitaux propres ; la partie inefficace étant comptabilisée immédiatement en résultat.

### 2.4.5. TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

Il est présenté selon IAS 7 amendée et la recommandation de l'ANC n° 2013-03 du 7 novembre 2013 (en méthode indirecte) et n° 2016-01 du 2 décembre 2016.

Le résultat net des sociétés intégrées est corrigé des effets des transactions sans incidence sur la trésorerie, et des éléments de produits ou charges liés aux flux d'investissement ou de financement.

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

### 2.4.6. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan font l'objet d'une synthèse en note 19.

### 2.4.7. EBITDA APRÈS LOYER

L'EBITDA après Loyer correspond au résultat opérationnel courant après prise en compte des charges d'intérêts sur obligations locatives corrigé des dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, aux provisions et dépréciations ainsi que des effets liés aux prises et aux pertes de contrôle. Ces derniers concernent l'impact lié aux réévaluations des lots antérieurement détenus ou des lots conservés.

Les autres produits et autres charges d'exploitation du résultat opérationnel courant concernent essentiellement :

- les différences de change nettes relatives à des opérations commerciales ;
- les résultats de cessions sur immobilisations ;
- le résultat net des opérations faites en commun qui correspond à la quote-part de résultat provenant de sociétés translucides (sociétés en participation, etc.).

### 2.4.8. ENDETTEMENT/EXCÉDENT FINANCIER NET

L'endettement/excédent financier net résulte des rubriques ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque ;
- dettes financières non courantes et courantes ;
- instruments financiers (couverture des dettes financières appréciées en juste valeur).

L'endettement/excédent financier net n'inclut pas les obligations locatives non courantes et courantes.

Selon que ce solde est positif ou négatif, il s'agit respectivement d'un excédent financier net ou d'un endettement financier net.

### 2.4.9. CASH-FLOW LIBRE

Le cash-flow libre est égal à la capacité d'autofinancement nette (déterminée après coût de l'endettement financier net, après charges d'intérêts

sur obligations locatives et après impôts décaissés) diminuée des investissements nets d'exploitation ainsi que du remboursement des obligations locatives.

Il est calculé avant variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité.

### 2.4.10. VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ

La variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité présentée dans le tableau des flux de trésorerie résulte de :

- des stocks et encours ;
- des avances et acomptes versés ;
- des créances clients et comptes rattachés ;
- des actifs sur contrats clients ;
- des dettes fournisseurs et comptes rattachés ;
- des passifs sur contrats clients ;
- des provisions courantes ;
- des autres éléments d'actif et de passif courants (hors impôts sur les sociétés, hors trésorerie nette et dettes financières courantes, hors instruments de couverture, hors obligations locatives courantes et hors créances et dettes sur immobilisations).

## 2.5. AUTRES INFORMATIONS

### COMPARABILITÉ DES ÉTATS FINANCIERS :

Dans le cadre d'IAS 1 révisée (présentation des états financiers), le Groupe présente les composantes du résultat net global sous la forme de deux états détaillés, et ce comme autorisé par l'IASB :

- Le compte de résultat net,
- L'état des produits et charges comptabilisés intégrant les autres éléments du résultat global tels que les charges et produits comptabilisés directement en capitaux propres consolidés.

Bouygues Construction entre dans le périmètre de consolidation de la société Bouygues SA pour la présentation des comptes consolidés de cette dernière.

## NOTE 3. ACTIF NON COURANT

### 3.1. SYNTHÈSE DES INVESTISSEMENTS CONSOLIDÉS NETS DE L'EXERCICE (exploitation et financier)

	2021	2020 retraité
Acquisitions d'immobilisations corporelles	189	156
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	4	4
<b>Investissements bruts opérationnels</b>	<b>193</b>	<b>160</b>
Actifs financiers non courants (titres consolidés, participations non consolidées et autres titres immobilisés)	17	-
<b>Investissements bruts consolidés</b>	<b>210</b>	<b>160</b>
Cessions d'actifs non courants	(46)	(51)
<b>Investissements nets consolidés</b>	<b>164</b>	<b>109</b>

## 3.2. ACTIF NON COURANT : ANALYSE DES VARIATIONS NETTES DE L'EXERCICE

## 3.2.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Brut	Terrains et Constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances versées sur commandes	Total
<b>31 décembre 2019</b>	<b>507</b>	<b>1 006</b>	<b>420</b>	<b>58</b>	<b>1 991</b>
<b>Flux 2020</b>					
Écarts de conversion	(7)	(19)	(6)	(1)	<b>(33)</b>
Changements de périmètre	-	-	-	-	-
Investissements de l'exercice	12	80	35	44	<b>171</b>
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	1	(126)	(58)	(70)	<b>(253)</b>
<b>31 décembre 2020</b>	<b>513</b>	<b>941</b>	<b>391</b>	<b>31</b>	<b>1 876</b>
<b>Flux 2021</b>					
Écarts de conversion	8	18	8	2	<b>36</b>
Changements de périmètre	-	-	-	-	-
Investissements de l'exercice	4	94	42	76	<b>216</b>
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	(36)	(132)	(52)	(36)	<b>(256)</b>
Activités détenues en vue de la vente	(80)	(75)	(139)	(3)	<b>(297)</b>
<b>31 décembre 2021</b>	<b>409</b>	<b>846</b>	<b>250</b>	<b>70</b>	<b>1 575</b>

Amortissements, dépréciations et pertes de valeur	Terrains et Constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances versées sur commandes	Total
<b>31 décembre 2019</b>	<b>(219)</b>	<b>(730)</b>	<b>(296)</b>	<b>-</b>	<b>(1 245)</b>
<b>Flux 2020</b>					
Écarts de conversion	6	13	4	-	<b>23</b>
Changements de périmètre	-	-	-	-	-
Dotations et reprises <sup>(1)</sup>	(22)	(151)	(38)	-	<b>(211)</b>
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	3	173	40	-	<b>216</b>
<b>31 décembre 2020</b>	<b>(232)</b>	<b>(695)</b>	<b>(290)</b>	<b>-</b>	<b>(1 217)</b>
<b>Flux 2021</b>					
Écarts de conversion	(6)	(14)	(6)	-	<b>(26)</b>
Changements de périmètre	-	-	(1)	-	<b>(1)</b>
Dotations et reprises <sup>(1)</sup>	(22)	(130)	(38)	-	<b>(190)</b>
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	15	132	46	-	<b>193</b>
Activités détenues en vue de la vente	40	65	113	-	<b>218</b>
<b>31 décembre 2021</b>	<b>(205)</b>	<b>(642)</b>	<b>(176)</b>	<b>-</b>	<b>(1 023)</b>

Net	Terrains et Constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances versées sur commandes	Total
<b>31 décembre 2020</b>	<b>281</b>	<b>246</b>	<b>101</b>	<b>31</b>	<b>659</b>
<b>31 décembre 2021</b>	<b>204</b>	<b>204</b>	<b>74</b>	<b>70</b>	<b>552</b>

(1) Dont perte de valeur en 2019 : 0  
Dont perte de valeur en 2021 : (2) M€

## 3.2.2. DROITS D'UTILISATION DES ACTIFS LOUÉS

Brut	Terrains et Constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Total
<b>31 décembre 2019</b>	<b>392</b>	<b>58</b>	<b>23</b>	<b>473</b>
<b>Flux 2020</b>				
Écarts de conversion	(4)	-	(1)	(5)
Changements de périmètre	-	-	-	-
Nouveaux contrats, modifications de contrats et autres mouvements liés aux contrats de location	3	(15)	(1)	(13)
<b>31 décembre 2020</b>	<b>391</b>	<b>43</b>	<b>21</b>	<b>455</b>
<b>Flux 2021</b>				
Écarts de conversion	9	1	1	11
Changements de périmètre	2	-	-	2
Nouveaux contrats, modifications de contrats et autres mouvements liés aux contrats de location	(19)	(34)	(1)	(54)
Écarts de conversion	(174)	-	(7)	(181)
<b>31 décembre 2021</b>	<b>209</b>	<b>10</b>	<b>14</b>	<b>233</b>

Amortissements, dépréciations et pertes de valeur	Terrains et Constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Total
<b>31 décembre 2019</b>	<b>(178)</b>	<b>(21)</b>	<b>(12)</b>	<b>(211)</b>
<b>Flux 2020</b>				
Écarts de conversion	2	-	1	3
Changements de périmètre	-	-	-	-
Dotations et reprises	(59)	(30)	(6)	(95)
Nouveaux contrats, modifications de contrats et autres mouvements liés aux contrats de location	50	19	5	74
<b>31 décembre 2020</b>	<b>(185)</b>	<b>(32)</b>	<b>(12)</b>	<b>(229)</b>
<b>Flux 2021</b>				
Écarts de conversion	(4)	-	-	(4)
Changements de périmètre	-	-	-	-
Dotations et reprises	(56)	(8)	(5)	(69)
Nouveaux contrats, modifications de contrats et autres mouvements liés aux contrats de location	56	35	5	96
Écarts de conversion	77	-	4	81
<b>31 décembre 2021</b>	<b>(112)</b>	<b>(5)</b>	<b>(8)</b>	<b>(125)</b>

Net	Terrains et Constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Total
<b>31 décembre 2020</b>	<b>206</b>	<b>11</b>	<b>9</b>	<b>226</b>
<b>31 décembre 2021</b>	<b>97</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>108</b>

## 3.2.3. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Brut	Frais de développement	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
<b>31 décembre 2019</b>	-	122	25	147
<b>Flux 2020</b>				
Écarts de conversion	-	(1)	(1)	(2)
Changements de périmètre	-	-	-	-
Investissements de l'exercice	-	5	1	6
Cessions, virements de rubrique et autres mouvements	-	(2)	-	(2)
<b>31 décembre 2020</b>	-	124	25	149
<b>Flux 2021</b>				
Écarts de conversion	-	1	1	2
Changements de périmètre	-	-	-	-
Investissements de l'exercice	-	5	-	5
Cessions, virements de rubrique et autres mouvements	-	(3)	(1)	(4)
Activités détenues en vue de la vente	-	(23)	(19)	(42)
<b>31 décembre 2021</b>	-	104	6	110

Amortissements, dépréciations et pertes de valeur	Frais de développement	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
<b>31 décembre 2019</b>	-	(109)	(22)	(131)
<b>Flux 2020</b>				
Écarts de conversion	-	1	1	2
Changements de périmètre	-	-	-	-
Dotations et reprises <sup>(1)</sup>	-	(5)	(1)	(6)
Cessions, virements de rubrique et autres mouvements	-	2	-	2
<b>31 décembre 2020</b>	-	(111)	(22)	(133)
<b>Flux 2021</b>				
Écarts de conversion	-	(1)	(1)	(2)
Changements de périmètre	-	-	-	-
Dotations et reprises <sup>(1)</sup>	-	(6)	-	(6)
Cessions, virements de rubrique et autres mouvements	-	4	-	4
Activités détenues en vue de la vente	-	21	17	38
<b>31 décembre 2021</b>	-	(93)	(6)	(99)

Net	Frais de développement	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
<b>31 décembre 2020</b>	-	13	3	16
<b>31 décembre 2021</b>	-	11	-	11

(1) Dont perte de valeur en 2020 : 0

Dont perte de valeur en 2021 : 0

## 3.2.4. GOODWILL

	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette	BTP	Énergies et Services
<b>31 décembre 2019</b>	<b>1 157</b>	<b>-</b>	<b>1 157</b>	<b>280</b>	<b>877</b>
<b>Flux 2020</b>					
Changements de périmètre					
Perte de valeur	-	-	-	-	-
Autres mouvements (écarts de conversion et autres)	(9)	-	(9)	(7)	(2)
<b>31 décembre 2020</b>	<b>1 148</b>	<b>-</b>	<b>1 148</b>	<b>273</b>	<b>875</b>
<b>Flux 2021</b>					
Changements de périmètre	11	-	11	-	11
Perte de valeur	-	-	-	-	-
Autres mouvements (écarts de conversion et autres)	39	-	39	10	29
Activités détenues en vue de la vente	(915)	-	(915)	-	(915)
<b>31 décembre 2021</b>	<b>283</b>	<b>-</b>	<b>283</b>	<b>283</b>	<b>-</b>

## 3.2.5. ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

	Coentreprises et entités associées <sup>(1)</sup>	Participations non consolidées <sup>(2)</sup>	Autres actifs financiers non courants <sup>(2)</sup>	Total	Amortissements et dépréciations	Valeur nette	Actifs d'impôts différés <sup>(3)</sup>
<b>31 décembre 2020 retraité</b>	<b>122</b>	<b>37</b>	<b>214</b>	<b>373</b>	<b>(54)</b>	<b>319</b>	<b>72</b>
<b>Flux 2021</b>							
Écarts de conversion	-	-	7	7	(1)	6	-
Changements de périmètre	-	-	-	-	-	-	1
Investissements et augmentations diverses	-	3	31	34	-	34	7
Dotations et reprises	-	-	-	-	15	15	-
Cessions et réductions diverses	-	-	(25)	(25)	-	(25)	(18)
Virements de rubrique et autres mouvements	16	(2)	(9)	5	(1)	4	6
Activités détenues en vue de la vente	(94)	(6)	(20)	(120)	10	(110)	(11)
<b>31 décembre 2021</b>	<b>44</b>	<b>32</b>	<b>198</b>	<b>274</b>	<b>(31)</b>	<b>243</b>	<b>57</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>(28)</b>	<b>-</b>	<b>(13)</b>	<b>(41)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Activités détenues en vue de la vente	10	-	-	10	-	-	-
<b>Valeur nette au 31 décembre 2021</b>	<b>26</b>	<b>32</b>	<b>185</b>	<b>243</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>57</b>

(1) Y compris goodwill sur entités associées : 63 millions d'euros au 31 décembre 2021, contribuant aux activités détenues en vue de la vente.

(2) Éléments présentés en « Autres actifs financiers non courants » au bilan consolidé.

(3) Cf. note 7 de l'annexe.

	Coentreprises et entités associées	Participations non consolidées <sup>(1)</sup>	Autres actifs financiers non courants <sup>(1)</sup>	Total	Amortissements et dépréciations	Valeur nette	Actifs d'impôts différés
<b>1<sup>er</sup> janvier 2020 retraité</b>	<b>125</b>	<b>40</b>	<b>216</b>	<b>381</b>	<b>(54)</b>	<b>327</b>	<b>67</b>
<b>Flux 2020</b>							
Écarts de conversion	3	-	(11)	(8)	1	(7)	-
Changements de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Investissements et augmentations diverses	2	1	39	42	-	42	21
Dotations et reprises	-	-	-	-	(1)	(1)	-
Cessions et réductions diverses	-	(4)	(26)	(30)	-	(30)	(17)
Virements de rubriques et autres mouvements	(8)	-	(4)	(12)	-	(12)	1
<b>31 décembre 2020 retraité</b>	<b>122</b>	<b>37</b>	<b>214</b>	<b>373</b>	<b>(54)</b>	<b>319</b>	<b>72</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>(28)</b>	<b>-</b>	<b>(26)</b>	<b>(54)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Valeur nette au 31 décembre 2020 retraité</b>	<b>94</b>	<b>37</b>	<b>188</b>	<b>319</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>72</b>

(1) Éléments présentés en « Autres actifs financiers non courants » au bilan consolidé.

## 3.2.6. COENTREPRISES ET ENTITÉS ASSOCIÉES

	Quote-part de capitaux propres	Goodwill net sur coentreprises et entités associées	Valeur nette
<b>1<sup>er</sup> janvier 2020 retraité</b>	<b>33</b>	<b>73</b>	<b>106</b>
<b>Flux 2020</b>			
Résultat de l'exercice	48	(10)	38
Écarts de conversion	3	-	3
Autres produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-
<b>Résultats nets et produits et charges nets comptabilisés</b>	<b>51</b>	<b>(10)</b>	<b>41</b>
Investissements et augmentations de capital	2	-	2
Affectation du résultat N-1, distributions de dividendes, cessions, virements de rubriques et autres mouvements	(55)	-	(55)
<b>31 décembre 2020 retraité</b>	<b>31</b>	<b>63</b>	<b>94</b>
<b>Flux 2021</b>			
Résultat de l'exercice	25	-	25
Écarts de conversion	-	-	-
Autres produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-
<b>Résultats nets et produits et charges nets comptabilisés</b>	<b>25</b>	<b>-</b>	<b>25</b>
Investissements et augmentations de capital	-	-	-
Affectation du résultat N-1, distributions de dividendes, cessions, virements de rubriques et autres mouvements	(9)	-	(9)
Activités détenues en vue de la vente	(21)	(63)	(84)
<b>31 décembre 2021</b>	<b>26</b>	<b>-</b>	<b>26</b>

Principales coentreprises et entités associées	31/12/2020 retraité	Flux nets 2021	Activités détenues en vue de la vente	31/12/2021	dont quote-part de résultat et perte de valeur
<b>Entités associées</b>					
STADE DE FRANCE	5	2	-	<b>7</b>	2
VSL JAPON	2	-	-	<b>2</b>	-
AUTRES	2	-	-	<b>2</b>	-
<b>Coentreprises</b>					
AXIONE	72	12	(84)	-	17
Sté AMENAGEMENT ANSE DU PORTIER	2	1	-	<b>3</b>	2
HSU JV LLP	3	-	-	<b>3</b>	-
VSL CHILI	2	-	-	<b>2</b>	-
MDBI	1	1	-	<b>2</b>	5
TRANSINVEST GCC	-	-	-	-	(2)
AUTRES	5	-	-	<b>5</b>	1
<b>TOTAL</b>	<b>94</b>	<b>16</b>	<b>(84)</b>	<b>26</b>	<b>25</b>

Pertes cumulées sur les coentreprises et entités associées non prises en compte : (14) M€

Pour les principales coentreprises et entités associées, les montants globaux au titre des éléments d'Actif et de Passif, de produits et de charges sont donnés dans le tableau ci-dessous.

Montants à 100 %	31/12/2021 Axione SAS	31/12/2020 Axione SAS
Actif non courant <sup>(1)</sup>	104	106
Actif courant	307	208
<b>Total Actif</b>	<b>411</b>	<b>314</b>
Capitaux propres	50	20
Passif non courant	72	50
Passif courant	289	244
<b>Total Passif</b>	<b>411</b>	<b>314</b>
Chiffre d'affaires	399	301
Résultat opérationnel	44	9
<b>Résultat net</b>	<b>37</b>	<b>8</b>

Axione SAS contribue aux activités détenues en vue de la vente.

(1) Net de subventions reçues

### 3.2.7. PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

#### 3.2.7.1. PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES

Participations non consolidées <sup>(1)</sup>	31/12/2021		31/12/2020	
	Juste valeur	% de détention	Juste valeur	% de détention
<b>Sociétés françaises</b>				
BOUYGUES CONSTRUCTION AIRPORT CONCESSIONS EUROPE SAS	4	51 %	3	51 %
COM'IN SAS	2	50 %	-	-
OPALE DEFENSE SAS	1	19 %	1	19 %
Filiales et participations françaises diverses	3	-	9	-
<b>Sous-Total</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>13</b>	<b>-</b>
<b>Sociétés étrangères</b>				
CROSS YARRA PARTNERSHIP (AUSTRALIE)	16	10 %	16	10 %
RAVINALA AIRPORT SA	2	10 %	2	10 %
HOSPITALITY CAPITAL PARTNERS SA	1	5 %	-	-
Filiales et participations étrangères diverses	3	-	6	-
<b>Sous-Total</b>	<b>22</b>	<b>-</b>	<b>24</b>	<b>-</b>
<b>Total</b>	<b>32</b>	<b>-</b>	<b>37</b>	<b>-</b>

(1) Non consolidées compte tenu :

- de l'absence de contrôle ou d'influence du Groupe sur ces entités ;
- d'une contribution potentielle aux états financiers consolidés non significative.

#### 3.2.7.2. AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Ils incluent les rubriques principales après :

	31/12/2021	31/12/2020
Créances rattachées à des participations	68	55
Prêts et créances immobilisés	99	106
Autres immobilisations financières	18	27
• Dépôts et cautionnements	17	25
• Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	1	2

### 3.2.7.3. RÉPARTITION PAR NATURE DES PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES ET DES AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

	Instruments financiers de capitaux propres		Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	Actifs financiers au coût amorti	Total
	à la juste valeur par OCI <sup>(1)</sup>	à la juste valeur par résultat			
<b>31 décembre 2020</b>	<b>6</b>	<b>31</b>	<b>2</b>	<b>186</b>	<b>225</b>
Flux 2021	(1)	2	-	17	18
Activités détenues en vue de la vente	(1)	(5)	(2)	(18)	(26)
<b>31 décembre 2021</b>	<b>4</b>	<b>28</b>	<b>-</b>	<b>185</b>	<b>217</b>
Échéance à moins d'1 an	-	-	-	26	26
Échéance entre 1 et 5 ans	-	-	-	45	45
Échéance supérieure à 5 ans	4	28	-	114	146

(1) Variations enregistrées en *Other Comprehensive Income* (état consolidé des produits et charges comptabilisés)

### 3.2.7.4. RÉPARTITION PAR NIVEAU DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

En application d'IFRS 13, la hiérarchie de la juste valeur qui reflète l'importance des données utilisées dans les valorisations se compose des niveaux suivants :

- niveau 1 (cours cotés non ajustés) : cours auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation, sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques ;
- niveau 2 (données observables) : données concernant l'actif ou le passif autres que les cours de marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1,

qui sont observables directement (tel qu'un prix) ou indirectement (c'est-à-dire déduites de prix observables) ;

- niveau 3 (données non observables) : données non observables sur un marché, y compris les données observables faisant l'objet d'ajustements significatifs (par exemple, extrapolation de courbes de taux sur des périodes longues non observables). Sont principalement concernés dans le Groupe certains titres de participation non consolidés.

	Niveau 1 Cours cotés	Niveau 2 Données observables	Niveau 3 Données non observables	31/12/2021
Actifs financiers à la juste valeur par OCI	-	-	5	<b>5</b>
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	29	<b>29</b>
Trésorerie nette	4 116	-	-	<b>4 116</b>
Instruments financiers actifs et passifs court terme	5	-	-	<b>5</b>

## NOTE 4. ACTIF COURANT

## 4.1. STOCKS

	31/12/2021			31/12/2020		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Stocks de matières premières et produits finis	192	(16)	176	260	(20)	240
Stocks sur opérations immobilières	32	(3)	29	33	(5)	28
<b>Total</b>	<b>224</b>	<b>(19)</b>	<b>205</b>	<b>293</b>	<b>(25)</b>	<b>268</b>

	Dotations de l'exercice		Reprises de l'exercice	
	2021	2020	2021	2020
Dépréciations de stocks de matières premières et produits finis	(1)	(5)	5	9
Dépréciations de stocks sur opérations immobilières	(1)	(1)	3	-
<b>Total</b>	<b>(2)</b>	<b>(6)</b>	<b>8</b>	<b>9</b>

## 4.2. AVANCES ET ACOMPTES VERSÉS SUR COMMANDES

	31/12/2021			31/12/2020		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Avances et acomptes versés sur commandes	91	-	91	137	-	137
<b>Total</b>	<b>91</b>	<b>-</b>	<b>91</b>	<b>137</b>	<b>-</b>	<b>137</b>

## 4.3. CLIENTS, ACTIFS D'IMPÔTS ET AUTRES CRÉANCES COURANTES

	31/12/2021			31/12/2020		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Créances clients et comptes rattachés	1 350	(212)	1 138	2 196	(255)	1 941
Actifs sur contrats clients	635	-	635	1 000	-	1 000
Actif d'impôt (exigible)	50	(1)	49	66	(2)	64
Autres créances courantes	963	(48)	915	1 159	(50)	1 109
• Autres créances opérationnelles (Personnel/Organismes sociaux/État/Autres créances)	330	(5)	325	478	(6)	472
• Créances diverses (Comptes courants, etc.)	542	(43)	499	599	(44)	555
• Charges constatées d'avance	91	-	91	82	-	82
<b>Total</b>	<b>2 998</b>	<b>(261)</b>	<b>2 737</b>	<b>4 421</b>	<b>(307)</b>	<b>4 114</b>

## 4.4. ACTIFS SUR CONTRATS CLIENTS

	31/12/2020	Flux 2021				31/12/2021
		Écarts de conversion	Changements de périmètre et autres mouvements	Variations liées à l'activité	Activités détenues en vue de la vente	
Coût d'obtention des contrats clients	-	-	-	-	-	-
Coût d'exécution des contrats clients	-	-	-	-	-	-
Écarts liés à l'avancement des contrats	1 000	27	-	32	(424)	635
<b>Total actifs sur contrats clients</b>	<b>1 000</b>	<b>27</b>	<b>-</b>	<b>32</b>	<b>(424)</b>	<b>635</b>

## 4.5. RÉPARTITION DES CRÉANCES CLIENTS NETTES ENTRE ENCOURS NON ÉCHUS ET ÉCHUS

	Encours non échus	Encours échus			Total
		0 à 6 mois	6 à 12 mois	À plus de 12 mois	
Créances clients et comptes rattachés	855	154	40	301	1 350
Dépréciations des créances clients et comptes rattachés	(5)	(3)	(4)	(200)	(212)
<b>Total créances clients et comptes rattachés 31/12/2021</b>	<b>850</b>	<b>151</b>	<b>36</b>	<b>101</b>	<b>1 138</b>
<b>Total créances clients et comptes rattachés 31/12/2020</b>	<b>1 260</b>	<b>332</b>	<b>93</b>	<b>256</b>	<b>1 941</b>

## 4.6. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	31/12/2021			31/12/2020		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Bouygues Relais	2 433	-	2 433	2 050	-	2 050
Uniservice	1 364	-	1 364	1 632	-	1 632
By Construction Relais	-	-	-	-	-	-
Autres disponibilités	671	-	671	897	-	897
Valeurs mobilières de placement	6	-	6	3	-	3
<b>Total</b>	<b>4 474</b>	<b>-</b>	<b>4 474</b>	<b>4 582</b>	<b>-</b>	<b>4 582</b>

La trésorerie et équivalents de trésorerie comptabilisés au bilan au 31 décembre 2021 incluent 878 Meur que le pôle Energies et Services a placé dans les filiales de trésorerie du groupe Bouygues Construction, ces dernières restant incluses dans les activités poursuivies. Seuls 482 Meur de trésorerie et équivalents de trésorerie du pôle Energies et Services vis-à-vis des tiers hors groupe ont été reclassés en actifs et passifs des activités détenues en vue de la vente selon la norme IFRS 5.

Les disponibilités et équivalents de trésorerie sont valorisés à leur juste valeur et peuvent être facilement convertis en numéraire.

	Euro	Livre Sterling	Franc Suisse	Autres devises Europe	Dollar de Hong Kong	Dollar Australien	Dollar US	Dollar Canadien	Dollar de Singapour	Autres devises	Total 31/12/2021	Total 31/12/2020
Disponibilités	2 672	387	353	37	287	353	187	7	29	156	4 468	4 579
Valeurs mobilières de placement	-	-	1	-	-	-	-	-	-	5	6	3
<b>Total 31/12/2021</b>	<b>2 672</b>	<b>387</b>	<b>354</b>	<b>37</b>	<b>287</b>	<b>353</b>	<b>187</b>	<b>7</b>	<b>29</b>	<b>161</b>	<b>4 474</b>	<b>-</b>
<b>Total 31/12/2020</b>	<b>2 511</b>	<b>462</b>	<b>453</b>	<b>19</b>	<b>329</b>	<b>313</b>	<b>280</b>	<b>42</b>	<b>33</b>	<b>140</b>	<b>-</b>	<b>4 582</b>

Au 31 décembre 2021, la trésorerie et les équivalents de trésorerie que le pôle Energies et Services a placé dans les filiales de trésorerie du groupe Bouygues Construction se décomposent par devise de la manière suivante :

	Euro	Livre Sterling	Total 31/12/2021
Disponibilités	876	2	878
Valeurs mobilières de placement	-	-	-
<b>Total 31/12/2021</b>	<b>876</b>	<b>2</b>	<b>878</b>

La trésorerie nette présentée dans le tableau de flux de trésorerie comprend les éléments suivants :

	31/12/2021	31/12/2020
Disponibilités	4 468	4 579
Valeurs mobilières de placement	6	3
<b>Total trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>4 474</b>	<b>4 582</b>
Concours bancaires courants et Soldes créditeurs de banque	(358)	(363)
<b>Total trésorerie nette</b>	<b>4 116</b>	<b>4 219</b>

La trésorerie nette comptabilisée au bilan au 31 décembre 2021 inclut 868 Meur que le pôle Energies et Services a placé dans les filiales de trésorerie du Groupe Bouygues construction, ces dernières restant incluses dans les activités poursuivies.

## NOTE 5. CAPITAUX PROPRES

### 5.1. CAPITAL DE BOUYGUES CONSTRUCTION SA

Au 31 décembre 2021, le capital social de Bouygues Construction SA est constitué de 1 706 230 actions d'une valeur nominale de 75 €, dont l'évolution sur l'année 2021 est la suivante :

	31/12/2020	Flux 2021		31/12/2021
		Augmentation	Réduction	
Actions	1 706 230	-	-	<b>1 706 230</b>
<b>Nombre de titres</b>	<b>1 706 230</b>	-	-	<b>1 706 230</b>
Nominal en euros	75	-	-	<b>75</b>
<b>Capital en euros</b>	<b>127 967 250</b>	-	-	<b>127 967 250</b>

### 5.2. OPÉRATIONS AFFECTÉES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

#### 5.2.1. ANALYSE DE LA RUBRIQUE « PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES »

	31/12/2020 retraité	Flux 2021		31/12/2021
		Activités poursuivies	Activités détenues en vue de la vente	
Réserves des écarts actuariels (nettes d'impôts)	(77)	9	-	<b>(68)</b>
Réserve de juste valeur sur instruments de capitaux propres (nettes d'impôts)	(5)	(1)	2	<b>(4)</b>
Réserve de conversion des filiales contrôlées	(1)	11	(5)	<b>5</b>
Réserves de juste valeur sur instruments financiers de couverture (nettes d'impôts)	(1)	(4)	(1)	<b>(6)</b>
Quote-part des retraitements sur mises en équivalence	3	-	-	<b>3</b>
<b>Total part Groupe</b>	<b>(81)</b>	<b>15</b>	<b>(4)</b>	<b>(70)</b>
Autres produits et charges sur participations ne donnant pas le contrôle	1	-	-	<b>1</b>
<b>Total</b>	<b>(80)</b>	<b>15</b>	<b>(4)</b>	<b>(69)</b>

#### 5.2.2. RÉSERVES DE CONVERSION (PART GROUPE)

Les réserves de conversion sont générées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004, le Groupe ayant pris l'option de les mettre à zéro à cette date conformément à IFRS 1.

Les réserves de conversion incluent la variation de change cumulée des filiales contrôlées ainsi que des coentreprises et entités associées.

Principaux écarts de conversion au 31 décembre 2021 déterminés sur les sociétés étrangères dont les états financiers sont exprimés en :

Devises	31/12/2020 retraité	Flux 2021	31/12/2021
Livre sterling	12	-	<b>12</b>
Dollar Australien	10	(2)	<b>8</b>
Franc suisse	-	4	<b>4</b>
Dollar de Singapour	4	(1)	<b>3</b>
Dollar Canadien	-	(1)	<b>(1)</b>
Dollar de Hong Kong	(9)	7	<b>(2)</b>
Dollar US	(6)	(1)	<b>(7)</b>
Autres devises	(7)	-	<b>(7)</b>
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>10</b>

## NOTE 6. PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES

## 6.1. PROVISIONS NON COURANTES

	Avantages au personnel	Litiges et contentieux	Garanties données SAV	Risques sur participations	Risques divers étranger	Autres provisions non courantes	Total
<b>01/01/2020 retraité</b>	<b>339</b>	<b>83</b>	<b>310</b>	<b>36</b>	<b>33</b>	<b>38</b>	<b>839</b>
<b>Flux 2020</b>							
Écarts de conversion	-	-	(3)	-	(2)	(1)	(6)
Virements de rubriques et autres mouvements	(1)	1	2	5	-	-	7
Changements de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes actuariels	(15)	-	-	-	-	-	(15)
Dotations	38	30	67	-	22	6	163
Reprises utilisées	(54)	(4)	(56)	-	(1)	(4)	(119)
Reprises non utilisées		(9)	(34)	(1)	(5)	(4)	(53)
<b>31/12/2020 retraité</b>	<b>307</b>	<b>101</b>	<b>286</b>	<b>40</b>	<b>47</b>	<b>35</b>	<b>816</b>
<b>Flux 2021</b>							
Écarts de conversion	3	-	5	-	2	-	10
Virements de rubriques et autres mouvements	3	3	-	3	-	1	10
Changements de périmètre	1	-	-	-	-	-	1
Gains et pertes actuariels	(6)	-	-	-	-	-	(6)
Dotations	36	24	85	-	22	15	182
Reprises utilisées	(54)	(15)	(60)	(2)	(23)	(5)	(159)
Reprises non utilisées	(1)	(22)	(24)	-	(9)	(6)	(62)
Activités détenues en vue de la vente	(113)	(18)	(25)	-	-	(7)	(163)
<b>31/12/2021</b>	<b>176</b>	<b>73</b>	<b>267</b>	<b>41</b>	<b>39</b>	<b>33</b>	<b>629</b>

## 6.2. PROVISIONS COURANTES

	Provisions risques sur chantiers terminés	Provisions charges de fin de chantier	Provisions pour pertes à terminaison	Autres provisions courantes	Total
<b>31/12/2019</b>	<b>76</b>	<b>237</b>	<b>292</b>	<b>137</b>	<b>742</b>
<b>Flux 2020</b>					
Écarts de conversion	(1)	(7)	-	(6)	(14)
Virements de rubriques et autres mouvements	-	(1)	(1)	-	(2)
Changements de périmètre	-	-	-	-	-
Dotations	29	131	122	66	348
Reprises utilisées	(8)	(85)	(61)	(37)	(191)
Reprises non utilisées	(23)	(50)	(26)	(15)	(114)
<b>31/12/2020</b>	<b>73</b>	<b>225</b>	<b>326</b>	<b>145</b>	<b>769</b>
<b>Flux 2021</b>					
Écarts de conversion	3	7	8	2	20
Virements de rubriques et autres mouvements	(2)	24		-	22
Changements de périmètre	-	-	3	-	3
Dotations	28	186	114	58	386
Reprises utilisées	(5)	(125)	(55)	(36)	(221)
Reprises non utilisées	(21)	(63)	(38)	(29)	(151)
Activités détenues en vue de la vente	(3)	(65)	(45)	(33)	(146)
<b>31/12/2021</b>	<b>73</b>	<b>189</b>	<b>313</b>	<b>107</b>	<b>682</b>

## NOTE 7. ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

## 7.1. ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

Évolution des impôts différés au bilan consolidé	31/12/2020 retraité	Flux 2021		Activités détenues en vue de la vente	31/12/2021
		Charges nettes	Autres flux		
Impôts différés Actif	72	(11)	7	(11)	57

## 7.2. RÉPARTITION DES IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIF PAR ACTIVITÉ

	Actif d'impôt différé 31/12/2020 retraité	Changements de périmètre	Écart de conversion	Flux 2021		Autres mouvements	Activités détenues en vue de la vente	Actif d'impôt différé 31/12/2021
				Produits	Charges			
<b>A. Défis fiscaux</b>								
BTP	-	-	-	1	-	-	-	1
Énergies et Services	14	-	-	-	(4)	-	(10)	-
<b>Sous-total</b>	<b>14</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>(4)</b>	<b>-</b>	<b>(10)</b>	<b>1</b>
<b>B. Différences temporaires<sup>(1)</sup></b>								
BTP	49	-	-	6	(6)	7	-	56
Énergies et Services	9	1	-	-	(8)	(1)	(1)	-
<b>Sous-total</b>	<b>58</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>(14)</b>	<b>6</b>	<b>(1)</b>	<b>56</b>
<b>Total IDA</b>	<b>72</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>7</b>	<b>(18)</b>	<b>6</b>	<b>(11)</b>	<b>57</b>

(1) Liées aux décalages fiscaux et retraitements de consolidation.

## 7.3. PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

Évolution des impôts différés au bilan consolidé	31/12/2020 retraité	Flux 2021		Activités détenues en vue de la vente	31/12/2021
		Charges nettes	Autres flux		
Impôts différés Passif	23	2	-	(1)	24

## 7.4. RÉPARTITION DES IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIF PAR ACTIVITÉ

	Passif d'impôt différé 31/12/2020 retraité	Changements de périmètre	Écart de conversion	Flux 2021		Autres mouvements	Activités détenues en vue de la vente	Passif d'impôt différé 31/12/2021
				Produits	Charges			
<b>A. Défis fiscaux</b>								
BTP	(1)	-	-	-	1	-	-	-
Énergies et Services	(1)	-	-	-	1	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>(2)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>B. Différences temporaires<sup>(1)</sup></b>								
BTP	20	-	-	-	4	-	-	24
Énergies et Services	5	-	-	(4)	-	-	(1)	-
<b>Sous-total</b>	<b>25</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(4)</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>(1)</b>	<b>24</b>
<b>Total IDP</b>	<b>23</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(4)</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>(1)</b>	<b>24</b>

(1) Liées aux décalages fiscaux et retraitements de consolidation.

## 7.5. PRINCIPALES SOURCES D'IMPÔTS DIFFÉRÉS PAR NATURE

	31/12/2021	31/12/2020 retraité
<b>Impôts différés Actif</b>	<b>57</b>	<b>72</b>
Avantages au personnel	33	38
Provisions fiscalement non déductibles temporairement	26	36
Déficits fiscaux	1	14
Autres sources d'IDA	(3)	(16)
<b>Impôts différés Passif</b>	<b>24</b>	<b>23</b>
<b>Total</b>	<b>33</b>	<b>49</b>

## 7.6. DÉLAI DE RÉCUPÉRATION ESTIMÉ DES ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

31 décembre 2021	Moins de 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
<b>Impôts différés Actif</b>	<b>28</b>	<b>8</b>	<b>21</b>	<b>57</b>

## 7.7. ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ NON COMPTABILISÉS

Compte tenu de leur faible probabilité de récupération, certains actifs d'impôt différé sont non comptabilisés à fin 2021. Il s'agit essentiellement de déficits fiscaux générés à l'étranger ou en France.

	31/12/2021	31/12/2020 retraité
Régime d'intégration fiscale groupe Bouygues	75	81
Autres actifs	343	355
<b>Total</b>	<b>418</b>	<b>436</b>

## NOTE 8. DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES ET COURANTES

### 8.1. RÉPARTITION DES EMPRUNTS PORTANT INTÉRÊTS PAR ÉCHÉANCE

	Dettes financières courantes		Dettes financières non courantes						Total 31/12/2021	Total 31/12/2020
	0 à 3 mois	3 à 12 mois	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	5 à 6 ans	6 ans et plus		
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1	1	-	-	-	-	-	-	2	8
Emprunts et dettes financières divers	-	3	1	1	3	2	4	16	30	31
Emprunt Uniservice	-	-	239	70	475	70	-	-	854	1 037
<b>Total emprunts portant intérêt</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>240</b>	<b>71</b>	<b>478</b>	<b>72</b>	<b>4</b>	<b>16</b>	<b>886</b>	<b>-</b>
<b>Total 31/12/2020</b>	<b>3</b>	<b>8</b>	<b>14</b>	<b>530</b>	<b>21</b>	<b>480</b>	<b>3</b>	<b>17</b>	<b>-</b>	<b>1 076</b>

Les dettes financières comptabilisées au bilan au 31 décembre 2021 incluent 561 Meur de dettes financières souscrites par Bouygues Construction SA pour le compte du pôle Energies et Services. Seuls 4 Meur de dettes financières du pôle Energies et Services vis-à-vis des tiers hors groupe ont été reclassés en actifs et passifs des activités détenues en vue de la vente selon la norme IFRS 5.

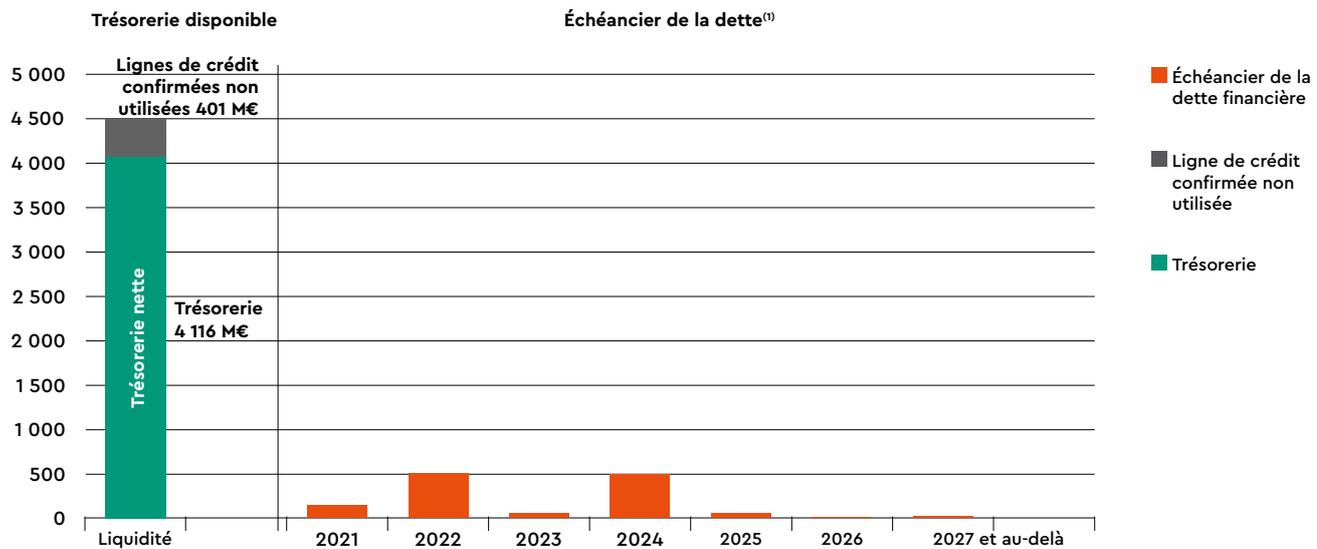
### 8.2. LIGNES DE CRÉDIT CONFIRMÉES/UTILISÉES

	Lignes confirmées – Échéances				Lignes utilisées – Échéances			
	Moins d'un an	D'un an à cinq ans	Au-delà	Total	Moins d'un an	D'un an à cinq ans	Au-delà	Total
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2	-	-	2	2	-	-	2
Emprunts et dettes financières diverses	3	7	20	30	3	7	20	30
Emprunt Uniservice <sup>(1)</sup>	150	1 105	-	1 255	-	854	-	854
<b>Total</b>	<b>155</b>	<b>1 112</b>	<b>20</b>	<b>1 287</b>	<b>5</b>	<b>861</b>	<b>20</b>	<b>886</b>

(1) Lignes de crédit confirmées et non utilisées : 401 M€.

### 8.3. LIQUIDITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2020

Au 31 décembre 2021, la trésorerie nette s'élève à 4 116 M€ auxquels s'ajoute un montant de 401 M€ de lignes de crédit confirmées et non utilisées à cette date.



(1) Dettes financières non courantes (881) M€ et dettes financières courantes (5) M€.

Le Groupe n'est donc pas exposé à un risque de liquidité.

Les crédits bancaires contractés par le groupe Bouygues Construction ne comportent aucun covenant financier ni aucun *trigger event*.

### 8.4. RÉPARTITION DE LA DETTE FINANCIÈRE COURANTE ET NON COURANTE PAR NATURE DE TAUX

Répartition de la dette financière courante et non courante, après prise en compte de l'ensemble des opérations de couverture de taux non échues à la clôture de l'exercice :

En pourcentage	31/12/2021	31/12/2020
Dettes à taux fixe <sup>(1)</sup>	-	-
Dettes à taux variable	100 %	100 %

(1) Dettes à taux fixe pour plus d'un an.

### 8.5. RÉPARTITION DE LA DETTE FINANCIÈRE PAR DEVISES

	Zone Europe				Dollar Canadien	Dollar US	Dollar Australien	Dollar de Hong Kong	Dollar de Singapour	Autres devises	Total
	Euro	Livre Sterling	Franc Suisse	Autres devises Europe							
<b>Non courant 31/12/2021</b>	45	55	495	20	99	97	62	8	-	-	881
<b>Courant 31/12/2021</b>	-	-	1	-	-	-	-	-	-	4	5
Non courant 31/12/2020	46	120	592	19	110	93	61	7	-	17	1 065
Courant 31/12/2020	-	-	-	-	-	-	-	-	1	10	11

Au 31 décembre 2021, les dettes financières souscrites par Bouygues Construction SA pour le compte du pôle Energies et Services se décomposent par devise de la manière suivante :

	Zone Europe		Dollar Canadien	Total
	Livre Sterling	Franc Suisse		
<b>Non courant 31/12/2021</b>	41	421	99	561
<b>Courant 31/12/2021</b>	-	-	-	-

## NOTE 9. PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE VARIATION DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET

## 9.1. VARIATIONS DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET

	31/12/2020	Flux de trésorerie	Flux de Trésorerie des activités abandonnées	Changements de périmètre	Écarts de conversion	Variation des justes valeurs	Autres variations	Activités détenues en vue de la vente	31/12/2021
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 582	(311)	597	-	91	-	(3)	(482)	<b>4 474</b>
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	(363)	(32)	(150)	(1)	1	-	-	187	<b>(358)</b>
<b>Trésorerie nette (A)</b>	<b>4 219</b>	<b>343<sup>(1)</sup></b>	<b>447<sup>(1)</sup></b>	<b>(1)<sup>(1)</sup></b>	<b>92<sup>(1)</sup></b>	<sup>(1)</sup>	<b>(3)<sup>(1)</sup></b>	<b>(295)<sup>(1)</sup></b>	<b>4 116</b>
Dettes financières non courantes	(1 065)	542 <sup>(2)</sup>	311	(1)	(50)	-	-	4	<b>(881)</b>
Dettes financières courantes	(11)	1 <sup>(2)</sup>	5	-	-	-	-	-	<b>(5)</b>
Instruments financiers – couverture des dettes financières	-	-	-	-	-	-	-	-	<b>-</b>
<b>Endettement financier brut (B)</b>	<b>(1 076)</b>	<b>543</b>	<b>(306)</b>	<b>(1)</b>	<b>(50)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>(886)</b>
<b>Excédent financier net (A) + (B)</b>	<b>3 143</b>	<b>200</b>	<b>141</b>	<b>(2)</b>	<b>42</b>	<b>-</b>	<b>(3)</b>	<b>(291)</b>	<b>3 230</b>

(1) Flux nets de trésorerie sur l'exercice 2021 de (103) millions d'euros analysés au tableau des flux de trésorerie.

(2) Flux nets de trésorerie lié aux dettes financières courantes et non courantes sur l'exercice 2021 de 543 millions d'euros analysés au tableau des flux de trésorerie – se décomposant en une diminution de l'endettement financier brut de 561 millions d'euros et une augmentation de 18 millions d'euros.

La trésorerie nette comptabilisée au bilan au 31 décembre 2021 inclut 868 Meur de trésorerie nette que le pôle Energies et Services a placé dans les filiales de trésorerie du groupe Bouygues Construction. Les dettes financières comptabilisées au bilan au 31 décembre 2021 incluent 561 Meur de dettes financières souscrites par Bouygues Construction SA pour le compte du pôle Energies et Services. Par conséquent, l'excédent financier net des activités poursuivies au 31 décembre 2021 (3 230 Meur), tel que comptabilisé selon IFRS 5, inclut 307 Meur d'excédent financier net provenant du pôle Energies et Services.

## 9.2. PRINCIPALES VARIATIONS DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET AU COURS DE L'EXERCICE 2021

<b>Excédent financier net au 31/12/2020</b>	<b>3 143</b>
Générées par l'activité	<b>554</b>
Liées aux opérations d'investissement	<b>(157)</b>
Dividendes versés	<b>(154)</b>
Produit de l'excédent financier net et charges d'intérêts sur obligations locatives	<b>3</b>
Changements de périmètre sur l'endettement financier brut	<b>(1)</b>
Change sur la trésorerie nette et l'endettement financier brut	<b>42</b>
Remboursement des obligations locatives	<b>(48)</b>
Cession titres sans perte de contrôle	<b>-</b>
Autres	<b>(1)</b>
Flux de trésorerie des activités abandonnées et reclassement des activités détenues en vue de la vente	<b>(151)</b>
<b>Excédent financier net au 31/12/2021</b>	<b>3 230</b>

## NOTE 10. OBLIGATIONS LOCATIVES NON COURANTES ET COURANTES

### 10.1. RÉPARTITION DES OBLIGATIONS LOCATIVES NON COURANTES ET COURANTES PAR ÉCHÉANCE

	Obligations locatives courantes			Obligations locatives non courantes						Total échéance à plus d'un an
	0 à 3 mois	3 à 12 mois	Total échéance à moins d'un an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	5 à 6 ans	6 ans et plus	
<b>Total 31/12/2021</b>	<b>9</b>	<b>28</b>	<b>37</b>	<b>31</b>	<b>21</b>	<b>18</b>	<b>15</b>	<b>8</b>	<b>13</b>	<b>106</b>
Total 31/12/2020	18	54	<b>72</b>	53	41	31	25	21	26	<b>197</b>

### 10.2. VARIATION DES OBLIGATIONS LOCATIVES NON COURANTES ET COURANTES

	31/12/2020	Écarts de conversion	Changements de périmètre	Loyers versés	Nouveaux contrats, modifications de contrats et autres mouvements liés aux contrats de location	Activités détenues en vue de la vente	31/12/2021
Obligations locatives non courantes	197	6	2	-	(23)	(76)	<b>106</b>
Obligations locatives courantes	72	2	-	(76)	64	(25)	<b>37</b>
<b>Total obligations locatives</b>	<b>269</b>	<b>8</b>	<b>2</b>	<b>(76)</b>	<b>41</b>	<b>(101)</b>	<b>143</b>

## NOTE 11. AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIFS COURANTS

	31/12/2021	31/12/2020
<b>Impôts courants</b>	<b>75</b>	<b>83</b>
<b>Fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>2 133</b>	<b>2 921</b>
<b>Passifs sur contrats clients</b>	<b>2 004</b>	<b>2 633</b>
<b>Autres passifs courants</b>	<b>1 445</b>	<b>1 760</b>
• Dettes personnel et organismes sociaux	<b>398</b>	485
• État et collectivités publiques	<b>444</b>	617
• Autres dettes courantes	<b>603</b>	658
<b>Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque</b>	<b>358</b>	<b>363</b>

Les concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque comptabilisés au bilan au 31 décembre 2021 incluent 10 Meur que les filiales de trésorerie du groupe Bouygues Construction ont prêté au pôle Energies et Services, ces dernières restant incluses dans les activités poursuivies. Seuls 187 Meur de concours bancaires courants et soldes créditeurs du pôle Energies et Services vis-à-vis des tiers hors groupe ont été reclassés en actifs et passifs des activités détenues en vue de la vente selon la norme IFRS 5.

## 11.1. PASSIFS SUR CONTRATS CLIENTS

	31/12/2020	Flux 2021				31/12/2021
		Écarts de conversion	Changements de périmètre et autres mouvements	Variations liées à l'activité	Activités détenues en vue de la vente	
Avances et acomptes reçus sur commandes	701	10	1	(82)	(144)	<b>486</b>
Écarts liés à l'avancement des contrats	1 932	49	-	139	(602)	<b>1 518</b>
<b>Total passifs sur contrats clients</b>	<b>2 633</b>	<b>59</b>	<b>1</b>	<b>57</b>	<b>(746)</b>	<b>2 004</b>

## 11.2. CONCOURS BANCAIRES COURANTS ET SOLDES CRÉDITEURS DE BANQUE

	Euro	Livre Sterling	Franc Suisse	Autres devises Europe	Dollar Hong Kong	Dollar Canadien	Dollar Singapour	Dollar US	Dollar Australien	Autres devises <sup>(1)</sup>	Total
<b>Répartition par devises au 31/12/2021</b>	<b>165</b>	<b>56</b>	<b>32</b>	<b>4</b>	<b>61</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>33</b>	<b>358</b>
Répartition par devises au 31/12/2020	79	19	150	1	58	6	2	-	-	48	<b>363</b>

(1) Les autres devises concernent principalement le Franc CFA pour 19 millions d'euros en 2021 et pour 22 millions d'euros en 2020.

Au 31 décembre 2021, les concours bancaires courants que les filiales de trésorerie du groupe Bouygues Construction ont prêté au pôle Energies et Services se décomposent par devise de la manière suivante :

	Euro	Livre Sterling	Total
<b>Répartition par devises au 31/12/2021</b>	<b>1</b>	<b>9</b>	<b>10</b>

## NOTE 12. CHIFFRE D'AFFAIRES

### 12.1. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES ENTRE LA FRANCE ET L'INTERNATIONAL

L'analyse du chiffre d'affaires par zone géographique est présentée en fonction du lieu de réalisation du chiffre d'affaires.

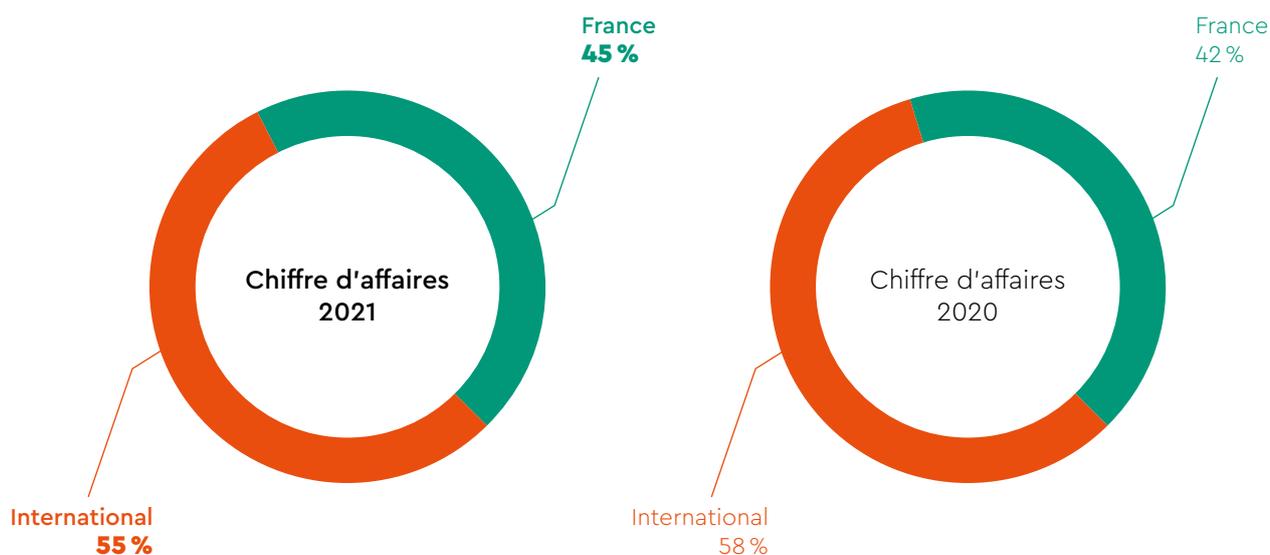
Activité	Année 2021		
	France	International	Total
Chiffres d'affaires	3 998	4 902	8 900

Activité	Année 2020 retraitée		
	France	International	Total
Chiffres d'affaires	3 604	4 893	8 497
% d'évolution 2021/2020	11 %	0 %	5 %

Au titre des exercices 2021 et 2020, il n'existe pas de contrat d'échange de biens ou de services significatif et aucun revenu significatif ne repose sur une obligation de performance antérieure à l'année en cours.

### PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



## 12.2. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

	Chiffre d'affaires 2021		Chiffre d'affaires 2020 retraité	
	Total	%	Total	%
France	3 998	44,9 %	3 604	42,4 %
Union européenne (27 membres)	320	3,7 %	241	2,8 %
Autres pays d'Europe	2 023	22,7 %	1 733	20,4 %
Afrique	358	4,0 %	365	4,3 %
Moyen-Orient	26	0,3 %	70	0,8 %
Amériques	330	3,7 %	388	4,6 %
Asie / Pacifique / Océanie	1 845	20,7 %	2 096	24,7 %
<b>Total</b>	<b>8 900</b>	<b>100,0 %</b>	<b>8 497</b>	<b>100,0 %</b>

Le chiffre d'affaires des activités poursuivies réalisé en 2021 au sein des autres pays européens est constitué pour 71% par le Royaume-Uni. Il s'agit d'une activité réalisée localement et qui n'est pas exposée de manière significative aux aléas affectant les importations et les exportations.

## 12.3. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR NATURE DE MARCHÉS

En pourcentage	2021			2020 retraité		
	France	International	Ensemble	France	International	Ensemble
Marchés publics <sup>(1)</sup>	40 %	34 %	37 %	38 %	40 %	39 %
Marchés privés	60 %	66 %	63 %	62 %	60 %	61 %

(1) Chiffre d'affaires facturé directement aux services de l'État, collectivités locales et entreprises publiques en France et à l'étranger.

## 12.4. CARNET DE COMMANDES

	31/12/2020	Flux 2021				31/12/2021
		Écarts de conversion	Changements de périmètre et autres mouvements	Prises de commandes	Chiffre d'affaires comptabilisé	
<b>Total du carnet de commandes</b>	<b>21 987</b>	<b>161</b>	<b>287</b>	<b>11 094</b>	<b>(12 770)</b>	<b>20 759</b>
dont maturité inférieure à 1 an	9 748	-	-	-	-	9 679
dont maturité comprise entre 1 et 5 ans	9 553	-	-	-	-	9 018
dont maturité supérieure à 5 ans	2 686	-	-	-	-	2 062

Le carnet de commandes représente le volume d'activité traitée restant à réaliser pour les opérations ayant fait l'objet d'une prise de commande ferme, c'est-à-dire dont le contrat a été signé et est entré en vigueur (après l'obtention de l'ordre de service et la levée des conditions suspensives).

Le carnet de commandes en 2021 des activités détenues en vue de la vente s'élève à 6 722 M€.

## NOTE 13. RÉSULTAT OPÉRATIONNEL ET EBITDA APRÈS LOYER

### 13.1. RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

	2021	2020 retraité
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>234</b>	<b>137</b>
Autres produits opérationnels	-	-
Autres charges opérationnelles	-	(8)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>234</b>	<b>129</b>
<b>Taux de marge (% CA) ROC</b>	<b>2,6 %</b>	<b>1,6 %</b>

Le résultat opérationnel courant 2021 intègre une charge de loyers de 229 millions d'euros qui comprend les loyers relatifs aux contrats de location exemptés de l'application d'IFRS 16 (note 2.4.2.1 de l'annexe). Les composantes non locatives (prestations de services) sont enregistrées en « Charges externes ».

### 13.2. EBITDA APRÈS LOYER

	2021	2020 retraité
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>234</b>	<b>137</b>
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(5)	(6)
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations :		
• Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(178)	(197)
• Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées	(145)	(246)
Retraitement des autres produits d'exploitation :		
• Reprises de provisions et dépréciations non utilisées et autres	181	156
<b>EBITDA après Loyer</b>	<b>371</b>	<b>418</b>

## NOTE 14. PRODUIT DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

### 14.1. DÉCOMPOSITION DU PRODUIT DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET

	2021	2020 retraité
<b>Coût de l'endettement financier brut</b>	<b>(12)</b>	<b>(11)</b>
• Charges d'intérêt nettes sur dettes financières	(12)	(11)
• Impacts des instruments financiers sur endettement financier brut	-	-
<b>Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie</b>	<b>20</b>	<b>24</b>
• Produits d'intérêt nets sur trésorerie et équivalents de trésorerie	20	24
• Impacts des instruments financiers sur trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-
<b>Produit de l'excédent financier net</b>	<b>8</b>	<b>13</b>

### 14.2. DÉCOMPOSITION DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

	2021	2020 retraité
Dividendes sur titres non consolidés	4	3
Reprises/(Dotations) financières nettes	14	8
Charges d'actualisation nettes	-	-
Variation de juste valeur des autres actifs et passifs financiers	-	-
Abandons de comptes courants, plus et moins-values sur cessions de titres non consolidés et autres actifs financiers, intérêts nets hors endettement et divers	11	3
<b>Total autres produits/(charges) financiers</b>	<b>29</b>	<b>14</b>

## NOTE 15. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

### 15.1. DÉCOMPOSITION DE LA CHARGE NETTE D'IMPÔTS

	2021			2020 retraité		
	France	Étranger	Total	France	Étranger	Total
Impositions exigibles par les administrations fiscales	(41)	(52)	(93)	(31)	(51)	(82)
Impositions différées passif <sup>(1)</sup>	(4)	-	(4)	(3)	-	(3)
Impositions différées actif <sup>(1)</sup>	-	1	1	(5)	-	(5)
Impôts sur distributions	-	(5)	(5)	-	(5)	(5)
<b>Total</b>	<b>(45)</b>	<b>(56)</b>	<b>(101)</b>	<b>(39)</b>	<b>(56)</b>	<b>(95)</b>

	2021	2020 retraité
(1) dont impôts différés afférents aux différences temporelles	(3)	(5)
dont impôts différés afférents aux déficits	-	(1)
dont impôts différés afférents à une variation du taux d'imposition	-	(2)

### 15.2. RAPPROCHEMENT ENTRE TAUX THÉORIQUE D'IMPÔT ET TAUX EFFECTIF D'IMPÔT (PREUVE D'IMPÔT)

Les différences constatées entre le taux d'imposition théorique de droit commun en vigueur en France et le taux effectif constaté en charges de l'exercice sont les suivantes :

	2021	2020 retraité
<b>Résultat net</b>	<b>284</b>	<b>154</b>
<b>Neutralisation</b>		
Impôt	101	95
Résultat des activités cédées, abandonnées ou destinées à être cédées	(111)	(108)
Résultat des coentreprises et entités associées	(8)	9
<b>RÉSULTAT DES ACTIVITÉS INTÉGRÉES POURSUIVIES AVANT IMPÔTS</b>	<b>266</b>	<b>150</b>
Taux théorique d'impôt de l'exercice en France	28,41 %	32,02 %
Effets liés à la non-reconnaissance des reports déficitaires et autres décalages temporels : création (utilisation)	12,40 %	43,52 %
Effets des différences permanentes	5,42 %	10,46 %
Impôts forfaitaires, de distribution et crédits d'impôts	5,13 %	6,88 %
Écarts de taux sur plus-values de cession	(0,44 %)	(0,08 %)
Écarts de taux d'impôt, impositions étrangères, report variable	(13,04 %)	(29,47 %)
<b>TAUX EFFECTIF D'IMPOSITION</b>	<b>37,88 %</b>	<b>63,34 %</b>

## NOTE 16. RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES ET RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION

Le résultat net des activités poursuivies par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net des activités poursuivies (part du Groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice 2021 à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle, soit 1 706 230 actions.

	2021	2020 retraité
Résultat net des activités poursuivies part du Groupe	171 M€	44 M€
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	1 706 230	1 706 230
<b>Résultat net des activités poursuivies part du Groupe par action en euros</b>	<b>100,48</b>	<b>25,87</b>

Le résultat net des activités poursuivies dilué par action est calculé par rapport au nombre moyen pondéré d'actions en circulation compte tenu de la conversion de toutes les actions potentielles pouvant avoir un effet dilutif. Le résultat est identique, il n'existe pas d'instruments dilutifs.

	2021	2020 retraité
Résultat net des activités poursuivies part du Groupe	171 M€	44 M€
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation pour la détermination du résultat net des activités poursuivies dilué par action	1 706 230	1 706 230
<b>Résultat net des activités poursuivies dilué part du Groupe par action en euros</b>	<b>100,48</b>	<b>25,87</b>

## NOTE 17. ÉLÉMENTS DES ACTIFS NON COURANTS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE ET DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Les activités du pôle Energies & Services remplissent les critères fixés par la norme IFRS 5 pour être classée dans la catégorie « Actifs ou activités détenus en vue de la vente et activités abandonnées » au 31 décembre 2021.

La présente note présente les éléments de ces activités au 31 décembre 2021.

### 17.1. RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES

	Exercice 2021
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>3 869</b>
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>117</b>
Autres produits opérationnels	-
Autres charges opérationnelles	-
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>117</b>
<b>Coût de l'endettement financier net (-)/produit de l'excédent financier net (+)</b>	<b>3</b>
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(3)
Autres produits financiers	12
Autres charges financières	(18)
Impôt	(17)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	17
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>111</b>

### 17.2. FLUX NETS DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES

	31/12/2021
Flux net de trésorerie généré par l'activité	77
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	89
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	274
Incidence des variations des cours des devises	7
Variations de la trésorerie nette	447
<b>Trésorerie nette à l'ouverture</b>	<b>716</b>
Flux nets	447
<b>Trésorerie nette à la clôture</b>	<b>1 163</b>

### 17.3. ACTIFS ET PASSIFS LIÉS AUX ACTIVITÉS DÉTENUES EN VUE DE LA VENTE

Actif	31/12/2021 net
Actif non courant	1 219
Actif courant	1 718
<b>Total des actifs ou activités détenus en vue de la vente</b>	<b>2 937</b>

Passif	31/12/2021
Passif non courant	244
Passif courant	2 109
<b>Total des passifs liés aux activités détenues en vue de la vente</b>	<b>2 353</b>

Les reclassements IFRS 5 réalisés sur le bilan au 31 décembre 2021 sont détaillés ci-dessous :

Actif	31/12/2020 net retraité <sup>a</sup>	31/12/2021 avant reclassements IFRS 5	reclassements IFRS 5	31/12/2021 net
Immobilisations corporelles	659	631	(79)	552
Droits d'utilisation des actifs loués	226	208	(100)	108
Immobilisations incorporelles	16	15	(4)	11
Goodwill	1 148	1 198	(915)	283
Coentreprises et entités associées	94	110	(84)	26
Autres actifs financiers non courants	225	243	(26)	217
Impôts différés actifs	72	68	(11)	57
<b>Actif non courant</b>	<b>2 440</b>	<b>2 473</b>	<b>(1 219)</b>	<b>1 254</b>
Stocks	268	251	(46)	205
Avances et acomptes versés sur commandes	137	116	(25)	91
Clients et comptes rattachés	1 941	1 669	(531)	1 138
Actifs sur contrats clients	1 000	1 059	(424)	635
Actifs d'impôt courants	64	63	(14)	49
Autres créances courantes	1 109	1 111	(196)	915
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 582	4 956	(482)	4 474
Instruments financiers – Couverture des dettes financières	-	-	-	-
Autres actifs financiers courants	14	14	-	14
<b>Actif courant</b>	<b>9 115</b>	<b>9 239</b>	<b>(1 718)</b>	<b>7 521</b>
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	-	-	2 937	2 937
<b>Total Actif</b>	<b>11 555</b>	<b>11 712</b>	<b>-</b>	<b>11 712</b>

Capitaux propres et passif	31/12/2020 retraité <sup>a</sup>	31/12/2021 avant reclassements IFRS 5	reclassements IFRS 5	31/12/2021
Capital social	128	128	-	128
Primes et réserves	545	545	-	545
Réserve de conversion	4	10	-	10
Actions propres détenues	-	-	-	-
Résultat net part du Groupe	152	282	-	282
<b>Capitaux propres (part du Groupe)</b>	<b>829</b>	<b>965</b>	<b>-</b>	<b>965</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	6	6	-	6
<b>Capitaux propres</b>	<b>835</b>	<b>971</b>	<b>-</b>	<b>971</b>
Dettes financières non courantes	1 065	885	(4)	881
Obligations locatives non courantes	197	182	(76)	106
Provisions non courantes	816	792	(163)	629
Impôts différés passifs	23	25	(1)	24
<b>Passif non courant</b>	<b>2 101</b>	<b>1 884</b>	<b>(244)</b>	<b>1 640</b>
Dettes financières courantes	11	5	-	5
Obligations locatives courantes	72	62	(25)	37
Passifs d'impôt courants	83	86	(11)	75
Fournisseurs et comptes rattachés	2 921	2 705	(572)	2 133
Passifs sur contrats clients	2 633	2 750	(746)	2 004
Provisions courantes	769	828	(146)	682
Autres passifs courants	1 760	1 866	(421)	1 445
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	363	545	(187)	358
Instruments financiers – Couverture des dettes financières	-	-	-	-
Autres passifs financiers courants	7	10	(1)	9
<b>Passif courant</b>	<b>8 619</b>	<b>8 857</b>	<b>(2 109)</b>	<b>6 748</b>
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente	-	-	2 353	2 353
<b>Total capitaux propres et passif</b>	<b>11 555</b>	<b>11 712</b>	<b>-</b>	<b>11 712</b>
<b>Endettement financier net (-)/excédent financier net (+)</b>	<b>3 143</b>	<b>3 521</b>	<b>(291)</b>	<b>3 230</b>

(a) Le bilan au 31 décembre 2020 a été retraité des effets de l'application des conclusions de l'IFRS IC relatives à la méthodologie du calcul de la période d'acquisition des droits prise en compte dans l'évaluation de la provision pour indemnités fin de carrière.

## NOTE 18. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les tableaux ci-après présentent au 31 décembre 2021 la somme des encours notionnels de chaque type de produits utilisé, avec répartition par maturité résiduelle et par devise.

### 18.1. COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX ET DU RISQUE DE CHANGE

#### 18.1.1. ANALYSE PAR ACTIVITÉ

	31/12/2021	31/12/2020
Achats à terme	534	443
Ventes à terme	263	328
Swaps de change	17	22
Swaps de taux	-	-
Options de taux (caps, floors)	-	-
Dérivés de matières premières	4	-
<b>Total</b>	<b>818</b>	<b>793</b>

#### 18.1.2. ANALYSE PAR ÉCHÉANCE ET PAR DEVISE D'ORIGINE

	31/12/2021													
	Date d'échéance			Total	Devise d'origine									
	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans		EUR	AUD	HRK	USD	CHF	GBP	HKD	SGD	Autres	
Achats à terme	474	60	-	534	139	259	74	5	9	3	7	25	13	
Ventes à terme	242	21	-	263	2	19	-	25	62	79	57	8	11	
Swaps de change	17	-	-	17	7	-	-	3	-	-	-	1	6	
Swaps de taux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Options de taux (caps, floors)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Dérivés de matières premières	4	-	-	4	-	4	-	-	-	-	-	-	-	
<b>Total</b>	<b>737</b>	<b>81</b>	<b>-</b>	<b>818</b>	<b>148</b>	<b>282</b>	<b>74</b>	<b>33</b>	<b>71</b>	<b>82</b>	<b>64</b>	<b>34</b>	<b>30</b>	

## 18.2. VALEUR DE MARCHÉ DES INSTRUMENTS DE COUVERTURE

31/12/2021

Dérivés à l'actif	Devise d'origine							Total	Couverture de juste valeur	Couverture de flux de trésorerie	Couverture d'investissements nets à l'étranger
	EUR	AUD	USD	GBP	CHF	SGD	Autres				
Achats à terme	-	12	-	-	-	1	1	14	-	14	-
Ventes à terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Options de taux (caps, floors)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de matières premières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total à l'actif</b>	<b>-</b>	<b>12</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>14</b>	<b>-</b>	<b>14</b>	<b>-</b>

31/12/2021

Dérivés au passif	Devise d'origine							Total	Couverture de juste valeur	Couverture de flux de trésorerie	Couverture d'investissements nets à l'étranger
	EUR	AUD	USD	GBP	CHF	SGD	Autres				
Achats à terme	(4)	-	-	-	-	-	-	(4)	-	(4)	-
Ventes à terme	-	-	(1)	(2)	(1)	-	-	(4)	-	(4)	-
Swaps de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Options de taux (caps, floors)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de matières premières	-	(1)	-	-	-	-	-	(1)	-	(1)	-
<b>Total au passif</b>	<b>(4)</b>	<b>(1)</b>	<b>(1)</b>	<b>(2)</b>	<b>(1)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(9)</b>	<b>-</b>	<b>(9)</b>	<b>-</b>
<b>Total net</b>	<b>(4)</b>	<b>11</b>	<b>(1)</b>	<b>(2)</b>	<b>(1)</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>-</b>

En cas de translation de la courbe des taux de + 1,00 % (et respectivement - 1,00 %), la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à une valeur positive de 4,3 millions d'euros (respectivement une valeur positive de 4,3 millions d'euros).

En cas de translation des cours de devises de + 1,00 % de l'euro (et respectivement de - 1,00 %) par rapport aux autres devises, la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à une valeur positive de 4,5 millions d'euros (respectivement une valeur positive de 4,1 millions d'euros).

Les calculs ont été soit effectués par le Groupe, soit obtenus de contreparties bancaires avec lesquelles les instruments financiers ont été contractés.

## NOTE 19. ENGAGEMENTS HORS BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2021

### 19.1. ENGAGEMENTS DE GARANTIE

Les engagements de garantie incluent les activités détenues en vue de la vente.

	31/12/2021	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
• Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	4	-	3	1
• Avals, cautions et garanties données <sup>(1)</sup>	67	10	57	-
<b>Total engagements de garantie donnés</b>	<b>71</b>	<b>10</b>	<b>60</b>	<b>1</b>
• Avals, cautions et garanties reçues	-	-	-	-
<b>Total engagements de garantie reçus</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Solde net</b>	<b>71</b>	<b>10</b>	<b>60</b>	<b>1</b>

(1) Le Groupe est susceptible d'accorder dans le cadre de ses opérations courantes des garanties pluriannuelles (de type garantie décennale) qui font généralement l'objet de provisions sur une base statistique au passif du bilan. Les garanties de marché accordées par les établissements financiers aux clients du Groupe constituent pour ces établissements des engagements hors bilan. Dans le cas où ces garanties pourraient donner lieu à paiement de sommes quelconques, elles feraient alors l'objet de provisions au bilan du Groupe.

### 19.2. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS DIVERS

	31/12/2021	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
• Obligations en matière de provision retraite (IFC)	-	-	-	-
• Effets non échus	-	-	-	-
• Autres	-	-	-	-
<b>Total engagements contractuels divers donnés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
• Obligations en matière de provision retraite (IFC)	-	-	-	-
• Effets non échus	-	-	-	-
• Autres	-	-	-	-
<b>Total engagements contractuels divers reçus</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Solde net</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

La présentation des engagements ci-avant n'omet pas l'existence d'engagements hors bilan significatifs, selon les normes comptables en vigueur.

## NOTE 20. EFFECTIF MOYEN ET ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

### 20.1. EFFECTIF MOYEN

	2021	2020
Cadres	10 083	9 815
Agents de maîtrise et employés	6 442	6 279
Compagnons	5 393	5 614
<b>SOUS-TOTAL EFFECTIF FRANCE</b>	<b>21 918</b>	21 708
Effectifs contrats expatriés et contrats locaux	31 384	37 324
<b>Total effectif moyen<sup>(1)</sup></b>	<b>53 302</b>	<b>59 032</b>

(1) dont 21 267 liés aux activités détenues en vue de la vente.

### 20.2. ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

#### 20.2.1. ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

	31/12/2020 retraité	Flux 2021	Activités détenues en vue de la vente	31/12/2021
Indemnités de fin de carrière (IFC)	196	(9)	(44)	143
Médailles du travail	32	-	(6)	26
Autres avantages post-emploi (pensions)	79	(9)	(63)	7
<b>Total</b>	<b>307</b>	<b>(18)</b>	<b>(113)</b>	<b>176</b>

Ces engagements font l'objet de provisions enregistrées en passif non courant.

#### 20.2.2. ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL, ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RETRAITE (AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI) HORS MÉDAILLES DU TRAVAIL

##### 20.2.2.1. Régimes à cotisations définies

	2021	2020 retraité
Montants comptabilisés en charges	139	136

Les cotisations définies indiquées ci-dessus sont celles versées aux caisses de retraites (régimes obligatoires et complémentaires).

## 20.2.2.2. Régimes à prestations définies (engagements en matière de retraite)

### a. Montants comptabilisés au bilan

	Indemnités de fin de carrière		Pensions		Total	
	31/12/21	31/12/2020 retraité	31/12/21	31/12/2020	31/12/21	31/12/2020 retraité
Valeur actualisée des obligations	143	196	304	1 039	447	1 235
Juste valeur des actifs du régime (fonds dédiés)	-	-	(360)	(1 006)	(360)	(1 006)
Plafonnement des actifs	-	-	63	43	63	43
<b>Passifs nets comptabilisés</b>	<b>143</b>	<b>196</b>	<b>7</b>	<b>76</b>	<b>150</b>	<b>272</b>
dont déficit comptabilisé en provision	143	196	7	79	150	275
dont régimes surfinancés reconnus à l'actif du bilan	-	-	-	(3)	-	(3)
Ratio : fonds dédiés/valeur actualisée des obligations	-	-	118 %	97 %	-	-

La juste valeur des actifs du régime se répartit par type de support comme suit :

	2021		2020 retraité	
Instruments de capitaux propres	75	21 %	338	33 %
Instruments de dettes	58	16 %	349	35 %
Immobilier	105	29 %	170	17 %
Fonds de placement	-	0 %	18	2 %
Liquidités	9	3 %	16	2 %
Autres	113	31 %	115	11 %
<b>Total</b>	<b>360</b>	<b>100 %</b>	<b>1 006</b>	<b>100 %</b>

### b. Variations des éléments du bilan (provisions non courantes)

	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	2021	2020 retraité	2021	2020
<b>Ouverture</b>	<b>196</b>	188	<b>76</b>	119
Coûts des services rendus et passés	12	12	21	23
Charges d'intérêts	1	1	1	1
<b>Charge totale reconnue</b>	<b>13</b>	13	<b>22</b>	24
Reprises utilisées (prestations servies et cotisations versées)	(18)	(18)	(34)	(35)
Écarts de conversion	-	-	-	-
Changements de périmètre	1	-	-	-
Écarts actuariels comptabilisés dans les capitaux propres	(5)	13	3	(35)
Virement de rubrique et autres mouvements	-	-	3	3
Activités détenues en vue de la vente	(44)	-	(63)	-
<b>Clôture</b>	<b>143</b>	196	<b>7</b>	76
dont déficit comptabilisé en provision	143	196	7	79
dont régimes surfinancés reconnus à l'actif du bilan	-	-	-	(3)

Les écarts actuariels comprennent :

	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	2021	2020 retraité	2021	2020 retraité
<b>Détail des écarts actuariels comptabilisés dans les capitaux propres</b>				
Effet des changements d'hypothèses démographiques	(11)	(11)	(22)	(91)
Effet des changements d'hypothèses financières	(9)	7	(8)	38
Effet des ajustements issus de l'expérience	15	17	(4)	13
Rendement des actifs à l'exclusion des produits financiers	-	-	(85)	(32)
Effet du plafonnement des actifs	-	-	122	37
<b>Total</b>	<b>(5)</b>	<b>13</b>	<b>3</b>	<b>(35)</b>

### c. Répartition par zone géographique au 31 décembre 2021

	France et DOM	Union Européenne	Autres pays européens	Total
<b>Provisions non courantes (bilan) :</b>				
• indemnités de fin de carrière	143	-	-	<b>143</b>
• pensions	-	7	-	<b>7</b>
<b>Provisions reconnues au passif du bilan</b>	<b>143</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>150</b>
Régimes surfinancés reconnus à l'actif du bilan	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>143</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>150</b>

### d. Principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

	2021	2020
<b>Taux d'actualisation :</b>		
Indemnités de fin de carrière	1,01 % (iboxx € corporate A10+)	0,60 % (iboxx € corporate A10+)
Pensions	0,2 % à 1 %	0,15 % à 6,00 %
<b>Augmentation future des salaires :</b>		
Indemnités de fin de carrière	1,30 % à 3,60 %	1,2 % à 3,80 %
Pensions	1 % à 2,5 %	0 % à 2,95 %

Les autres hypothèses actuarielles locales (économiques et démographiques) ont été fixées selon les spécificités de chacun des pays concernés.

L'impact d'une hausse ou d'une baisse complémentaire des taux d'actualisation en France et à l'internationale sur les engagements est présenté ci-dessous :

	Hypothèse	Hausse	Baisse
Indemnités de fin de carrière (France)	50 points de base	(7)	7
Pensions (International)	20 points de base	-	-

Ces impacts seraient également appréhendés dans l'état consolidé des charges et produits comptabilisés.

## NOTE 21. INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES

Les transactions du Groupe avec les parties liées concernent essentiellement :

- Les rémunérations et avantages alloués aux membres des organes d'administration et de direction.
- Les opérations commerciales et financières avec les sociétés du groupe Bouygues et les sociétés sur lesquelles Bouygues Construction exerce un contrôle conjoint ou une influence notable.

### Identités des parties liées :

- Parties liées en amont : Bouygues SA et autres sociétés détenues par Bouygues SA.
- Activités conjointes : principalement des sociétés en participations de travaux.
- Co-entreprises et entités associées.
- Autres parties liées : essentiellement les transactions avec des sociétés non consolidées détenues par Bouygues Construction.

### 21.1. INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES

Les informations sur les parties liées incluent les activités détenues en vue de la vente.

	Charges		Produits		Créances		Dettes	
	2021	2020	2021	2020	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2020
Parties liées en amont	(133)	(128)	114	113	4 163 <sup>(1)</sup>	3 718	1 239	1 313
Activités conjointes	(90)	(119)	355	225	243	239	451	389
Coentreprises et entités associées	(61)	(46)	122	102	51	49	105	38
Autres parties liées	-	(4)	107	61	53	51	24	29
<b>Total</b>	<b>(284)</b>	<b>(297)</b>	<b>698</b>	<b>501</b>	<b>4 510</b>	<b>4 057</b>	<b>1 819</b>	<b>1 769</b>
Échéances < 1 an	-	-	-	-	4 442	3 997	965	732
Échéances > 1 an < 5 ans	-	-	-	-	26	23	854	1 037
Échéances > 5 ans	-	-	-	-	42	37	-	-
Dont dépréciation de créances	-	-	-	-	56	57	-	-

(1) dont Bouygues Relais 2 433 M€ ; Uniservice 1 698 M€.

Les engagements hors bilan présentés en note 19 de la présente annexe n'incluent aucun engagement envers les parties liées.

### 21.2. INFORMATIONS SUR LES RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES ALLOUÉS AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

La rémunération des principaux dirigeants concerne les membres du Comité exécutif composé de neuf membres présents au 31 décembre 2021.

**Rémunérations directes :** elles s'élèvent à 7 037 K€ dont 4 661 K€ de rémunération de base et 2 376 K€ liée aux performances réalisées en 2020.

**Avantages à court terme :** néant.

**Avantages postérieurs à l'emploi :** les membres du Comité de direction générale du Groupe bénéficient d'un régime de retraite complémentaire externalisé auprès d'une compagnie d'assurances. La contribution versée en 2021 au fonds d'actifs constitué par la compagnie d'assurances s'est élevée à 676 K€.

**Avantages à long terme :** néant.

**Indemnités de fin de contrat :** elles s'élèvent à 3 068 K€ à fin 2021, y compris les indemnités de fin de carrière.

**Païement en actions :** le nombre de titres attribués au 2 juin 2021 (stock-options) est de 174 000 au cours de levée de 34,157 €.

La date minimale d'exercice est le 3 juin 2023.

## NOTE 22. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

### 22.1. INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE DES FILIALES ACQUISES OU CÉDÉES

Présentation nette par activité des flux de trésorerie résultant des acquisitions et des cessions de sociétés consolidées.

Sur l'exercice 2020 et sur l'exercice 2021, il n'y a eu aucune acquisition ou cession de société consolidée des activités poursuivies supérieure à 1 M€.

### 22.2. DÉTERMINATION DE LA VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ

	2021	2020 retraité
<b>Actif</b>		
Stocks	17	(14)
Avances et acomptes versés sur commandes	20	23
Clients et comptes rattachés	223	117
Actifs sur contrats clients	64	41
Autres créances courantes et actifs financiers courants	60	(82)
<b>Sous-total <sup>(1)</sup></b>	<b>384</b>	85
<b>Passif</b>		
Fournisseurs et comptes rattachés	(240)	(139)
Passifs sur contrats clients	(29)	(68)
Provisions courantes	10	74
Autres dettes courantes et passifs financiers courants	146	205
<b>Sous-total <sup>(2)</sup></b>	<b>(113)</b>	72
<b>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</b>	<b>271</b>	157

(1) Actif = Diminution (Augmentation)

(2) Passif = (Diminution) Augmentation

## NOTE 23. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leur réseau, en charge des contrôles des comptes consolidés de Bouygues Construction et sociétés faisant l'objet d'une intégration, affectés en compte de résultat consolidé au 31 décembre 2021 (en milliers d'euros).

	Réseau Mazars			Réseau Ernst & Young			Autres réseaux			Total charge	
	2021	%	2020	2021	%	2020	2021	%	2020	2021	2020
<b>A. Audit</b>											
Commissariat aux comptes certification, examen des comptes individuels et consolidés	2 647	96 %	2 360	3 479	97 %	4 273	286	12 %	135	6 412	6 768
Missions accessoires	33	1 %	31	6		14	(421)	(18 %)	1 365	(382)	1 410
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>2 680</b>	<b>98 %</b>	<b>2 391</b>	<b>3 485</b>	<b>97 %</b>	<b>4 287</b>	<b>(135)</b>	<b>(6 %)</b>	<b>1 500</b>	<b>6 030</b>	<b>8 178</b>
<b>B. Autres prestations</b>											
Juridique, fiscal, social	36	1 %	50	102	3 %	201	1 641	71 %	871	1 779	1 122
Autres	34	1 %	-	4	0 %	-	797	35 %	1 523	835	1 523
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>70</b>	<b>3 %</b>	<b>50</b>	<b>106</b>	<b>3 %</b>	<b>201</b>	<b>2 438</b>	<b>106 %</b>	<b>2 394</b>	<b>2 614</b>	<b>2 645</b>
<b>Total charge d'honoraires</b>	<b>2 750</b>	<b>100 %</b>	<b>2 441</b>	<b>3 591</b>	<b>100 %</b>	<b>4 488</b>	<b>2 303</b>	<b>100 %</b>	<b>3 894</b>	<b>8 644</b>	<b>10 823</b>

## NOTE 24. LISTE DES PRINCIPALES ENTITÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2021

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			2021	2020	2021	2020
<b>INTÉGRATION GLOBALE</b>						
<b>1 - Bouygues Construction</b>						
Bouygues Construction	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
<b>FRANCE</b>						
Bouygues Construction Relais SNC	Guyancourt	France	99,50 %	99,50 %	99,50 %	99,50 %
Challenger Investissement	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Challenger SNC	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construction Matériel SNC	Tourville-la-Rivière	France	99,93 %	99,93 %	100,00 %	100,00 %
Gie Bouygues Construction Purchasing	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construction IT	Guyancourt	France	98,98 %	98,98 %	99,00 %	99,00 %
Bouygues Construction Middle East	Guyancourt	France	99,99 %	99,99 %	100,00 %	100,00 %
<b>ÉTRANGER</b>						
Bypar SARL	Luxembourg	Luxembourg	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
<b>2 - Bouygues Bâtiment France Europe</b>						
Bouygues Bâtiment Île-de-France	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
<b>FRANCE</b>						
Bouygues Construction Central Europe	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Île-de-France PPP	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Brezillon	Margny-lès-Compiègne	France	100,00 %	99,35 %	100,00 %	99,36 %
Élan SARL	Guyancourt	France	99,99 %	99,99 %	99,99 %	99,99 %
Linkcity Île-de-France	Guyancourt	France	99,99 %	99,99 %	99,99 %	99,99 %
Linkcity Centre Sud-Ouest	Lormont	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Linkcity Nord-Est	Nancy	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Linkcity Sud-Est	Lyon	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Linkcity Grand Ouest	Rouen	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Centre Sud-Ouest	Lormont	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Sud-Est	Lyon	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Grand Ouest	Nantes	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Nord-Est	Villeneuve d'Ascq	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
<b>ÉTRANGER</b>						
Acieroid	Barcelone	Espagne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Belgium	Bruxelles	Belgique	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues UK Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
By Development Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Karmar	Varsovie	Pologne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Linkcity Poland	Varsovie	Pologne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Losinger Marazzi AG	Berne	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Vces Holding SRO et ses filiales	Prague	Rép. Tchèque	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
RJ Richelmi	Monaco	Monaco	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
<b>3 - Bouygues Bâtiment International</b>						
Bouygues Bâtiment International	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
<b>ÉTRANGER</b>						
Americaribe LLC	Miami	États-Unis	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Americaribe Ghana	Accra	Ghana	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construction India Building Projects LLP	Mumbai	Inde	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construcción Cuba	Maribel	Cuba	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Guinée Équatoriale	Malabo	Guinée Équatoriale	99,96 %	99,96 %	99,96 %	99,96 %

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			2021	2020	2021	2020
Bouygues Bâtiment Trinidad & Tobago	Port d'Espagne	Trinité et Tobago	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construcao Brasil	São Paulo	Brésil	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construction Nigeria Ltd	Abuja	Nigéria	86,37 %	86,37 %	86,37 %	86,37 %
Bouygues Construction Ghana	Accra	Ghana	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construcciones Peru	Lima	Pérou	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Thai Ltd	Bankgok	Thaïlande	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %
Bouygues Building Canada	Vancouver	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
By Thai/VSL Australia Ltd	Bankgok	Thaïlande	92,32 %	92,32 %	99,97 %	99,97 %
Bymaro	Casablanca	Maroc	99,99 %	99,99 %	99,99 %	99,99 %
Byme Singapore Private Company Ltd	Singapour	Singapour	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Byme Usa LLC	Miami	États-Unis	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Dragages et Travaux Publics Singapore Pte Ltd	Singapour	Singapour	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Dragages Engineering and Construction Nigeria Ltd	Abuja	Nigéria	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
A.W. Edwards Pty et ses filiales	Nsw Northbrigde	Australie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Société d'études et de travaux pour l'Afrique de l'Ouest – Setao	Abidjan	Côte d'Ivoire	78,61 %	78,61 %	78,61 %	78,61 %
<b>4 – Autres Filiales BI</b>						
<b>ÉTRANGER</b>						
Byme Engineering Hong Kong Limited	Hong Kong	Chine	90,00 %	90,00 %	90,00 %	90,00 %
Dragages Hong Kong Limited	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
IEC Investments Ltd	Hong Kong	Chine	0,00 %	60,00 %	0,00 %	60,00 %
Dragages Construction Macau Ltd	Macao	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
<b>5 – Bouygues Travaux Publics</b>						
Bouygues TP	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
<b>FRANCE</b>						
DTP	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construction Services Nucléaires	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
BYTP Régions France	Balma	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Europe Fondations	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
<b>ÉTRANGER</b>						
Bouygues Construction Australia Pty Ltd	Sydney	Australie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Travaux Publics MC (Monaco)	Monaco	Monaco	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Travaux Publics Philippines	Makati	Philippines	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Civil & Building North America INC	Miami	États-Unis	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
DCW	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
DTP Côte d'Ivoire Sasu	Bouake	Côte d'Ivoire	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
DTP Mining Guinée	Kaloum-Conakry	Guinée	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Goukoto Mining Services	Bamako	Mali	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Kibali Minig Services (KMS) SPRL	Watsa Province Orientale	Rép. Démocratique Congo	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Mining and Rehandling Services (MARS)	Bamako	Mali	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Prader Losinger	Sion	Suisse	99,67 %	99,67 %	99,67 %	99,67 %
Société anonyme de Construction du Pont Riviera Marcory (SACPRM)	Abidjan	Côte d'Ivoire	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Tongonaise des Mines (TOMI)	Korhogo	Côte d'Ivoire	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Société Ivoirienne de Construction du Métro d'Abidjan (SICMA)	Abidjan	Côte d'Ivoire	99,79 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			2021	2020	2021	2020
<b>6 - VSL</b>						
VSL International Ltd	Berne	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
<b>ÉTRANGER</b>						
FT Laboratories Limited	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Intrafor Hong Kong Limited	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Construction Systems	Madrid	Espagne	99,75 %	99,75 %	99,75 %	99,75 %
VSL Civil Works Ltd	Subingen	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Engineering (China)	Hefei	Chine	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
VSL Australia Pty Ltd	Sydney	Australie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Annahutte System AG	Rapperswil-Jona	Suisse	70,00 %	69,91 %	70,00 %	70,00 %
VSL Canada	Toronto	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Egypt LLC	Le Caire	Égypte	99,00 %	99,00 %	99,00 %	99,00 %
VSL Hong Kong	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL India	Chennai	Inde	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Indonesia	Jakarta	Indonésie	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
VSL Malaysia	Kuala Lumpur	Malaisie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Mexico	Mexico D.F	Mexique	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Middle East LLC	Dubai	Émirats Arabes Unis	99,00 %	99,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Middle East Qatar	Doha	Qatar	98,00 %	98,00 %	98,00 %	98,00 %
VSL Philippines	Mandaluyong	Philippines	80,00 %	80,00 %	80,00 %	80,00 %
VSL Polska	Varsovie	Pologne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Portugal	Paço de Arcos	Portugal	99,33 %	99,33 %	99,33 %	99,33 %
VSL Saudi Arabia LLC	Riyadh	Arabie Saoudite	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Singapour	Singapour	Singapour	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Suisse	Berne	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Systems UK Limited	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Systems Manufacturer (Spain)	Madrid	Espagne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Tchequéc	Prague	Rép. Tchèque	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Thailand	Bangkok	Thaïlande	82,15 %	82,15 %	88,00 %	88,00 %
VSL Vietnam Ltd	Hô Chi Minh-Ville	Vietnam	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
<b>7 - Bouygues Energies &amp; Services</b>						
Bouygues Energies & Services	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
<b>FRANCE</b>						
Bouygues E&S Fondations	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S FM France	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S SPV Management	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Maintenance Industrielle	Feyzin	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
S.M.I Information Automatismes	Carcarès-Sainte-Croix	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Thiais Lumière	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
<b>ÉTRANGER</b>						
Byhome Limited	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Infrastructure UK	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Solutions	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Contracting UK	Holytown	Écosse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Côte d'Ivoire	Abidjan	Côte d'Ivoire	98,98 %	93,85 %	98,98 %	93,85 %
Bouygues Energies and Services Canada	Vancouver BC	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S UK	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Ireland	Dublin	Irlande	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Euroland Limited	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S FM Italia	Milan	Italie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			2021	2020	2021	2020
Gastier M.P. Inc et ses filiales	Montréal	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
ICEL Group Limited et ses filiales	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Plan Group Inc et ses filiales	Vaughan	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
BYES Solar UK Limited	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Japan	Tokyo	Japon	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
<b>8 – Kraftanlagen München</b>						
Kraftanlagen München et ses filiales	Munich	Allemagne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
<b>9 – BYES Intec</b>						
Bouygues E&S Intec Ag et ses filiales	Oltén	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Energies & Services Schweiz	Zurich	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
<b>ACTIVITÉS CONJOINTES</b>						
<b>1 – Bouygues Bâtiment France Europe</b>						
XXL Marseille SNC	Marseille	France	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
<b>2 – Bouygues Bâtiment International</b>						
Byma PTE	Singapour	Singapour	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
Byma Myanmar Ltd	Yangon	Myanmar	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
CMBI SNC	Antananarivo	Madagascar	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
<b>3 – Bouygues Travaux Publics</b>						
Société pour la réalisation du port de Tanger Méditerranée	Tanger	Maroc	66,67 %	66,67 %	66,67 %	66,67 %
TMBYS	Guyancourt	France	66,67 %	66,67 %	66,67 %	66,67 %
Oc'via Maintenance	Guyancourt	France	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %
GIE Oc'via Construction	Nîmes	France	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %
GIE L2 Construction	Marseille	France	56,50 %	56,50 %	56,50 %	56,50 %
GIE Compagnie Maritime du Littoral	Rueil-Malmaison	France	33,00 %	33,00 %	33,00 %	33,00 %
GIE Prefa Réunion	Le Port	La Réunion	33,00 %	33,00 %	33,00 %	33,00 %
GIE Viaduc du Littoral	Le Port	La Réunion	33,00 %	33,00 %	33,00 %	33,00 %
KAS 1 Limited	Saint-Helier	Jersey	49,90 %	49,90 %	49,90 %	49,90 %
Pawtucket Equipment LLC	Providence	États-Unis	65,00 %	-	65,00 %	-
<b>4 – Bouygues Energies &amp; Services</b>						
Themis FM	Boulogne-Billancourt	France	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
Evesa	Paris	France	33,00 %	33,00 %	33,00 %	33,00 %
<b>COENTREPRISES ET ENTITÉS ASSOCIÉES</b>						
<b>1 – Bouygues Construction</b>						
Consortium Stade de France	Saint-Denis	France	33,33 %	33,33 %	33,33 %	33,33 %
<b>2 – Bouygues Bâtiment France Europe</b>						
Bedford Riverside Regeneration	Bedford	Royaume-Uni	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
<b>3 – Bouygues Bâtiment International</b>						
ANFA3B2I	Casablanca	Maroc	15,00 %	15,00 %	15,00 %	15,00 %
Bouygues Construction Qatar LLC	Doha	Qatar	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %
<b>4 – Bouygues Travaux Publics</b>						
Bina Istra	Zagreb	Croatie	16,00 %	16,00 %	16,00 %	16,00 %
Bina Fincom	Zagreb	Croatie	50,70 %	50,70 %	50,70 %	50,70 %
<b>5 – VSL</b>						
GPN2	Rueil-Malmaison	France	48,00 %	48,00 %	48,00 %	48,00 %
VSL Japon	Tokyo	Japon	25,00 %	25,00 %	25,00 %	25,00 %
VSL Sistemas Especiales de Construcción	Santiago	Chili	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
<b>6 – Bouygues Energies &amp; Services</b>						
Axione	Malakoff	France	51,00 %	51,00 %	51,00 %	51,00 %
Betron/Plan Group Inc.	Ottawa	Canada	0,00 %	50,00 %	0,00 %	50,00 %

Une liste exhaustive du périmètre est disponible auprès de la Direction des Relations Investisseurs de Bouygues SA.

## NOTE 25. IMPACTS LIÉS À L'APPLICATION DE LA NORME IFRS 5 « ACTIFS NON COURANTS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES » ET DE L'INTERPRÉTATION IFRS IC RELATIVE À IAS 19 « AVANTAGES DU PERSONNEL »

Cette note présente les effets de l'application de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » et de l'interprétation IFRS IC relative à IAS 19 « Avantages au personnel » sur les états financiers 2020 du Groupe ainsi que sur les principaux indicateurs de performance.

### États financiers au 31 décembre 2020 retraités de la norme IFRS 5 et de l'interprétation IFRS IC relative à IAS 19

#### 25.1. BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF (en millions d'euros)	31/12/2020 net publié	Ajustements IFC <sup>a</sup>	31/12/2020 net retraité <sup>a</sup>
Immobilisations corporelles	659	-	659
Droits d'utilisation des actifs loués	226	-	226
Immobilisations incorporelles	16	-	16
Goodwill	1 148	-	1 148
Coentreprises et entités associées	93	1	94
Autres actifs financiers non courants	225	-	225
Impôts différés actifs	76	(4)	72
<b>Actif non courant</b>	<b>2 443</b>	<b>(3)</b>	<b>2 440</b>
Stocks	268	-	268
Avances et acomptes versés sur commandes	137	-	137
Clients et comptes rattachés	1 941	-	1 941
Actifs sur contrats clients	1 000	-	1 000
Actifs d'impôt courants	64	-	64
Autres créances courantes	1 109	-	1 109
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 582	-	4 582
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	-	-	-
Autres actifs financiers courants	14	-	14
<b>Actif courant</b>	<b>9 115</b>	<b>-</b>	<b>9 115</b>
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	-	-	-
<b>Total actif</b>	<b>11 558</b>	<b>(3)</b>	<b>11 555</b>

CAPITAUX PROPRES ET PASSIF (en millions d'euros)	31/12/2020 publié	Ajustements IFC <sup>a</sup>	31/12/2020 retraité <sup>a</sup>
Capital social	128	-	128
Primes et réserves	529	16	545
Réserve de conversion	4	-	4
Actions propres détenues	-	-	-
Résultat net part du Groupe	152	-	152
<b>Capitaux propres (part du Groupe)</b>	<b>813</b>	<b>16</b>	<b>829</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	6	-	6
<b>Capitaux propres</b>	<b>819</b>	<b>16</b>	<b>835</b>
Dettes financières non courantes	1 065	-	1 065
Obligations locatives non courantes	197	-	197
Provisions non courantes	835	(19)	816
Impôts différés passifs	23	-	23
<b>Passif non courant</b>	<b>2 120</b>	<b>(19)</b>	<b>2 101</b>
Dettes financières courantes	11	-	11
Obligations locatives courantes	72	-	72
Passifs d'impôt courants	83	-	83
Fournisseurs et comptes rattachés	2 921	-	2 921
Passifs sur contrats clients	2 633	-	2 633
Provisions courantes	769	-	769
Autres passifs courants	1 760	-	1 760
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	363	-	363
Instruments financiers – Couverture des dettes financières	-	-	-
Autres passifs financiers courants	7	-	7
<b>Passif courant</b>	<b>8 619</b>	<b>-</b>	<b>8 619</b>
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente	-	-	-
<b>Total capitaux propres et passif</b>	<b>11 558</b>	<b>(3)</b>	<b>11 555</b>
<b>Endettement financier net (-) / excédent financier net (+)</b>	<b>3 143</b>	<b>-</b>	<b>3 143</b>

(a) Le bilan au 31 décembre 2020 a été retraité des effets de l'application des conclusions de l'IFRS IC relatives à la méthodologie du calcul de la période d'acquisition des droits prise en compte dans l'évaluation de la provision pour indemnités fin de carrière.

## 25.2. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	Exercice 2020 publié	Ajustements IFRS 5	Exercice 2020 retraité
<b>Chiffre d'affaires<sup>a</sup></b>	<b>12 047</b>	<b>(3 550)</b>	<b>8 497</b>
Autres produits de l'activité	27	(9)	18
Achats consommés	(6 911)	1 846	(5 065)
Charges de personnel	(3 231)	1 255	(1 976)
Charges externes	(1 479)	324	(1 155)
Impôts et taxes	(133)	24	(109)
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(218)	21	(197)
Dotations nettes aux amortissements des droits d'utilisation des actifs loués	(95)	29	(66)
Dotations aux provisions et autres dépréciations nettes de reprises utilisées	(244)	(2)	(246)
Variation des stocks de production et de promotion immobilière	-	-	-
Autres produits d'exploitation <sup>b</sup>	629	(129)	500
Autres charges d'exploitation	(221)	157	(64)
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>171</b>	<b>(34)</b>	<b>137</b>
Autres produits opérationnels	41	(41)	-
Autres charges opérationnelles	(5)	(3)	(8)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>207</b>	<b>(78)</b>	<b>129</b>
Produits financiers	29	(1)	28
Charges financières	(16)	1	(15)
<b>Coût de l'endettement financier net (-) / Produit de l'excédent financier net (+)</b>	<b>13</b>	<b>-</b>	<b>13</b>
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(10)	4	(6)
Autres produits financiers	32	(6)	26
Autres charges financières	(23)	11	(12)
Impôt	(103)	8	(95)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	38	(47)	(9)
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>154</b>	<b>(108)</b>	<b>46</b>
Résultat net des activités abandonnées	-	108	108
<b>Résultat net</b>	<b>154</b>	<b>-</b>	<b>154</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>152</b>	<b>-</b>	<b>152</b>
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	2	-	2
<b>Résultat net part du Groupe des activités poursuivies par action (en euros)</b>	<b>89,04</b>	<b>(63,17)</b>	<b>25,87</b>
<b>Résultat net part du Groupe des activités poursuivies dilué par action (en euros)</b>	<b>89,04</b>	<b>(63,17)</b>	<b>25,87</b>

(a) dont chiffre d'affaires réalisé à l'international **7 234** (2 341) 4 893

(b) dont reprises de provisions et dépréciations non utilisées et autres **199** (43) 156

## 25.3. ÉTAT CONSOLIDÉ DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS

(en millions d'euros)	Exercice 2020 publié	Ajustements IFC	Ajustements IFRS 5	Exercice 2020 retraité
<b>Résultat net</b>	<b>154</b>	-	-	<b>154</b>
<b>Éléments non recyclables en résultat net</b>				
Écarts actuariels au titre des avantages postérieurs à l'emploi	22	1	(39)	(16)
Réévaluation des placements en instruments de capitaux propres	(3)	-	-	(3)
Impôts sur éléments non recyclables en résultat net	2	-	-	2
Quote-part des produits et charges non recyclables des coentreprises et entités associées	(1)	-	-	(1)
Éléments non recyclables relatifs aux activités abandonnées, nets d'impôts	-	-	39	39
<b>Éléments recyclables en résultat net</b>				
Écarts de conversion	(10)	-	(3)	(13)
Réévaluation des actifs de couverture	7	-	(1)	6
Impôts sur éléments recyclables en résultat net	(1)	-	-	(1)
Quote-part des produits et charges recyclables des coentreprises et entités associées	4	-	-	4
Éléments recyclables relatifs aux activités abandonnées, nets d'impôts	-	-	4	4
<b>Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>20</b>	<b>1</b>	-	<b>21</b>
<b>Produits et charges nets comptabilisés</b>	<b>174</b>	<b>1</b>	-	<b>175</b>
Produits et charges nets comptabilisés part du Groupe	172	1	-	173
Produits et charges nets comptabilisés des participations ne donnant pas le contrôle	2	-	-	2

## 25.4. ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions d'euros)	Exercice 2020 publié	Ajustements IFRS 5	Exercice 2020 retraité
<b>I – Flux de trésorerie des activités poursuivies</b>			
<b>A – FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ</b>			
Résultat net des activités poursuivies	154	(108)	46
Retraitements :			
Quote-part de résultat revenant aux coentreprises et entités associées nette des dividendes reçus	(34)	45	11
Dividendes des sociétés non consolidées	(3)	-	(3)
Dotations (reprises) aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles et aux provisions non courantes	209	(13)	196
Dotations aux amortissements, dépréciations et autres ajustements des droits d'utilisation des actifs loués	94	(28)	66
Plus et moins-values de cessions d'actifs	(32)	1	(31)
Impôt y compris dettes sur positions fiscales incertaines	103	(8)	95
Impôts décaissés	(132)	(5)	(137)
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	(4)	(1)	(5)
<b>CAF après coût de l'endettement financier net / Produit de l'excédent financier net, charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés</b>	<b>355</b>	<b>(117)</b>	<b>238</b>
Reclassement du coût de l'endettement financier net / Produit de l'excédent financier net et des charges d'intérêts sur obligations locatives	(3)	(4)	(7)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité y compris dépréciations et provisions courantes <sup>a</sup>	252	(95)	157
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>604</b>	<b>(216)</b>	<b>388</b>
<b>B – FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>			
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	(177)	17	(160)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	63	(12)	51
Dettes nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles	(7)	(1)	(8)
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés	(1)	1	-
Prix de cession des titres non consolidés et autres titres immobilisés	-	-	-
Dettes nettes sur titres non consolidés et autres titres immobilisés	-	-	-
Prix d'acquisition des activités consolidées	-	-	-
Prix de cession des activités consolidées	56	(56)	-
Dettes nettes sur activités consolidées	-	-	-
Autres variations de périmètre : trésorerie des sociétés acquises ou cédées	-	-	-
Autres flux liés aux opérations d'investissements : var. prêts, dividendes reçus sociétés non consolidées	(12)	-	(12)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>(78)</b>	<b>(51)</b>	<b>(129)</b>
<b>C – FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>			
Augmentations (réductions) de capital versées par les actionnaires et par les participations ne donnant pas le contrôle, et autres opérations entre actionnaires	-	(16)	(16)
Dividendes versés aux actionnaires de la société-mère	(325)	-	(325)
Dividendes versés par les activités consolidées aux participations ne donnant pas le contrôle	(2)	-	(2)
Variation des dettes financières courantes et non courantes	9	10	19
Remboursement des obligations locatives	(100)	29	(71)
Coût de l'endettement financier net / Produit de l'excédent financier net et charges d'intérêts sur obligations locatives	3	4	7
Autres flux liés aux opérations de financement	-	7	7
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>(415)</b>	<b>34</b>	<b>(381)</b>
<b>D – INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES</b>	<b>(96)</b>	<b>5</b>	<b>(91)</b>
<b>Variations de la trésorerie nette (A+B+C+D)</b>	<b>15</b>	<b>(228)</b>	<b>(213)</b>
<b>Trésorerie nette à l'ouverture</b>	<b>4 204</b>	<b>-</b>	<b>4 204</b>
Flux nets	15	(228)	(213)
Flux non monétaires	-	-	-
Activité détenue en vue de la vente	-	228	228
<b>Trésorerie nette à la clôture</b>	<b>4 219</b>	<b>-</b>	<b>4 219</b>
<b>II – Flux de trésorerie des activités abandonnées</b>			
<b>Trésorerie nette à l'ouverture</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>488</b>
Flux nets	-	-	228
<b>Trésorerie nette à la clôture</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>716</b>



# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'Assemblée générale de la société Bouygues Construction,

## OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Bouygues Construction relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## FONDEMENT DE L'OPINION

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

## OBSERVATIONS

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 1.1 de l'annexe aux comptes consolidés qui présente le contexte de l'application de la norme IFRS 5 relative aux activités destinées à être cédées sur les activités du pôle Energies et Services ;
- la note 2.2 de l'annexe aux comptes consolidés qui présente l'incidence de l'application des conclusions de l'IFRS IC relatives à la norme IAS 19.

## JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

- Votre groupe constate les résultats sur les contrats à long terme selon les modalités décrites dans le paragraphe « Comptabilisation des contrats de construction » de la note 2.4.3 de l'annexe aux comptes consolidés. Ces résultats sont dépendants des estimations à terminaison réalisées par votre groupe. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison de ces contrats, et à évaluer les principaux contrôles mis en œuvre par votre groupe pour mesurer les résultats à terminaison. Dans le cadre de nos travaux, nous avons apprécié la pertinence des estimations retenues.
- Votre groupe constitue des provisions pour litiges et contentieux, présentées dans les notes 2.4.2, 6.1 et 6.2 de l'annexe aux comptes consolidés, destinées à couvrir les litiges, contentieux et aléas prévisibles de ses activités. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est notamment fondée sur l'examen de la situation et des hypothèses qui sous-tendent leur évaluation.

## VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

## RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDÉS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris-La Défense, le 1<sup>er</sup> avril 2022

Les commissaires aux comptes

**Mazars**  
Gilles Rainaut

**ERNST & YOUNG Audit**  
Nicolas Pfeuty

# COMPTES INDIVIDUELS

## BILAN DE BOUYGUES CONSTRUCTION AU 31 DÉCEMBRE 2021

Actif (en millions d'euros)	31/12/2021			31/12/2020
	Brut	Amortissements & Dépréciations	Net	Net
Immobilisations incorporelles	76	71	4	5
Immobilisations corporelles	44	27	17	17
Immobilisations financières				
• Participations	1 585	43	1 541	1 330
• Autres	728	0	728	493
<b>S/Total</b>	<b>2 313</b>	<b>44</b>	<b>2 269</b>	<b>1 823</b>
<b>Actif immobilisé</b>	<b>2 432</b>	<b>142</b>	<b>2 290</b>	<b>1 846</b>
Stocks et en-cours	-	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	0	-	0	0
Clients et comptes rattachés	34	-	34	36
Autres créances	220	8	212	269
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
Disponibilités	2 452	-	2 452	2 121
<b>Actif circulant</b>	<b>2 706</b>	<b>8</b>	<b>2 698</b>	<b>2 426</b>
Comptes de régularisation et assimilés	62	-	62	120
<b>Total actif</b>	<b>5 200</b>	<b>151</b>	<b>5 050</b>	<b>4 392</b>

Passif (en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Capital social	128	128
Primes	15	15
Écart de réévaluation	-	-
Réserves	13	13
Report à nouveau	381	318
Résultat de l'exercice	241	215
Subventions d'investissement	-	-
Provisions réglementées	-	-
<b>Capitaux propres</b>	<b>777</b>	<b>688</b>
<b>Autres fonds propres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Provisions</b>	<b>7</b>	<b>9</b>
<b>Dettes financières</b>	<b>1 245</b>	<b>1 234</b>
<b>Avances et acomptes reçus sur commandes</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	52	55
Autres dettes non financières	133	130
<b>Dettes non financières</b>	<b>184</b>	<b>185</b>
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	2 798	2 205
Comptes de régularisation et assimilés	38	72
<b>Total passif</b>	<b>5 050</b>	<b>4 392</b>

## COMPTE DE RÉSULTAT DE BOUYGUES CONSTRUCTION AU 31 DÉCEMBRE 2021

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>212</b>	198
Autres produits d'exploitation	1	2
Achats et variations de stocks	(0)	(0)
Impôts, taxes et versements assimilés	(4)	(4)
Charges de personnel	(72)	(76)
Charges externes et autres charges d'exploitation	(141)	(129)
Dotations nettes aux comptes d'amortissements, de dépréciations et de provisions	(3)	-
Quote-part de résultats sur opérations faites en commun	4	4
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(3)</b>	(5)
Produits et Charges Financiers	244	221
<b>Résultat courant (avant impôts)</b>	<b>241</b>	215
Produits et Charges Exceptionnels	(0)	(0)
Participation des salariés	-	-
Impôts sur les bénéfices	(0)	(0)
<b>Résultat net</b>	<b>241</b>	215

## TABLEAU DE FINANCEMENT EN FLUX DE TRÉSORERIE DE BOUYGUES CONSTRUCTION AU 31 DÉCEMBRE 2021

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
<b>A – OPÉRATIONS LIÉES À L'ACTIVITÉ</b>		
Capacité d'autofinancement		
Résultat de l'exercice	241	215
Dotations aux amortissements	5	6
Dotations et reprises de dépréciations et de provisions <sup>(1)</sup>	(4)	(4)
Plus-values nettes sur cessions d'actifs et divers <sup>(2)</sup>	(0)	-
<b>S/Total</b>	<b>242</b>	<b>218</b>
Variation du Besoin en Fonds de Roulement		
Actif circulant et comptes de régularisation	117	5
Avances et acomptes nets reçus, dettes non financières et divers	(33)	71
<b>Trésorerie provenant de l'activité</b>	<b>326</b>	<b>294</b>
<b>B – OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
Augmentation des actifs immobilisés :		
Acquisitions d'Immobilisations incorporelles et corporelles	(3)	(3)
Acquisitions de participations financières	(209)	(69)
<b>S/Total</b>	<b>(212)</b>	<b>(71)</b>
Cessions des actifs immobilisés :		
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
Cessions de participations financières	-	-
Immobilisations financières diverses nettes	(186)	3
Dettes nettes sur immobilisations	(0)	(1)
<b>Trésorerie affectée aux investissements</b>	<b>(399)</b>	<b>(70)</b>
<b>C – OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>		
Augmentation des capitaux propres	-	-
Dividendes mis en paiement dans l'exercice	(152)	(325)
Dettes financières nettes	(38)	9
<b>Trésorerie résultant du financement</b>	<b>(189)</b>	<b>(316)</b>
<b>Variations de la trésorerie (A + B + C)</b>	<b>(262)</b>	<b>(92)</b>
Trésorerie nette au 1 <sup>er</sup> janvier <sup>(3)</sup>	(84)	7
Flux nets de l'exercice hors incidence des virements de rubriques	(262)	(92)
Incidence des virements de rubriques	-	-
Trésorerie nette à la clôture <sup>(3)</sup>	<b>(346)</b>	(84)

(1) Hors dépréciations sur actifs circulants.

(2) Net d'impôt société.

(3) Disponibilités + VMP – Concours bancaires courants.

## LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS EXERCICE DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

Filiales et participations (en millions d'euros)	Capital <sup>(4)</sup>	Réserves et report à nouveau avant affectations des résultats <sup>(4)</sup>	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeurs comptables des titres détenus	
				Brute	Nette
<b>A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS <sup>(1) (2)</sup></b>					
<b>Filiales (+ de 50 % du capital détenu par la société)</b>	-	-	-	<b>1 549</b>	<b>1 530</b>
DTP	10	1	100,00 %	24	24
Bouygues Bâtiment International	25	86	100,00 %	85	85
Bouygues Bâtiment Île-de-France	13	39	99,70 %	103	103
Bouygues Travaux Publics	291	(137)	98,88 %	343	343
BYES	62	382	100,00 %	510	510
Bouygues Bâtiment Nord-Est	25	24	100,00 %	35	35
Bouygues Bâtiment Centre Sud-Ouest	7	15	93,04 %	11	11
Bouygues Bâtiment Sud-Est	3	38	100,00 %	6	6
Fichallenge	2	(6)	100,00 %	2	-
Challenger	0	-	99,99 %	15	15
Bouygues Bâtiment Grand Ouest	2	51	100,00 %	4	4
Bouygues Bâtiment Central Europe	0	20	100,00 %	25	25
VSL (Suisse)	2	3	100,00 %	32	32
Losinger Holding (Suisse)	15	12	99,96 %	22	22
Dragages Hong Kong (Hong Kong)	50	534	100,00 %	6	6
Acieroid (Espagne)	1	1	93,81 %	18	1
Kraftanlagen (Allemagne)	5	9	100,00 %	99	99
Bouygues UK	125	(0)	100,00 %	206	206
<b>Participations (10 à 50 % du capital) – à détailler</b>	-	-	-	-	-
<b>B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS NON REPRISES AU A.</b>					
<b>Total</b>	-	-	-	<b>36</b>	<b>11</b>
Filiales françaises (ensemble)	-	-	-	5	4
Filiales étrangères (ensemble) <sup>(3)</sup>	-	-	-	-	-
Participations dans des sociétés françaises	-	-	-	30	7
Participations dans des sociétés étrangères	-	-	-	-	-
<b>Total global</b>	-	-	-	<b>1 585</b>	<b>1 541</b>

(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication.

Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.

(3) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

(4) Montant dans la monnaie locale avec indication de la devise et du taux de conversion en observation.

	Prêts et avances consentis non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice	Observations
	919	31	-	-	-	
	-	-	1	(1)	4	
	45	-	394	8	100	
	-	1	1 477	50	32	
	84	2	1 769	15	-	
	561	7	946	139	-	
	-	-	348	10	11	
	-	-	256	3	4	
	-	-	276	10	6	
	-	-	-	(0)	-	
	-	-	19	4	-	
	-	-	473	9	12	
	31	-	-	(2)	-	
	82	-	39	(3)	-	
	-	-	-	36	46	1 CHF = 0,967961
	57	-	124	39	47	1 HKD = 0,113208
	-	-	18	(0)	-	
	-	21	235	6	-	
	59	-	1	(103)	-	
	-	-	-	-	-	
	14	-	-	-	-	
	11	-	-	-	4	
	-	-	-	-	-	
	2	-	-	-	1	
	-	-	-	-	-	
	933	-	-	-	-	

**Crédits photos :**

Parc éolien en mer de Fécamp (France) ©Jacques Basile (couverture)

Le Campus Engie, La Garenne-Colombes (France) ©Image Kreation – Maître d'ouvrage de conception et d'exécution : Nexity – Investisseur : Swiss Life – Utilisateur : Engie  
Architectes : Agence Scau, Chaix & Morel et associés, agence ArtBuild Architectes. (p. 4)

Bâtiment du réacteur de l'unité 1 de la centrale nucléaire Hinkley Point C (Royaume-Uni) ©EDF UK – Maître d'ouvrage : EDF, CGN – Groupement d'entreprises : BYLOR (Laing O'Rourke / Bouygues Travaux Publics) (p. 4)

Écoquartier Issy Cœur de Ville, Issy-les-Moulineaux (France) ©Potion Médiatique – Maîtrise d'ouvrage : Altarea Cogedim – Architecte : Valode & Pistre – Économiste : Alliance Economie 79  
– Entreprise générale : Bouygues Bâtiment Ile-de-France – Construction Privée ; Habitat Résidentiel – Autre intervenant : Bouygues Energies & Services (p. 4)

Calais Port 2015, Calais (France) ©Groupement Constructeur Calais Port 2015 – Maître d'ouvrage : La Société des Ports du Détroit – Groupement d'entreprises : Bouygues Travaux Publics / Bouygues Travaux Publics Régions France / DTP / Colas / SPIE Batignolles / Jan De Nul (p. 5)

